

هكدام النحل

SUPPLÉMENT RADIO-TÉLÉVISION

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13830 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 16-LUNDI 17 JUILLET 1989

La célébration du Bicentenaire de la Révolution et la réunion des pays industrialisés

Pari tenu

Depuis des semaines, on s'interrogeait : fallait-il faire coïncider le sommet des pays industrialisés avec les fêtes du Bicentenaire de la Révolution ? Faut-il éviter à Paris, à cette occasion, plus d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement du monde ? Faut-il faire « ça » aux Parisiens, surtout une semaine après les embouteillages dus à la présence de M. Gorbatchev ? Et fallait-il confier à Jean-Paul Goude, un publicitaire sans doute génial mais un publicitaire tout de même, le soin d'imaginer et de réaliser la grande parade censée rendre l'esprit de la Révolution ?

Le pari était sans doute un peu fou, mais il a été tenu, même si l'on s'est parfois senti moins de solennité et de « cocoricos », fût-ce au nom des droits de l'homme : aucun incident de protocole n'est venu troubler ces quelques jours de coexistence entre « riches » et « pauvres » ; en attendant une hypothétique réunion au sommet, représentative du Nord et du Sud ont même davantage parlé que prévu. En dépit de mesures de sécurité bien compréhensibles, la vie des Parisiens restée dans la capitale n'a pas été transformée en enfer et, contrairement aux imprévisions de Boreud et de ses amis, la fête n'a pas été « confisquée » et n'a pas été réservée comme une « insulte » infligée aux plus démunis.

Il suffisait pour s'en convaincre d'assister vendredi soir à la parade de Jean-Paul Goude sur les Champs-Élysées : c'est un million de personnes qui s'étaient déplacées, et qui ont semblé apprécier dans leur immense majorité un spectacle étonnant et original, qui ne donnait pas — c'est le moins qu'on puisse dire — l'idée d'une France chauvine et xénophobe.

Est-ce bien l'esprit de la Révolution ? La question, finalement, n'est pas là, car Jean-Paul Goude ne prétend pas avoir fait œuvre d'historien. Fils généreux et « branché » de cette fin du vingtième siècle, enfant des barbes parisiennes, devenu cosmopolite au meilleur sens du terme, il nous a donné sa perception instinctive d'événements vieux de deux siècles, ce qu'il en retient comme règles de vie entre les hommes d'aujourd'hui. Et c'était très bien ainsi.

Le spectacle, bien sûr, ne mettra pas un point final aux polémiques qui divisent historiens et hommes politiques sur le sens d'événements contradictoires. La querelle est vieille : il suffit, pour l'entretenir, de privilégier soit les intentions, soit les actions des acteurs de l'Histoire. Ce Bicentenaire aura cependant permis d'avancer, en reliant les travaux historiques sur une époque trop longtemps considérée comme taboue. Mais il est vrai qu'il aura fait attendre bien trop longtemps pour oser s'interroger sur des pages aussi peu glorieuses de la Révolution que le Terror et la répression des Vendéens.

Geignons que tous ceux qui se pressaient vendredi soir sur les Champs-Élysées n'ont pas songé une seconde qu'ils pouvaient célébrer ces épisodes sanglants, mais avaient plutôt en tête les idées de liberté, égalité, fraternité. Non que ce but ait été atteint, il ne le sera jamais totalement, tant il est vrai qu'une démocratie ne peut être qu'un corps vivant, avec ses tensions, ses luttes, ses intérêts. Si un jour elle prétendait avoir apporté le bonheur à tous ses citoyens, c'est qu'elle serait devenue une tyrannie.

M 0146 - 07170 - 6,00 F



3790146006000 07170

Les Etats-Unis confirment leur hostilité à l'organisation d'un sommet Nord-Sud

Le sommet des sept pays les plus industrialisés devait s'achever, dimanche 16 juillet à Paris, par la publication d'une déclaration commune et de plusieurs textes politiques. Au cours de leurs premières réunions, les sept chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, ont fait un tour d'horizon économique, insistant sur la nécessité de lutter contre la résurgence de l'inflation, et ont consa-

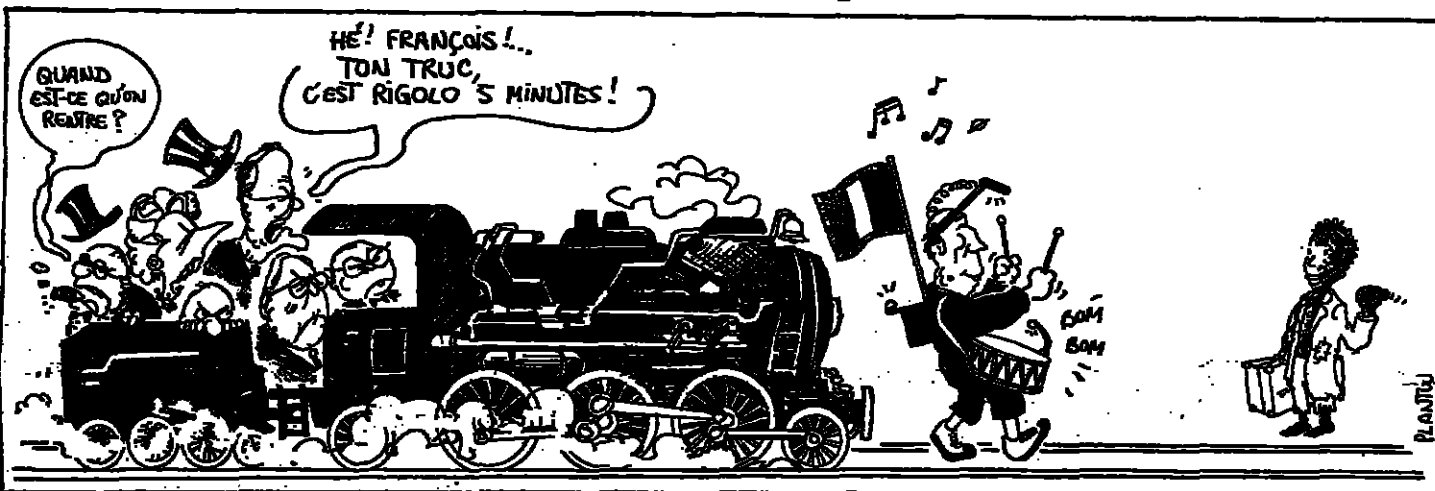
cré le dîner de vendredi à un échange de vues sur les relations Est-Ouest. Dans le même temps, leurs ministres des finances traitaient de la dette.

En marge du sommet, plusieurs membres de la délégation américaine ont rejeté l'appel à la convocation d'une conférence Nord-Sud lancée la veille par quatre pays en voie de développement et soutenu par M. Mitterrand.

Les festivités du Bicentenaire

s'étaient achevées vendredi soir par un feu d'artifice couronnant la grande parade imaginée par Jean-Paul Goude sur les Champs-Élysées, à laquelle ont assisté un million de personnes. La cantatrice Jessie Norman avait chanté « la Marseillaise » sur la place de la Concorde devant les trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement invités par M. Mitterrand, qui avaient pris place au balcon de l'hôtel de la Marine.

Paris sans pareil



Pour ne pas se faire voler cette journée-là, certains avaient dormi sur place. Sur les pelouses des Invalides ou dans les jardins du Petit-Palais. Ils s'étaient levés tôt, avant même le point du jour, comme pour un grand voyage, premiers arrivés devant les policiers endormis, souvent montés de province, et qui cherchaient sur des cartes leur poste de service pour cette douzaine d'heures chaudes qui allaient marquer leur carrière. D'autres étaient directement passés d'une fin de bal de 13 juillet à l'aube de ce 14 juillet de toutes les espérances, comme ces jeunes gens de retour de goguette franchissant le pont Alexandre-III, oriflammes tricolores aux fenêtres de leurs voitures.

Avant l'aurore, les Parisiens, soutenus par tous les autres, Français des régions, touristes étrangers, avaient déjà imposé leur style pour cette fête du Bicentenaire : débonnaire et libre, popu-

laire et familiale ; débrillée comme Paris aime les jours de manif, de match ou de grandes dates historiques. On ne savait plus très bien, à force de polémi-ques sur les inconvénients de ces commémorations, si la fête serait au rendez-vous. Les premières patrouilles de CRS tout autour des Champs-Élysées ont fourni d'incroyables indications. Jamais revues depuis les « masses » de mai 1968 ou la marche de 1984 en faveur de l'école privée.

Il s'étaient peut-être dix mille au premier rayon de soleil. Dix fois plus une heure plus tard. Pour qui ? Pour quoi ? Pour enchaîner deux défilés, le militaire et l'avant-gardiste. « Parce qu'un bicentenaire je ne risque pas d'en avoir un », affirmait un septuagénaire du Tarn. Pour occuper la ville, déjouer sur l'herbe, flâner là où le monde entier allait tourner ses regards jusqu'à la nuit prochaine. Simplement pour en être.

La Révolution de 1789 avait quelque chose de sacré et elle gardait ses adeptes, beaucoup plus nombreux que tous les pronostics pessimistes ne le laissent prévoir.

Car, pour ce défilé du 14 juillet pas comme les autres, pour voir passer la revue, ils s'étaient parés de tricolore. Calicots et cocardes. Bonnet phrygien et charlotte. Cheveux teints en bleu-blanc-rouge. Six cent mille ? Huit cent mille ? Très vite, la préfecture de police avait renoncé à publier un chiffre. La ville était submergée par une foule jamais comptabilisée pour le traditionnel rendez-vous avec l'armée, hormis les lendemains de victoire. Elle se heurtait aux barrières de sécurité, jouait des coudes pour entrevoir un bout d'uniforme, puis refusait, vaincue par sa masse même, pour aller, un peu plus loin, passer sur l'herbe.

De vieilles dames étaient venues voir passer la Légion mais

avaient dû renoncer. « Je laisse la place aux jeunes », expliquait l'une d'entre elles, descendue de Montmartre. Elle avait repris son tricot, assise sur son pilon, et leva les yeux avec plaisir pour regarder voler l'essaim d'hélicoptères au-dessus des toits. Elle se plaignait du bruit des chenilles des chars sur l'asphalte, mais s'inquiétait surtout de savoir « si le président était là ». M. François Mitterrand était bien là, entouré de tous ses hôtes, assis derrière sa vitre de protection. Le chef de l'Etat était l'un des buts un peu flous de ces balades par milliers dans la ville. On allait là où la télé avait promis qu'il serait. Dans sa tribune de chef des armées. Puis, l'après-midi, sous la Pyramide du Louvre pour l'inauguration officielle du sommet des Sept.

Reportage du service « Informations générales ». (Lire la suite page 5.)

- Les discussions des Sept Pages 3 et 4
- Le 14 Juillet à l'étranger Page 4
- Les milliards de Sir Jimmy Page 3
- Jean-Paul Goude : « C'est peut-être gagné » Page 6
- Un ballet gracieux et gratuit Page 6
- Débauche télévisée page 5
- TNZ 1 et le fleuve tranquille Page 5
- « La Marseillaise » à Marseille Page 6
- Un inédit de Jean Guéhenno Page 2
- La Lorraine découvre l'abbé Grégoire Page 8

- Les grèves en Sibérie Une dimension politique PAGE 9
- Tourisme social Un entretien avec M. Olivier Stirn PAGE 15
- M. Tapie vend Look Un groupe américano-suisse reprend le fabricant de fixations de skis PAGE 15
- Festival d'Avignon ● Les folies Langhoff ● Zingaro dans la carrière PAGE 11
- RÉGIONS La grande aventure des entreprises d'insertion PAGE 14
- Le sommaire complet se trouve page 18

La proposition de réforme constitutionnelle de M. Mitterrand

Le droit du citoyen devant la loi

A l'occasion de son traditionnel rendez-vous télévisé de la fête nationale, M. Mitterrand a avancé l'idée d'une extension des droits du citoyen en proposant une modification de la Constitution, qui élargirait aux particuliers le droit de solliciter l'arbitrage du Conseil constitutionnel.

La carmagole constitutionnelle proposée au pays par M. François Mitterrand ne fait pas recette parmi les partis politiques. Les socialistes ont été les seuls, par l'intermédiaire du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, à applaudir spontanément à la proposition faite par le président de la République de réviser la Constitution pour donner à chaque citoyen la possibilité de saisir directement le Conseil constitutionnel, « s'il

estime ses droits fondamentaux méconnus ».

De l'extrême droite jusqu'au Parti communiste, les autres réactions traduisent un dédain certain pour ce projet de réforme. Même s'ils n'emploient pas le mot, les porte-parole des diverses oppositions se rejoignent pour traiter la suggestion présidentielle comme une simple « réforme », selon l'expression méprisante répandue à gauche, en 1974, quand M. Valéry Giscard d'Estaing, manifestant alors la même volonté d'avancée démocratique que son successeur aujourd'hui, avait pris une initiative analogue, qui avait élargi aux parlementaires la saisine du Conseil constitutionnel.

M. Mitterrand ne sera pas surpris par la tiédeur de ces réactions. Il sait d'expérience que sous la Ve République une révision constitutionnelle n'a de chance d'aboutir qu'à deux

conditions — la détermination du chef de l'Etat et l'existence d'une solide majorité dans les deux chambres du Parlement — et que ces deux conditions sont rarement réunies. M. Giscard d'Estaing avait certes réussi, il y a quinze ans, à faire modifier la Constitution de telle sorte que le Conseil constitutionnel peut maintenant être saisi de tout projet de loi si soixante députés ou soixante sénateurs en tombent d'accord contre l'avis du pouvoir exécutif et de la majorité parlementaire. Mais il avait dû batailler longtemps et réduire ses propres ambitions pour obtenir de l'Assemblée nationale et du Sénat, réunis en congrès à Versailles, la majorité requise des trois cinquièmes des suffrages exprimés, conformément à la procédure prévue à l'article 89 de la Loi fondamentale.

ALAIN ROLLAT. (Lire la suite page 7.)

NOËLLE CHÂTELET

A CONTRE SENS

"Noëlle Châtelet la nouvelliste met nos cinq sens dessus dessous, et y ajoute un sixième : le sien, délicieusement diabolique."

Jérôme Garcin / L'Événement du Jeudi

A CONTRE SENS

"Il est exceptionnel que l'écriture livre que comble avec tant de frémissement secret l'écart qui la sépare des prodiges de l'opéra."

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

MERCURE DE FRANCE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 315 F CFA ; Grèce, 110 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 14 ca. ; Suède, 1,80 kr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (Londres), 2 £.

Dates

Un inédit sur le 150^e anniversaire de 1789

Jean Guéhenno et la Révolution

« Le pas de la révolution, c'est le pas de la France »

Nous publions aujourd'hui la suite et la fin d'un texte inédit de Jean Guéhenno rédigé en juillet-août 1939, à l'occasion du cent-cinquantième de 1789. Une méditation sur la Révolution et sur l'Histoire.

Nous avons eu d'innombrables cérémonies. Mais la Révolution n'est pas du tout cérémonieuse. Même on peut penser que sa caractéristique est d'interrompre, et parfois assez brusquement, la « cérémonie », telle qu'elle était réglée depuis des siècles. Elle est assez connue pour avoir interrompu au moins le port de la culotte. Nous avons eu d'innombrables solennités. Tout, dans ces fêtes, fut solennel. Mais la liberté n'est pas du tout solennelle. Elle a son pas à elle, et ce n'est du tout le pas d'un chef de protocole. Au vrai, elle invente à chaque instant son pas, loin de l'avoir appris de quelques anciens maîtres du geste. Je relève dans le communiqué officiel une expression impayable. C'est à propos de la fête du 20 septembre. Il est dit que, ce jour-là, aura lieu « une cérémonie militaire sur le champ de bataille de Valmy, préalablement signalée ». J'admire ce « préalablement signalée ». Quels arpenteurs guidés par quels historiens topographes se sont emparés de ce terrain ? A-t-on répété la bataille ? L'a-t-on jouée comme une comédie ? Quels conscrits de 1939 ont endossé la livrée de Brunswick, lesquels, l'habit bleu et rouge des gardes nationaux ? Qui fut Kellermann et qui Dumouriez ? A-t-on bien repéré les emplacements des batteries et les points de chute des boulets ? Les fossés où les conscrits de 1939 durant faire semblant de mourir ? Est-ce donc là tout ce que peut l'Histoire ? Mettre les pas des enfants si exactement dans les pas des pères, et leur indiquer le point jusqu'où ils ont libéré d'aller « signaler » le fossé, la colline où tout leur élan doit finir ?

Péguy, dont les intuitions valaient mieux que les idées et dont le cœur restait révolutionnaire, alors même qu'il employait tout son esprit à condamner la révolution moderne, s'exaltait en 1914 sur une phrase de Beaumarchais. C'est dans la *Mère coupable*, une phrase de Chérubin, quelques mots de sa dernière lettre à la cantinière, sa marraine : « *Pulque je ne dois plus vous voir, la vie m'est odieuse, et je vais la perdre avec joie dans la vive attaque d'un fort où je ne suis point commandé.* »

Et Péguy commente : « Ce qui nous fait si mélancolique la romance de Chérubin, c'est qu'elle date exactement ce temps et qu'elle date exactement de ce temps où tout un monde, où tout un peuple se perdait avec joie. (ou fit tout ce qu'il fallait pour cela) dans la vive attaque d'un monde où il n'était point commandé. »

Chérubin, c'est Bara, et Chérubin, c'est Viala. Et Chérubin et Bara et Viala, c'est tout un peuple ensemble et cette vive attaque d'un monde où il n'était point commandé. Chérubin Léon, d'Artois, c'est ce petit gars de Palaiseau, ce hussard de la République, tué à l'ennemi à quatre-vingt ans. Tout s'était employé, les événements, l'événement, la race, les circonstances, le climat du pays et le climat du cœur, pour faire de tout un peuple une sorte d'innocent et ardent jeune homme, brûlant de jouer le monde à la face du monde, brûlant surtout de se faire périr pour tout ce qui ne le regardait pas...

Mais voilà, nous ne sommes plus ce peuple qui bouillait dans sa peau. Et c'est ce qui fait encore si mélancolique cette romance de Chérubin... (Clio, p. 1403.)

Les Français marchent mieux là où ils ne sont point commandés

Pauvre Péguy ! Les poètes s'ignorent, sont condamnés à s'ignorer. Il se croyait, il se voulait contre-révolutionnaire. Mais voilà bien les tours que la Révolution joue aux hommes de ce pays. Le pas de la Révolution, c'est le pas de la France. Or Péguy n'avait pas besoin d'être historien pour connaître le pas de la France. Poète qu'il était, il l'avait en quelque sorte dans l'oreille. Et, chasseur à pied, il l'avait dans les jambes. « Dans la vive attaque d'un fort où je ne suis point commandé », il lui a suffi de croire la reconnaissance, l'entendre dans cette phrase, dans cette inflexion d'une phrase de 1789, pour qu'il le prenne tout de suite à son tour, cent vingt-cinq ans après, et s'embrûle, et eût toutes ses phrases et tout son génie au service de la Révolution.

Et il continue du même rythme, du même pas : « Dans la vive attaque d'un monde où il n'était point commandé... » Le voilà parti. Parce qu'il est français, il faut bien qu'il grogne, et parce que la politique de M. Combes, dans ces dernières années, ne lui avait pas plu, il faut bien qu'il affecte cette mélancolie. Mais il marche au tambour : « Chérubin c'est Bara/Chérubin c'est Viala/Chérubin c'est Bara/Chérubin c'est Viala/... » Il marche malgré lui. Les Français marchent mieux là où ils ne sont point commandés. Il ne s'est pas même aperçu qu'il était parti. C'est cela un « volontaire ». Il marche. Le voilà volontaire dans la grande armée, de Jemmapes à Hougoumont. Il sait bien qu'il en aurait été.

Et le voilà volontaire, aujourd'hui encore, de la pâte de ceux qui font les volontaires, en cette année 1914, et en cet instant où il écrit ce petit livre accordé au pas de la France, au pas de la Révolution. Mais nous ne sommes plus ce peuple qui bouillait dans sa peau. Allons donc ! C'est l'homme de quarante ans qui le dit, le vieux Péguy, un vieux politicien paysan mécontent, le jaloux de l'urbain. Et le littérateur qui a besoin de symétries est bien trop content d'instituer ce parallèle et de pouvoir opposer « cette canonnade où tout devait commencer » et « cette nuit tombante où tout devait finir ». Mais le vrai Péguy, le poète qui avait dans l'oreille le pas de la France, le chasseur à pied qui l'avait dans les jambes savait bien que tout cela n'était pas vrai, que rien n'avait fini à Hougoumont, que rien ne doit jamais finir, et qu'à cent vingt-cinq ans d'intervalle, le pas de la France n'avait pas changé.

Dans la vive attaque d'un monde où il n'était point commandé... Et il écrivait, lui, ce contre-révolutionnaire, ces vingt lignes qui, pour nous rendre sensible le génie de la Révolution, vaudront toujours mieux que toutes les fêtes. Le pas de la Révolution ne s'arrête pas. Et la meilleure façon de la fêter, tous les historiens, tous les ministres, tous les Français le savent bien, ce serait de la continuer.

La Révolution

ne veut pas d'automates

Dans le chaos du monde contemporain, j'écris ces pages, et d'abord pour moi-même. Pour échapper aux messages de ce temps, à sa confusion lâche. Pour retrouver la voie. La forme enivrante, la forme pure. Ah ! ces lignes qui, pour nous rendre sensible le génie de la Révolution, vaudront toujours mieux que toutes les fêtes. Le pas de la Révolution ne s'arrête pas. Et la meilleure façon de la fêter, tous les historiens, tous les ministres, tous les Français le savent bien, ce serait de la continuer.

En ce cent cinquantième anniversaire de la Révolution, en ce vingt-cinquième anniversaire de la mort de Jaurès, la piété et la gratitude m'engagent à recopier ici quelques lignes de la préface que Jaurès écrivait pour son *Histoire socialiste* : « Ce n'est pas seulement, écrit-il, par la force des choses que s'accomplira la révolution sociale ; c'est par la force des hommes, par l'énergie des consciences et des volontés. L'histoire ne dispensera jamais les hommes de la vaillance et de la noblesse individuelles. »

Et il ajoute : « Au risque de surprendre un moment nos lecteurs par le disparate de ces grands noms, c'est sous la triple inspiration de Marx, de Michelet et de Plutarque que nous voudrions écrire cette modeste histoire. » Le profond sentiment de la « grandeur humaine » ne lui paraît pas moins nécessaire que la conscience claire du mouvement économique à former un bon révolutionnaire.

J'ai recopié ces lignes d'après l'exemplaire de son livre que Jaurès offrit aux élèves de l'Ecole normale. J'ai sous les yeux sa dédicace : « A la bibliothèque de l'Ecole, souvenir reconnaissant. Jean Jaurès. » C'est écrit d'une grande écriture simple, généreuse, décidée, et qui remplit tout le haut de la page. La plume a accroché le papier pour le t de reconnaissant, et les lettres du prénom Jean sont empâtées, mais la plume est redevenue libre pour écrire : Jaurès. J'admire ces mots si simples : souvenir reconnaissant. Cette chose, la bibliothèque de l'Ecole normale, lui paraît mériter d'être traitée comme un homme. C'est un être à qui il s'agit de rendre un peu de sa dignité. Je m'attarde à regarder cette inscription, comme un croyant une relique. Quelle relique fut plus vivante ? Devant ce gros livre qu'il tint dans ses mains, qu'il ouvrit à la première page pour y inscrire cette dédicace, sourire rapidement, cet homme pressé, à sa jeunesse, devant ce long récit d'un seul souffle où il consécrait ces années exemplaires où les Français surent comme jamais vivre et mourir, il me semble sentir comme matériellement à quel point la Révolution est dans ce pays devenue la tradition même de l'homme. Je vois le courage s'allumer au courage comme la flamme à la flamme ; je songe tout à la fois à la mort de Jaurès et à la mort de Saint-Just. « Les grands hommes ne meurent pas dans leur lit. »

La mémoire nationale n'est pas ce tombeau silencieux dont des gardiens de cimetières nous ouvriraient les portes pour nous y faire contempler de vieilles défunts poussiéreuses et démodées. Elle est dans les cœurs des vivants. Ce qui est historique n'est pas, ainsi que l'entendent si nombreux historiens, ce qui est passé et ce qui est mort, mais ce qui est durable, ce qui a mérité de vivre, de qui fait la mémoire d'un peuple et ne cesse de déterminer sa volonté. Prendre une inscription historique, comme disait Péguy, pour un événement comme pour un homme, c'est devenir exemple et s'assurer la mémoire des siècles. L'histoire est lente. La conscience française est la veille de la Révolution, elle

est à bien des égards la nôtre encore. Les années 89 ne sont historiques que parce qu'elles virent définir, et avec une éblouissante clarté, des idées qui n'ont plus cessé de commander la drame politique français. Et l'Europe tout entière a compris que ce qui s'est fait alors en France la concernait elle aussi. Fêter la Révolution, ce ne devrait être que pour retrouver les raisons encore actuelles de notre fierté.

Le drame de la France d'aujourd'hui, ce n'est pas tout ce qui de l'extérieur la menace. Son péril, ce n'est pas l'existence de Monsieur le Chancelier Hitler, de Monsieur Mussolini. Le mal est en elle-même : c'est sa mollesse, cette crise de confiance qu'elle paraît traverser. Elle attend de vivre. Elle ne vit pas. Elle ne croit pas assez fort en la force de sa raison et de sa loyauté. Les jeunes garçons français, à les considérer individuellement, sont aussi actifs, aussi intelligents que jamais. Mais il

me manque jusqu'au crime, pour établir devant tous les hommes le simple et évident principe de leur grandeur : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » Ce beau songe qu'il y a cent cinquante ans nous avons fait tous ensemble, cette grande image de l'homme d'Occident que, surmontant la vieille misère, nous avons composée à partir de nous-mêmes, pour que rien qu'en regardant ses yeux étincelants tous les hommes de la terre prennent confiance, ce parti pris de faire les dieux et de réformer la création, ce sont nos vrais titres et le plus profond de la France. (...)

Ah ! que j'aimerais celui qui, pour parler de ces grandes années, retrouverait le son même des hommes du XVIII^e siècle et parlerait leur langue législative. Je pense par exemple aux premiers articles de Chénier, à son « Avis au peuple français sur ses véritables ennemis ». Mais je ne

quand le Seigneur y était suspendu sur le solitaire. L'Orient avec ses peuples féroces était caché derrière la face du Seigneur. L'Occident, au contraire, recevait de ses yeux la lumière. Sa droite toute puissante montrait le Nord, qui allait être adouci par la parole divine. Sa gauche tombait en partage aux nations tumultueuses du Midi. Qu'il en soit, les miracles abondaient dans un monde où aucun péché n'avait le goût de l'authenticité. Les petits dieux des bois et des rivières, les génies locaux laissaient la place à saint Roch, à saint Christophe, à saint Théogène. Les « martyrs » succédaient aux fêtes et accomplissaient cette œuvre d'évangélisation populaire pour laquelle les savants traités d'Origène et saint Augustin seraient restés sans force et sans vertu. La sainte piété de Dieu, liée d'une vague fraternité, vivait, aimait, mourait comme elle pouvait. Respectons les ténèbres où elle se débattait. Dans cette obscurité, elle humanisait la Terre. Elle commençait d'inscrire en elle ses vertus.

Les paysans et les vilains. Ceux des bois et ceux de la plaine. Ne suis par quel entichement Ni qui les mut premièrement, Par vingt, par centaines, par cents. Ont tenu plusieurs parlements... Privement ont pourparlé Et plusieurs ont entre eux juré Que jamais par leur volonté N'auraient Seigneur ni avoué. (...)

Nous sommes hommes comme ils sont. Les mêmes membres avons qu'ils ont. Tout aussi grand cœur nous avons. Tout aussi souffrir nous pouvons.

(...) Ce qu'il y a aux « origines de la France contemporaine », aux origines de la Révolution, il se pourrait que ce ne soit rien d'autre que cet « entichement » dont parle le vieux poète, cette petite tache originelle, cette petite tache d'orgueil on ne sait d'où venue, « Ne suis par quel entichement / Ni qui les mut premièrement ». Et des chrétiens diraient peut-être que ces choses sont bien plus anciennes encore, que nous n'avons pas lieu d'être si fiers, que cette petite tache, il ne faut pas tant s'en vanter, qu'elle n'est rien d'autre, cette petite tache, que cette fameuse et banale petite tache originelle qui mit Adam à la porte du Paradis. Eh ! oui, peut-être bien l'orgueil d'Adam, l'orgueil humain, voilà ce qu'est cette petite tache. Et, Adam, à cause d'elle, fut chassé du jardin d'Eden.

Une ardente plainte martelée

Mais je ne pense pas qu'Adam en fût si malheureux (c'est en ce point seulement que se trompent les chrétiens). Il connut le monde qui était par-delà les murs de ce fameux jardin, les bois et les plaines et la mer. Disposés de vivre durablement, il fut enfin tenté de vivre. La divine curiosité en lui s'éveilla. Il se mit à « cultiver cette terre d'où il avait été pris ». Ce n'est pas un si grand malheur. Il commença d'inventer le blé, le pain. Il était enfin « à ses pièces », comme disent les gens qui travaillent, et son orgueil grandit. Car il n'y a pas de plus vraie joie pour l'homme que d'être enfin à ses pièces, de gagner son pain, de toucher sa première paye et de manger le pain qu'il gagne.

Mais que cette petite tache banale et commune soit devenue chez nous cet « entichement » dont parle le vieux poète, que cette petite tache, cette petite lésion, cette petite souffrance d'amour-propre, cette petite souffrance de l'orgueil, et des hommes, les Français en soient, et dès le douzième siècle, devenus « entichés » justement, et qu'ils n'aient plus pensé qu'à elle, et qu'ils en aient tant parlé et pourparlé, et qu'ils aient fait alliance, et qu'ils aient fait serment de la garder, et qu'ils se soient juré de n'avoir « jamais, par leur volonté » seigneur ou maître qui leur vole travail et honneur, en cela tient toute l'histoire de la France.

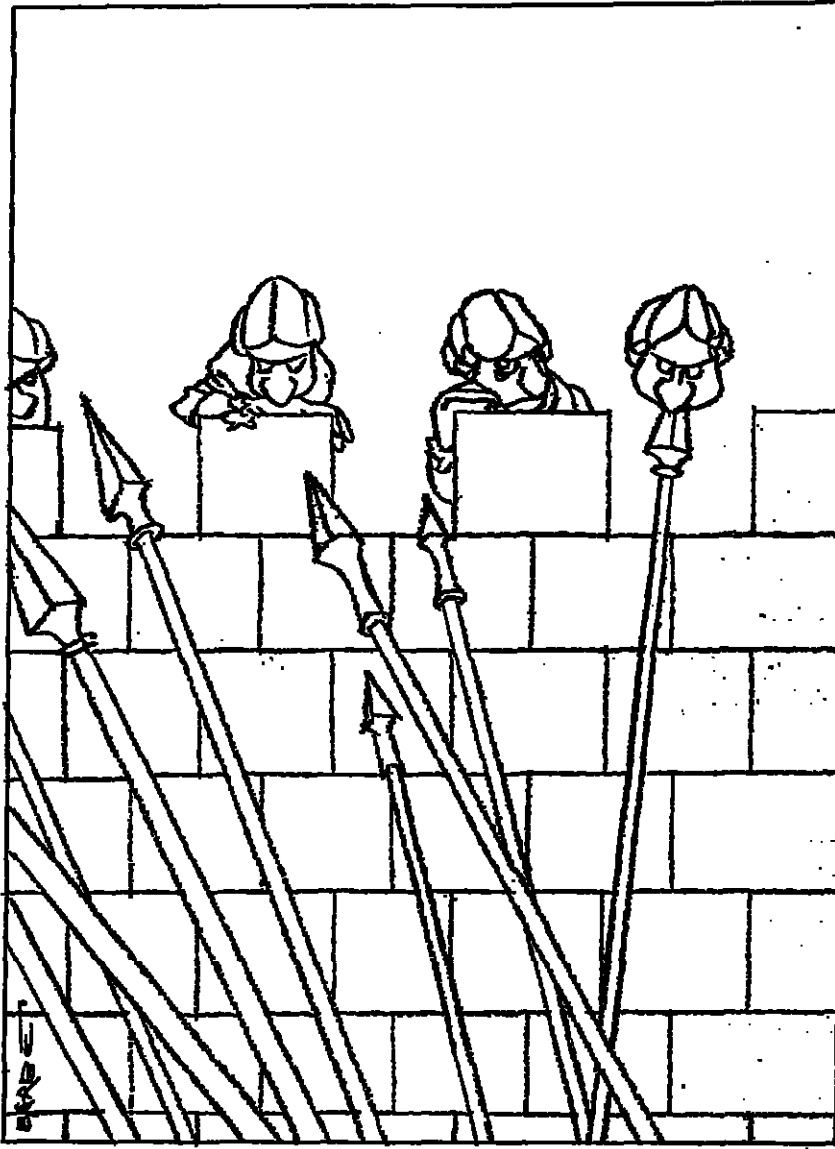
Nous sommes hommes comme ils sont. Les mêmes membres nous avons. Tout aussi grand cœur nous avons. Tout aussi souffrir nous pouvons.

Il fallait, à l'origine de notre histoire, cette conscience déjà si claire d'une irrésistible force, cette certitude de l'égalité, et cette colère, et cette fierté, ce pas solide de paysan, cette profonde et ardente plainte martelée, pour qu'un jour éclatât sur le monde une Déclaration française des droits de l'homme. Les vilains des croisades et des communes marchaient déjà du même pas que les soldats de l'an II.

Or voici que la terre se prit à refléter et à produire de nouvelles vertus. Après une si longue pénitence, après une si longue soumission, tel audacieux redonnait fou de son corps et de son âme. Comme ces peintres qui tendaient et peignaient la toile pour y enfermer tous les oiseaux du ciel ou tous les poissons de la mer ou toutes les bêtes de la Terre, il énumérait et se réjouissait à lui-même tous ses biens. Devenant, comme si la Création ne lui suffisait plus, il décidait que sa vie désormais serait sa découverte et son invention. Alors, la joie humaine, comme une petite herbe dans le vent de printemps, recommença de frémir.

(Copyright) Annie Guéhenno et le Monde.

FIN



semble que nous manque cette sorte d'unité dans la confiance et le songe qui fait la grandeur des nations, qui fit précisément en 89 la grandeur de la France.

Que les fêtes pour le cent cinquantième anniversaire de la Révolution puissent être que des commémorations funèbres est l'un des signes peut-être de cette atonie et de cette faiblesse. Comment le gouvernement ne saisi-t-il pas l'occasion de ramener en ce peuple la conscience de ce qu'il se doit à lui-même ?

En écrivant ces pages, je voudrais, pour si peu que ce soit, contribuer à rendre à mon pays sa fierté. Je résumai à ma manière la Révolution. Pendant ces semaines, je me promets de vivre avec ces grandes ombres droites et inflexibles, Chénier, Condorcet, Robespierre, Saint-Just, sûr de savoir mieux après cela à quelles conditions un homme vit libre. Mais quelle tristesse d'être réduit à cette fête tout intime ! Comment ne pas songer aux grandes fêtes que ce pays, un peu plus fier et un peu plus ardent, organiserait ?

La mémoire nationale vivante en ce pays, elle est la Révolution même, elle n'est que la Révolution. C'est là-dessus qu'il faudrait construire. D'autres ont fait des révolutions, les Anglais, les Américains. Ils n'y pensent pas ou peu. Et peut-être bien qu'aux yeux du monde, il n'y eût jamais qu'une Révolution, et c'est celle que nous avons faite. Il semble que les circonstances elles-mêmes, la sottise d'un roi, l'égotisme de ses courtisans, se soient chargés de donner à notre action ce caractère d'absolu qui l'a rendue exemplaire. C'est seulement en France que tout a contraint une fois un peuple de recommencer de vivre tout à fait à neuf et de construire un ordre à l'aide de sa seule raison.

Nous avons pu oublier tout le reste. Mais une vague fierté frémir au fond de nous, le sentiment d'avoir, une fois au moins dans notre vie de peuple, pensé et souffert pour tous les hommes, le souvenir imprégné d'une tournure où nous avons été pris, où il fallut s'employer de tout son cœur, mettre en œuvre toute sa vertu, tenir par-delà soi-même, jusqu'à la mort et

puis compter que sur une certaine connaissance du cœur. Etrange méthode et dont se riraient de véritables historiens. Autant que dans les faits, les événements, c'est dans de vives paroles, des rythmes et jusque dans des inflexions de phrases que j'ai pourrui et parfois cru saisir cet « esprit » qui changea la France. (...)

Péguy n'avait pas tort de railler certain penchant révolutionnaire et primaire à faire de 1789 un commencement absolu. J'ai déjà cité l'admirable parole de Mirabeau. Barère, dès le 15 juin 1789, avait écrit de son côté : « Nous allons recommencer l'Histoire. » D'aucuns enivrent illusions étaient sans doute la condition et le moyen de l'action. Mais nous avons sans doute trop cédé au prestige de telles paroles. Péguy avait raison de dire que le bonheur n'avait point commencé de régner en France le 14 juillet 1789, à minuit une seconde. Encore moins, dans le cœur des Français, le sentiment de la liberté et la volonté de l'honneur. Ce sont là de vieilles choses en France. On ne saurait dire au juste quand cela commença. Il y a six ou sept siècles.

Les paysans et les vilains...

Pendant près d'un millénaire, tous ceux parmi les hommes que tente la perfection avaient cru que la plus noble et la plus belle sainte vie ne pouvait être que « l'imitation » humble et nationale de Celui qui est mort en croix. Les meilleurs s'exaltaient à la plus grande souffrance. Les clous, la lance, la couronne d'épines, l'éponge de vinaigre, c'étaient tous les objets de leur édification. Autour de ces « saints », la masse humaine s'était convertie lentement à la foi chrétienne. Elle suivait de loin leur exemple, profitait de leurs services et de leurs vertus. Les choses pourtant étaient allées plus vite vers le Nord et vers l'Occident que vers le Midi et l'Orient du monde. Le moine Raoul Glaber en donnait cette miraculeuse explication : « Cela, explique-t-il, était amené par la position même de la croix du Seigneur,

Le sommet des Sept et le Bicentenaire

Les Etats-Unis rejettent l'idée d'organiser une conférence Nord-Sud



L'appel à l'organisation d'un dialogue Nord-Sud lancé jeudi 13 juillet à Paris, avec le concours de M. Mitterrand, par quatre dirigeants de pays en voie de développement ne rencontre pas un accueil unanime chez les participants au sommet des sept pays les plus industrialisés. Avant même que se tienne, vendredi après-midi dans la pyramide du Louvre, la première séance de ce sommet, des membres de la délégation américaine avaient exprimé leurs réticences. L'un d'eux, M. Sumnu, secrétaire général de la Maison Blanche, est même retourné au terme de « divergence » en disant en substance que le sommet était fait aussi pour que soient discutés les désaccords de ce type.

Les Américains, s'ils sont enclenchés de la façon dont ont été organisées ces célébrations du Bicentenaire, y compris de la présence à leurs côtés de représentants de pays plus démunis que les leurs, ne sont pas prêts à accepter l'idée d'une grande conférence Nord-Sud, à laquelle ont appelé l'Inde, le Venezuela, le Sénégal et l'Égypte et dans laquelle ils voient un risque de « politisation » ou de « dilution » des questions très

techniques de la dette, et même de l'environnement.

« Il ne faut pas distraire l'attention des importants efforts en cours en ce qui concerne la dette ou l'environnement, d'une façon qui risquerait de politiser dans certains cas des questions très techniques », a ainsi déclaré le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. « Il vaut mieux, dans l'intérêt de chacun des pays concernés, que nous puissions élaborer des solutions en fonction de leurs besoins particuliers, bien qu'il soit peut-être plus confortable pour eux d'agir en groupe (...). La meilleure solution est d'élaborer des plans pays par pays », a pour sa part déclaré M. Sumnu. Même réaction de M. Nicholas Brady, le secrétaire américain au Trésor, qui estime lui aussi que la meilleure méthode est celle du « cas par cas », mais qui a répondu par « non » quand on lui a demandé si les Etats-Unis étaient irrités par le soutien du président français à la démarche des quatre pays en voie de développement.

M. Mitterrand, dans son traditionnel entretien télévisé du 14 juillet,

et, à lui-même affirmé qu'il n'avait cherché dans cette affaire à « piéger » personne : « Ce sont des histoires. Je ne pense pas que cela puisse se poser en termes antagonistes, piège, guet-apens... Non. C'est le début d'une démarche que je crois nécessaire, comme eux-mêmes (les pays du Sud), alors je m'y associe. » « Je ne vois pas du tout M. Gandhi chercher à piéger M. Thatcher, pour laquelle il a beaucoup de respect », a encore ajouté le président de la République.

De source africaine et française, on a appris vendredi que la démarche effectuée la veille par les quatre pays du Sud était en préparation depuis quatre mois.

Le sujet de l'éventuelle organisation d'une conférence Nord-Sud soit encore débattu.

Bien que les chefs de délégation ne se soient pas encore exprimés sur le sujet, on peut penser qu'ils n'auront pas tous une attitude aussi tranchée que les dirigeants américains. Le ministre français des affaires étrangères a exprimé sa « confiance » et son espoir de pouvoir convaincre les partenaires de la France, même M. Thatcher, qui, a-t-il précisé, « n'a pas dit non ». L'Italie penche plutôt du côté français. Le ministre canadien des affaires étrangères, M. Joe Clark, a estimé, pour sa part, « très intéressante » l'idée d'un sommet Nord-Sud, mais en ajoutant qu'il devrait être « très soigneusement préparé » et qu'il fallait éviter, au cours de cette réunion de l'Arche, les sujets trop conflictuels. Il est bien peu probable donc que l'on arrive, dimanche soir, à une position commune des Sept sur la proposition d'un sommet Nord-Sud, même si les participants s'abstiennent tout autant d'écarter formellement cette proposition.

Lors du premier dîner des Sept, vendredi soir à l'hôtel de la Marine, il était clair que le président Bush avait davantage à l'esprit les relations Est-Ouest. Le porte-parole du sommet, M. Hubert Védrine, a même précisé que les conversations politiques informelles de ce dîner avaient été « exclusivement » consacrées à ce sujet, le président américain ayant commencé par un long compte rendu du voyage qu'il vient de faire en Pologne et en Hongrie. « Tous les participants sont d'accord pour aider ces pays et pour que cette aide fasse l'objet d'une concertation et d'une coordination », a déclaré M. Védrine, ajoutant que les modalités devraient faire l'objet de discussions ultérieures. Ces dernières seront sans doute apparues des différences d'approche quant à la sélectivité de l'aide et à son lien avec la situation politique des pays concernés et quant à sa nature, à propos notamment de l'ouverture de nouveaux crédits aux pays de l'Est endettés.

Les ministres des affaires étrangères, qui ont eu de leur côté vendredi une première séance de travail et un dîner, ont mis au point quatre projets de déclarations politiques qui ne devraient être rendus publics

qu'à la mi-journée samedi, après approbation par les chefs d'Etat et de gouvernement. Elles portent sur les droits de l'homme, la Chine, la lutte contre le terrorisme, les relations Est-Ouest, mais ne devraient réserver aucune surprise par rapport aux positions déjà exprimées par les pays participants. La déclaration sur la Chine notamment ne comporte aucune mesure nouvelle.

Les chefs de délégation devraient engager la discussion sur les questions économiques samedi après avoir approuvé ces déclarations. La séance de samedi après-midi devrait être consacrée plus particulièrement à la dette et au sujet que M. Thatcher a particulièrement à cœur : la drogue. La dernière partie des discussions de samedi se déroulera au Louvre en fin d'après-midi et devrait être intégralement consacrée aux questions d'environnement.

C. T.

Deux protocoles

Deux dîners, deux protocoles. Savamment réglée, l'entrée en scène des chefs d'Etat et de gouvernement invités de la France républicaine manifestait ces petites préséances, qui font les grandes différences. Ceux du sommet, les Sept — ou les Huit, en ajoutant M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, — eurent droit à l'entrée principale donnant sur la place de la Concorde, un porteur qu'ils franchissaient en voiture pour être déposés au pied d'un escalier, d'où ils rejoignaient successivement le salon des Ambassadeurs pour l'apéritif et celui des Amiraux pour le repas.

Un rigoureux protocole réservait un traitement légèrement plus austère aux autres convives, représentants de pays moins riches, sinon vraiment pauvres, pour le plupart porte-parole du Sud de la planète : à l'entrée de la rue Saint-Florentin, entrant à pied sous le porche et accédant aux salons par l'escalier. Rien, évidemment, d'une porte dérobée ou d'un escalier de service. Mais une différence de traitement qui illustrait les ambiguïtés de ce dîner à deux vitesses, né de la rencontre du Sommet et du Bicentenaire.

Même lieu, même menu, même balcon, avait tenu à préciser M. Jacques Attali, après l'abandon d'un premier scénario moins « prestigieux » — les riches à l'hôtel de la Marine, les autres à l'hôtel Clillon. Or, vendredi soir, entré à travers ses vitres blindées, le balcon de l'hôtel de la Marine fut dans un premier temps celui des Sept, un curieux « bocal » suspendu, réservé à ce qui semblait être subitement redevenu, après les multiples rencontres Nord-Sud des deux derniers jours, un club très fermé. M. Thatcher agita dans de grandes gestes ses robes à damier émeraude, rouge et bleu. M. Kohl discutait avec M. Attali. M. Delors empruntait les jumelles d'un Japonais. M. Bush veillait à ne pas trop se mettre en avant. Et M. Mitterrand présentait aux uns et aux autres, non sans plaisir, la place de la Concorde, encore vide de toute « goudalie ».

Quand ils rejoignirent plus tard les Sept dans le « bocal », après leur dîner avec M. et Mme Rocard auquel avaient participé les conjoints des Sept, les pauvres — ou les moins riches — eurent de passer des explications du présidentiel-guide.



ÉCHOS

● Dépenses somptueuses du président Sarney ? — La presse brésilienne a pris vivement à partie le chef de l'Etat, M. José Sarney, pour l'ampleur de la suite qu'il l'accompagne à Paris pour le Bicentenaire : cent cinquante personnes (un record dressé par le seul Américain George Bush), selon des informations, il est vrai non officielles, du fait que les services de la présidence se refusent à donner quelque information que ce soit sur le sujet. M. Sarney, qui arrive à la fin de son mandat, est coutumier de ce genre de déplacements en grand arroi. Cinquante voitures seraient été louées pour les trois journées du séjour parisien du premier brésilien, ses parents, ses amis et ses collaborateurs.

● Une rose « Barbara Bush ». — Mme Bernadette Chirac, qui devait accueillir, dimanche 16 juillet, Mme Barbara Bush dans les jardins de Bagatelle, devait lui remettre à l'issue de la visite de la rosearia, une dernière création : la rose « Barbara Bush ».

● CNN a investi l'Arche. — Installée au septième étage de l'Arche de la Défense, la chaîne américaine CNN, qui diffuse des programmes d'information vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans plus de soixante-quinze pays, couvre avec attention le

premier sommet économique du président Bush : soixante-quinze personnes, des tonnes de matériel, un véritable coin cuisine... la chaîne occupe le quart d'un étage de l'immeuble.

● Un dissident tchécoslovaque privé de Bicentenaire. — M. Jiri Hajek, ancien ministre tchécoslovaque des affaires étrangères et membre de la Chartre 77, n'a pu se rendre à la réception organisée dans l'après-midi du 14 juillet par l'ambassade de France, à Prague, à l'occasion du Bicentenaire. Il avait été interpellé par la police dans la matinée et retenu au commissariat pendant plusieurs heures. M. Hajek a également été empêché de participer, dans un hôtel de Prague, à un séminaire où il devait donner une conférence sur les droits humains tchécoslovaques entre les deux guerres.

● Fidel Castro à l'ambassade de France. — Le président cubain Fidel Castro a assisté vendredi 14 juillet à la réception offerte par l'ambassadeur de France à Cuba, à l'occasion du Bicentenaire. Il s'agissait de la première apparition publique du chef de l'Etat cubain depuis l'extinction, jeudi à l'aube, de quatre officiers impliqués dans l'affaire de trafic de drogue. M. Castro a démenti que sa santé ait été affectée par cette affaire.

● Haro sur M. Thatcher. — M. Thatcher « ferait bien d'aller voir un psychiatre d'urgence », a déclaré le porte-parole du Parti travailliste pour les affaires étrangères, M. Gerald Kaufman, qui accuse le premier ministre britannique d'avoir « offensé » les Français et de « se prendre pour une Marie-Antoinette du vingtième siècle » en donnant un « spectacle excentrique » aux Parisiens.

● Manifestation à Mexico. — Plusieurs centaines de militants du Parti de la révolution démocratique (PRD-pancha) ont protesté vendredi 14 juillet contre la fraude électorale au Mexique, au cours d'une manifestation devant l'ambassade de France à Mexico à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution.

Une délégation a remis à l'ambassade une lettre destinée à M. Mitterrand pour exprimer la « vive indignation des Mexicains » et rendre hommage à la Révolution française.

● L'ambassadeur de France au Canada « rejette 1793 ». — L'ambassadeur de France au Canada, M. François Bujon de l'Estang, a déclaré vendredi 14 juillet que « la France, au seuil du vingt et unième siècle, célèbre 1789 et rejette 1793 ». Dans un discours prononcé à Ottawa en présence de milliers de Français et de Canadiens invités à fêter le 14 juillet du Bicentenaire, M. Bujon de l'Estang a estimé que la France « toujours assaillie d'idées mal saturees de violence » ne retenait de la Révolution que « l'éclat lumineux de la liberté, et non les ombres sanglantes de la Terreur ».

● A Varsovie : une première pour le général Jaruzelski. — Le numéro polonais et son épouse se sont rendus à l'ambassade de France pour les fêtes du 14 juillet et du Bicentenaire de la Révolution. C'est la première fois que le général Jaruzelski, au pouvoir depuis 1981, se déplace dans une ambassade étrangère à l'occasion d'une fête nationale. Le chef du gouvernement polonais — démissionnaire — M. Mieczyslaw Rakowski, ainsi que plusieurs ministres, officiers supérieurs et responsables de l'opposition, étaient également présents à la réception.

● Télégramme de Dames et de Robes pour M. Mitterrand. — Le chef de l'Etat syrien, M. Hafez al-Assad, exprime dans un message « ses meilleurs vœux et ses félicitations sincères au président et au peuple français ». De son côté, le roi Hassan II du Maroc rend hommage à « la constante détermination » de M. Mitterrand « à défendre partout le droit, la justice et la légitimité ». « L'action que vous menez, poursuivit-il, et la politique que vous conduisez depuis que, par deux fois, les Français vous ont porté à la magistrature suprême s'inspirent directement et demeurent étroitement liées aux idéaux bicentennaires que la Nation française célèbre ».

Les milliards de Sir Jimmy

Il y a tout là ou presque : les riches et les pauvres. Trente-trois pays en tout, réunis pour la fête : — le Bicentenaire de 1789 — et le travail — un sommet du fameux G 7. Au menu des riches, deux sujets très sérieux à l'horizon 2000 : la dette et l'évolution des pays de l'Est.

La dette. Le problème n'est pas neuf puisqu'il a explosé il y a sept ans au Mexique à la figure de l'Occident. Depuis, les financiers ont tergiversé, posé quelques questions et envoyé leurs experts pour apprendre aux ventres vides à consommer moins. Résultat : l'an passé, les endettés ont versé dans les caisses des riches 43 milliards de dollars de plus qu'ils n'en ont reçu. Bravo ! sauf que la dette, à ce compte-là, s'accroît. Et le Nord commence à comprendre qu'il ne peut pas bâtir solidement sa prospérité sur le programme du Sud. Il n'y a plus d'autre solution, ont admis les financiers : il ne suffit pas de rééchelonner la dette, il faut l'annuler, à commencer par celle de la plus pauvre des pauvres, l'Afrique.

Après de longues études des dossiers, les financiers de la France fraternelle ont tiré un trait sur — retenons le chiffre — 2,5 milliards de dollars dus par ses amis africains. Les Américains l'ont fait pour 1 milliard. Et d'expliquer que, vraiment, il est impossible de faire plus.

M. Bush, avant de venir à Paris, est passé par la Pologne et la Hongrie, les deux pays satellites de l'Est les plus avancés vers le libéralisme. Là se joue une partie énorme, dont l'enjeu est leur retour vers le marché au bénéfice très probable des grandes firmes de l'Ouest. Polonais et Hongrois ont acclamé le président Bush dont ils attendaient qu'il apporte son soutien à la transition en cours vers cet idéal capitaliste. Résultat : M. Bush a donné — retenons

aussi les chiffres : 100 millions de dollars à Varsovie et 25 millions à Budapest.

Le troisième événement important de la semaine est l'OPA, « l'opération », a dit la presse financière, du raidir M. Jimmy Goldsmith sur le conglomérat britannique BAT présent dans la distribution, les services financiers et surtout le tabac. M. Goldsmith est accompagné de M. Jacob Rothschild, un rejeton un peu à l'écart de la célèbre famille, et par M. Kerry Pecker, un riche américain. Veulent-ils investir, développer l'entreprise ? M. Goldsmith a répondu sans ambages : leur projet est de casser BAT et de revendre les morceaux avec profits. Ce sont des financiers. De quelle somme disposent-ils ? De plus de 21 milliards de dollars. M. Goldsmith pour racheter du tabac est donc deux cents fois plus riche que M. Bush pour aider l'Est et dix fois plus que M. Mitterrand pour l'Afrique.

Il convient de préciser que lui et ses amis ne disposaient pas d'une telle somme. Pour la réunir, ils ont dû... s'endetter, notamment sous la forme de ces fameux junk-bonds inventés aux Etats-Unis et fort critiqués parce qu'ils contribuent à créer de l'inflation. Qu'importe ! Les financiers ont salué le retour de Sir Jimmy. Leur enthousiasme a soulevé la Bourse de Londres de 55 points, la plus forte hausse depuis la crise boursière d'octobre 1987.

M. Goldsmith ne veut garder de BAT que le tabac qui lui apporte la moitié de ses profits, soit 750 millions de dollars. Il est hors de propos de rappeler que les grands producteurs de tabac se trouvent être : l'Inde, endettée de 46 milliards de dollars, le Zimbabwe, de 2,5 milliards, et le Brésil de 125 milliards.

ERIC LE BOUCHER.

Dans une lettre à M. Mitterrand

M. José Sarney met en garde les nautis contre « un déferlement de violence en Amérique latine »

Dans une lettre adressée au président Mitterrand, le chef de l'Etat brésilien, M. José Sarney, met en garde contre la violence qui pourrait résulter en Amérique latine de la mière et de l'absence de perspectives meilleures. « Dans son apparente sécurité et dans l'autosatisfaction propre aux nautis, le monde occidental pourra être surpris par le torrent de violence susceptible de se déchaîner », écrit-il.

M. Sarney fait référence aux « idéaux révolutionnaires de 1789 » et estime qu'il y a aujourd'hui « un

nouvel ancien régime à renverser ». Il remercie le président français pour son initiative d'associer les pays en voie de développement aux célébrations du Bicentenaire et espère qu'il pourra se faire « auprès du groupe des Sept l'interprète de la position du Brésil, qui reflète la disposition permanente de l'Amérique latine à promouvoir un dialogue ample, ouvert et totalement objectif sur les graves problèmes politiques et économiques de notre ordre du jour commun ».

Les cérémonies du Bicentenaire Paris sans pareil



(Suite de la première page.)
Les policiers du dispositif n'en revenaient pas : jamais, de mémoire de commissaire, on n'avait vu autant de monde se presser aux abords d'un rendez-vous de pays riches. « Il n'y a pourtant que des voitures à regarder passer. » Mais cela n'avait pas d'importance. Ils étaient là et les cortèges étaient distrayants. Et chaque heure qui passait, dans cette foule indolente, ce mouvement de foule tranquille, les rapprochait de la tombée du jour et du défilé Gonde.

Sans-culottes des cinq continents

On s'apostrophait dans toutes les langues. On avait toutes les attitudes de la Terre, vendues dans des échoppes jetées en vrac au bout de la ville historique. Jamais les Américains n'avaient été aussi nombreux, réconciliés avec cette France qui osait se donner en spectacle dans la rue, avec Paris qui apprenait le bonheur des parades bigarrées.

Ces « sans-culottes » des cinq continents étaient partout où il restait à peine carré d'intérêt. À l'Opéra Bastille, où se donnait le *Te Deum*, de Berlioz, ils s'y bousculaient. Aux abords des Champs-Élysées surtout, pris d'assaut par de nouveaux arrivants et que les fanatiques du petit-jour, les amoureux de la cavalcade militaire du matin n'avaient pas quittés d'un pouce. À 15 heures, ils étaient en grappes dans les arbres de l'avenue, sur les murs, les panneaux d'affichage, sur tout ce qui pouvait supporter le poids d'un corps humain. À 16 heures, quelques centaines d'audacieux s'emparèrent de deux tribunes réservées, place de la Concorde, aux invités privilégiés de la soirée. Chassés, rapidement, par les CRS.

Assis, citoyens !

Mais ailleurs, la police faisait, sous une pluie de larmes, la progression d'une foule impressionnante. Les stations de métro, les passages, fermaient les uns après les autres. Les gens ne pouvaient plus avancer. Alors, les gendarmes, aux barreaux des rues, s'avançaient, inventaient cent raisons de leur faire patienter. Ils fermaient les yeux sur ces pègrins qui s'épaulaient à 10 mètres d'eux, sur ces jeunes touristes qui s'assayaient sur la chaussée, sur ceux qui se désolèrent quand un cortège officiel égaré du côté de la place de l'Étoile chercha un gardien du fleuve du Bicentenaire.

Sur les Champs-Élysées, ils s'arrangeaient entre eux, ou se querelaient. « Assis, citoyens ! » entendait-on crier sans cesse.

Assis, debout, l'avenue se décomposait en zones de sages ou de récalcitrants. Autogestion d'ordre ou de désordre. La foule se savait désormais image forte, sans doute indéchiffrable, d'un Bicentenaire qui allait laisser sa trace dans cette fin de millénaire.

Ils étaient plus d'un million. Ils se nichaient même sur les toits en pente de l'avenue. Les CRS intervenaient puis se laissent. Aucune autorité brutale, aucune pression n'aurait pu changer le cours des choses, les privant de leur envie de spectacle, de force d'eux-mêmes et de liesse. La foule ressemblait à ce qu'on avait vu du défilé Gonde.

settes à rayures. Ainsi ces visages en casquette ornant le « double-deck » rouge des Britanniques, ce bus à impériale : Gonde encore. Et ces filles métisses défilant des « valseuses » tournantes, dansant avec dans les bras des enfants de tous les pays ? Gonde encore, ou plutôt son ex-compagne, la chanteuse Grace Jones.

La foule en son miroir

La foule ne comptait pas tout des incursions de celui qui avait voulu ce manège profane des tribus du monde. Peu de chose des danseurs « constructivistes »

peu importait. Restait la musique, plutôt ce mélange de toutes les musiques de la Terre, se mélangeant lentement, glissant ensemble le long de l'avenue. Le million perdait beaucoup du défilé, mais s'en accommoda avec délices. La plupart des participants à cette cavalcade de l'imaginaire moderne étaient des amateurs, étudiants américains ou employés noirs du métro parisien. Ils auraient pu être de la foule.

La Concorde garda davantage ses distances. Non qu'elle n'aimât pas Gonde, qu'elle interprétait mieux que la rue. Les dix-sept mille privilégiés des tribunes de

d'Etat. Ce Bicentenaire-là paraissait ne pas passionner ses parades. On vit bien M. Thatcher converser avec M. Bush un bref instant au-dessus de l'esplanade, un président africain s'avançant, jumelles aux yeux, pour scruter la semi-obscure. Le sommet des Sept avait, c'était visible de la place, d'autres sujets d'intérêt, le droit des pays pauvres à être de la suite du week-end. La fête se passait des Grands, et les demi-Grands, si bien assis, si préservés dans leurs tribunes, se sentaient un peu abandonnés.

Gare de l'Étoile

Et puis, à la voir ainsi sans obstacle, la parade manquait de rythme, affirmait-on. Trop lente, sur sa fin. Le cinéaste Roman Polanski s'en alla, mouillé par un rideau d'eau du plus bel effet qui surprit les invités, confiant à M. Lederman, sénateur communiste, son désappointement. Il s'emmerdait, pour tout dire. Exagéré, sans doute, même du point de vue de la Concorde. Mais, il était vrai que les chefs d'Etat s'éclipsaient l'un après l'autre, au milieu du défilé, une fois la *Marseillaise*, de Jessye Norman achevée. Même ce joyau, la diva dans sa robe tricolore, vola un peu du plaisir commun. Elle chanta trop tôt, de façon trop sophistiquée, selon certains. La place ne chanta pas avec elle, malgré les paroles de l'hymne, obligamment fournies à l'assistance par les services de M. Robert Vigouroux, maire de Marseille.

Puis, la foule ne vit pas la cantatrice du Bicentenaire. Soudain, les chars s'arrêtèrent. Les tambours suspendirent leur grondement. On n'entendit qu'une voix, bizarre, dans une langue qui paraissait étrangère, un son sans image, comme une panne du spectacle. Aveugle, la foule suivit pourtant, vaillante, cette voix surgie des haut-parleurs. Nina Violette, une Nigéenne qui pousse la chansonnette, entonna l'hymne, et avec elle, sa centaine de voisins. Les Champs-Élysées écoutèrent Jessye Norman avec plus de religion encore que la place.

Et puis, visiblement, Gonde, de sa tête, avait maintenant hâte d'en finir. Les Américains étaient prêts de faire avancer plus vite leurs « pom-pom girls ». L'énorme locomotive et ses Bronx de Nevins qui avaient fait rêver d'une gare à l'Étoile devaient donner plus de vapeur. L'Eurovision commandait, et la Concorde préservée en faisait les frais. De toute façon, la lumière était éteinte dans la bulle de l'hôtel de la Marine. Seul restait visible l'écran allumé d'un poste de télé-

vision que le protocole avait oublié de couper.

Un écran dans un bocal. Un défilé qu'on disait conçu pour la Mondiovision et consacré à la gloire, finalement, d'un petit nombre. Le sujet prêtait sans doute à commentaires. Gonde était-il de la rue ou de l'image ? Cette parade illustrait-elle tout ce que le Bicentenaire, depuis trois jours, avait voulu refléter de vertus collectives ? La Concorde, avec acclimaté, se levait dans cette question, tandis que la rue, la foule, s'abreuvait de souvenirs.

M. François Mitterrand avait dû sentir ce décalage. Il voulut, ses hôtes repartis, humer l'air par lui-même. Il s'échappa en compagnie d'Helmut Kohl, entouré par les seuls membres de son escorte du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR). Il alla s'asseoir en haut de l'escalier C de la tribune 4. Puis il entra l'ami allemand, à pieds, en direction du pavillon Gabriel. En remontant, il croisa les Parisiens, entassés mais heureux, épuisés mais fiers de sentir proche la fin de la tempête. Ensemble, lui de loin, eux les yeux écarquillés vers le ciel, ils se laissèrent surprendre par un extraordinaire feu d'artifice tiré par dessus la Concorde.

Blanches au niveau de la place, les foudres de Gonde devenaient gerbes de toutes couleurs pour satisfaire le million des Champs-Élysées. La foule avait suivi la trace de son enchantement. L'avenue était envahie depuis l'Étoile, surtout par ceux qui n'avaient rien vu mais perçu un signe. Paris et ses touristes, ses beaux et ses immigrés, ses enfants et ses vieilles dames, jouaient à leur tour aux « tribus de la Terre ». Juste derrière la séquence américaine, qui fermait la marche, en lieu et place de la locomotive initialement prévue dans le rôle de voiture-balai.

Un million, c'était trop. Trop difficile à orchestrer. Gonde coupait ses caméras. La foule n'avait plus besoin d'un metteur en scène. Elle avait pris ce qu'il y avait à prendre de paix et d'amour de plaisir des autres et de soi. Sans doute avait-elle laissé quelques sophistiqués. Les gosses, demain, traduiraient ce langage de pub à leurs parents. Et puis la foule avait ses propres danses, ses Nigéres et ses Américains. Ses pétards pour roulements de tambour. Elle aurait pu « gonder » ainsi des heures, main, fin de match, grande date, sans la fatigue d'une si longue journée. Sans la sensation que, même réunis, les bicentennaires avaient une fin.

Rapportage du service « Informations générales »

Têtes coupées et sans cravates

Artistes créateurs d'un sanglant « attentat culturel », « sans cravates » faiseurs de révolution et détracteurs de bastilles. Basques en mal d'amnistie : sous réserve d'inventaire, au moins trois catégories de « réfractaires » au Bicentenaire officiel se sont fait connaître vendredi à Paris. Les premiers de ces « grinchus », comme aurait dit M. Jack Lang, s'adressaient justement au ministre de la culture.

Vers 10 heures, ils jetaient à la Seine, depuis les ponts Marie et de la Tourneville, six cents têtes décapitées, composées dans une matière légère — et qui donc flottaient — à partir de moules expressifs des visages de sept artistes plasticiens. Derrière ce geste voulu « polyédrique » (1), à la fois tragique et joyeux, se trouvait la revue d'art Plages,

créée en 1978, dont le rédacteur en chef, Roberto Gutiérrez, estime que, « depuis 1981, aucun changement n'est venu apporter une amélioration à la condition des artistes en France ».

Pendant que la brigade fluviale s'efforçait à repêcher les têtes, parfois réclamées par des touristes amnésiques, quelques cent cinquante personnes manifestaient, vers 13 h 30, du pont d'Arcole à Notre-Dame. Au nom d'un « Comité basque pour l'amnistie », elles se contentèrent d'une chaîne humaine illustrant leur plaidoyer pour le droit d'asile.

Puis muscade fut, ensuite, la protestation des « sans cravates », informel regroupement de militants d'extrême gauche. Fidèles à l'histoire aussi puisqu'ils prirent pour cible de leur 14 juillet

la prison de la Santé. Quelques pierres, carottes de bière et morceaux de bois furent rapidement mis en œuvre de la dizaine de policiers qui essayèrent de les dissuader. Messés derrière une banderole proclamant : « Ne fêtons pas la Révolution, faisons-la », la centaine de manifestants furent apaisés par les défunts auxquels ils criaient : « Mitterrand, prétois ; y en a marre », « Solidarité avec les grévistes de la faim d'Action directe ». Après avoir incendié les guérites de l'entrée de la Santé, les « sans cravates » s'en allèrent boucler les « code Mao », en jetant quelques pavés sur les vitres d'une annexe de l'ambassade de Chine, rue de la Glacière.

(1) NDLR. — Qui présente plusieurs sens.

à venir. Multiraciale et tolérante. Solidaire, dans la joie ou la rage, contre les bouillottes d'un sentiment universel diffus. Et quand enfin débute la parade, quand apparaissent place de l'Étoile, sur fond de jour mourant, d'Arche et d'Arc de triomphe, les lanceurs italiens de drapeaux tricolores, ils s'insèrent d'emblée cette pagaille en cortège, cette fusion des genres, des musiques et des symboles, ils s'y retrouvaient.

Il n'en comprit pas tous les signes vus par son inventeur. On avait demandé à Jean-Paul Gonde : « Dessine-moi un défilé », et il avait dessiné plus qu'orchestré. Beaucoup de « gonder », tics de pub et de mode qui portaient sa marque. Ainsi les « tambours nationaux », ces douze-cent cinquante batteurs amateurs qui offrirent le plus beau roulement jamais entendu. Ils ressemblaient tous à des personnages de Gonde. A Gonde lui-même, avec leur lampe-visière, leur pantalon court et leurs chaus-

suruses ou de la pyramide nègre. Mais, elle aima tout en vrac, parce que défilait sur l'arrière son propre miroir. Surtout les chars en hauteur, l'Africain, le soviétique, le chinois, visibles même du dixième rang. Ici, on préféra la « séquence française » sur une musique du Noir Wally Baradon pour flûtes, vieilles, hautbois, galoubets, cornemuses des vieilles provinces. Là, la frénésie corporelle des fanfars de Floride. Partout, on ovationna les cyclistes chinois qui s'avançaient, en tête, et sans masque, sans la permission de M. Deng. Les enfants regrettèrent l'absence des éléphants, mais ceux qui les virent, applaudirent la chèvre et les poneys-zèbres du continent noir.

Les policiers avaient laissé les plus jeunes et les vieilles dames s'asseoir devant les barrières. Trois rangs plus loin, il devenait impossible d'admirer les danseuses britanniques, protégées de la pluie par des chasseurs du Clartide, de voir les bannières des Républiques soviétiques. Mais,

l'Obélisque, plongés dans un éclairage tamisé blanchâtre de son et lumière pour vieilles pierres, attendirent d'abord longtemps les premiers drapeaux. Beaucoup étaient même repartis, leurs gradins de bois envahis par des « sans-culottes » sans respect de l'étiquette. Pour eux la parade reprenait un peu de sérieux. On avait gardé pour le gratin un peu de la neige de confettis déversée sur les soldats russes. Les danseuses retrouvaient du style, un peu perdu tout au long de trois heures de folie communicative.

Les demi-Grands

Mais il y avait, malgré Gonde, comme trop de grandiloquence déplacée au bout de ces Champs-Élysées. Les invités de marque, comme ces Français moyens, sortis pour un soir de l'anonymat parce qu'ils se prénomment Marianne ou qu'ils sont nés un 14 juillet, pouvaient apercevoir au balcon de l'hôtel de la Marine la bulle de verre protégeant les chefs

Débâcle télévisée

Défilé ironique des nations, opéra consensuel des révolutions en carnaval populaire des droits de l'homme : il y a dans la *Marseillaise* de Jean-Paul Gonde une légitimité constante qui a fait, au soir du 14 juillet, la force de la fête sur les Champs-Élysées et la débâcle assez construite de sa retransmission télévisée. Abandonnée à sa seule fantaisie par une commande publique sans véritable inspiration politique, le créateur a balancé longuement entre plusieurs projets, comme le montre le passionnant documentaire diffusé à 20 h 30 sur Canal Plus. « Je veux rassembler tous les éléments de la Révolution dans tous les pays et faire un ballet qui a une espèce d'unité », explique-t-il à ses interlocuteurs soviétiques en avril. Mais l'homme ne fait pas bon ménage avec la diplomatie, et Gonde a dû composer avec les fortes réserves des délégations étrangères, même s'il a sauvé, et là, quelques superbes tableaux tout droit sortis de son imagination personnelle.

« J'avais l'idée un peu naïve de mettre tout le monde d'accord avec la musique et l'image », confia-t-il un peu plus tard. La sanglante répression de Pékin a brisé le beau rêve et imposé en tête de cortège l'éloquent tambour chinois. Les grands desseins battus en retraite, restait une fastueuse parade qui prenait tout son sens place de la Concorde. La musique du Vieux Monde — tambours, violons, flûtes et vieilles à roue — s'immobilisait pour laisser la place à l'espérance révolutionnaire chantée par Jessye Norman. Défilait alors le long cortège mélié des combats du tiers-monde, avant que les rythmes du Nouveau Monde — admirable Marching Band — n'entraînent, sur des airs de James Brown, toute la foule dans la fête.

Si l'ambiguïté et l'absence de cohésion de ce long défilé n'ont guère gêné les spectateurs parisiens, les centaines de millions de personnes théoriquement rassemblées à travers le monde derrière leurs téléviseurs ont dû avoir beaucoup plus

de difficultés à entrer dans la danse. La télévision nationale s'est déjà illustrée, depuis le début des festivités, en donnant de l'inauguration de l'Opéra Bastille et des cérémonies du Trocadéro des images mièvres et sans relief. Vendredi soir, la retransmission de la *Marseillaise* souffrait de la même faiblesse. Trente-huit caméras et un imposant arsenal de grues et de véhicules, le réalisateur Jean-Paul Gonde a vainement tenté de redonner au cortège de Gonde en un clip frénétique et interminable.

Embarquement du ciel de Paris

Le mélange permanent des images et des musiques de toutes les parties du défilé cherchait sans doute une improbable harmonie, mais le télé-spectateur, lui, regrettait de n'y rien comprendre. On imagine avec effort ce que les commentateurs des télévisions étrangères recevant à l'autre bout du monde ces images chaotiques ont pu improviser. Nos spécialistes nationaux, eux, en sont venus à déclarer forfait. Sur TF1, Léon Zitrone, visiblement dépassé, s'est vite réfugié dans un silence prudent, ponctué par quelques déclarations d'amour à la beauté de la capitale. Sur A2, le lyrisme communier de Frédéric Mitterrand tournait à vide sur quelques pages de Chateaubriand avant de s'écrouler dans un dialogue insipide avec Claude Sérillon.

Restaient, surgissant du naufrage, quelques somptueuses images : la longue chemise lumineuse et sonore des tambours entonnant la pièce de la Concorde, l'irruption de la locomotive de la *Belle humaine* rythmée par les tambours de Paris, de la pyramide du Louvre à l'arche de la Défense, contemplée par un million de personnes immobiles sur les Champs-Élysées. Elles restèrent sans doute les plus fidèles témoins de cette nuit unique.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le succès du dispositif policier

TNZ 1 et le fleuve tranquille

TNZ 1 veille à tout. A cet échafaudage qui risque de s'effondrer sous le poids des spectateurs, à ces deux malaises cardiaques dans le haut des Champs-Élysées, à ces journalistes munis de cartons d'invitation sur le point de se faire envahir par les foules au carrefour Marigny, à cette vitrine brisée d'un magasin de la rue de Berri, à ce commandant de CRS qui ne veut pas relâcher son barrage de la passerelle Solferino, à ces cent trente-cinq repas qui tardaient à être livrés aux unités, au souterrain de la Concorde qu'il faut maintenant ouvrir, à ce président de la République parti à pied sans prévenir, au dirigeable s'avançant dangereusement au-dessus du feu d'artifice.

TNZ 1 grossit parfois ce qu'on lui rapporte mais qu'il ne voit pas. Il réclame des barrières au 150 des Champs-Élysées alors que, sur place, il n'y a pas de quoi s'affoler, répercute sans avoir le temps de recouper, s'efforce cependant le plus souvent d'obtenir confirmation au plus près du terrain. TNZ 1, c'est une voix vers laquelle remontent toutes les autres voix, TF, TC et autres TV du dispositif, la voix de la salle de commandement de la préfecture de police. Et, ce 14 juillet 1989, depuis 17 heures, jusqu'au cœur de la nuit, ce fut celle du commissaire divisionnaire Benoît Martin, qui jamais ne perdit son sang-froid.

M. Benoît est l'un de ces gâteux, mitrons et autres cuistots inconnus du public qui, en ouvrant dans l'arrière-cuisine policière, ont réussi à « réduire », sans glâcher, une foule comme ils n'en avaient jamais connu. Les mêmes qui, jouant sans cesse les oiseaux de mauvais augure, avaient, par devoir, envisagé le pire et qui à 1 h 30, samedi, eurent le

sentiment de s'être démentis eux-mêmes. « Les grands princes seront remerciés, mais sans doute pas nous, pas le tiers état. » M. Jean-Claude Guézou, sous-directeur chargé de la logistique à la direction de la sécurité publique de la préfecture de police de Paris, a son franc-parler. Dans le véhicule de commandement du préfet de police, placé le long du Jeu de Paume, il explique avec son collègue Raymond Dematteis, patron de la « circulation », le déroulement des opérations au fil des consignes de TNZ 1.

Sur la table est posé en évidence un volumineux document signé Jacques Spinozi, directeur de la sécurité publique parisienne et chef d'orchestre de la soirée. De l'insolitaire de Jessye Norman à la durée du parcours de George Bush, en passant par le minutage du défilé et la mission de chaque unité, tout y est prévu. Et tout se passera comme prévu. Avec ce 14 juillet, nous avons désormais une guerre d'annonce, explique M. Guézou. On a mis en œuvre notre conception d'une police de proximité, du policier comme relais social, communica-

teur. Pour une fois, on n'a pas pris les gens pour des cons. Dans un film d'une demi-heure qu'on leur a diffusé, tous les patrons leur ont expliqué le sens de leur mission. On a joué le commandement participatif, avec l'aide des syndicats.

Répartis en six divisions géographiques, 5 600 policiers parisiens, CRS et gendarmes mobiles étaient mobilisés. « Vous fermez les robinets TF 85 », « Canalisez vers le Seine-Garmin », « Défilez... » : le vocabulaire de TNZ 1 résume la philosophie de ce service d'ordre. La foule y est vue comme un immense fleuve qu'il faut compartimenter, fractionner, diriger, orienter en évitant tout cul-de-sac, tout effet de masse irrésistible. Incompréhensible, voire injuste ici ou là, pour tel ou tel groupe de spectateurs, le dispositif policier était conçu comme un immense système fluvial, avec ses écluses, ses sas, ses canaux, ses dériviements. Trois phases distinctes avaient été au préalable définies.

Commencée dès 17 heures, celle du « pré-filtrage » consistait à creuser de larges fossés entre le plus gros de la foule et le point d'arrivée du défilé, la place de la Concorde. Il s'agissait de fixer les spectateurs pour la seconde période, celle du spectacle, de façon à éviter toute pression vers le secteur où se trouvaient les chefs d'Etat et de gouvernement. Cette première phase fut le moment le plus tendu, les commissaires responsables des divisions signalant au fil des heures une foule « de plus en plus houleuse ». Pourtant, le troisième moment était le plus redouté : la fin du spectacle, avec la crainte d'un envahissement brutal de l'avenue, déversant un flot d'impatients vers la Concorde. Erreur de pronostic : cela a bien eu lieu. Mais la foule était sage.

MAROC CONTACT

LE MAROC EST NOTRE PASSION
PARTAGEONS-LA

CLUB SANGHO AGADIR

La liberté à son club

situé dans l'un des plus beaux jardins
d'Agadir, avec accès direct à la plage.

MAROC CONTACT/SODETAM

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS

Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

Les cérémonies du Bicentenaire

L'entretien télévisé du président de la République

M. Mitterrand veut élargir la saisine du Conseil constitutionnel



Dans ses réponses aux questions posées, pour TF 1 et Antenne 2, par MM. Gérard Carreyrou et Claude Sérillon (nos dernières éditions du 15 juillet), M. Mitterrand a notamment déclaré, sur les sujets évoqués :

• La célébration du Bicentenaire

« Les 325 millions de francs qui ont été accordés à la Mission du Bicentenaire correspondent à un chiffre très inférieur à ce qui a été consacré par les Américains à la fête de la statue de la Liberté, à laquelle je ne trouvais il n'y a pas si longtemps, on par l'Australie, qui vient de célébrer également une date importante de son histoire ! Beaucoup moins ! »

« Ces chiffres-là ont été adoptés, sont connus, ils n'ont pas été dépassés (...) »

« Les 325 millions de la Mission du Bicentenaire, à quoi s'ajoutent les 89 millions de la Ville de Paris pour la célébration du centenaire de la tour Eiffel, à quoi s'ajoutent, disons, 15, 16, 17 millions pour les besoins de renforcer le dispositif de sécurité à cause de la présence de nos invités étrangers, voilà la réalité. »

« Je pense que les Français n'ont pas envie de se quereller à ce sujet-là (...). Pour moi, c'est une date majeure : c'est la naissance de la République ; c'est la naissance des temps modernes ; c'est l'avènement de la démocratie, et c'est la France qui incarne cette bataille pour la libération de l'homme. Cela vaut la peine d'être célébré. »

• Les critiques de l'opposition

« La critique que vous appelez « de droite », elle est risquée... Elle a peut-être pour un volume supplémentaire cette année parce qu'il n'y a pas d'échéance politique immédiate. Alors, il faut bien remplir le temps, il faut bien occuper ! »

« Venir ou ne pas venir aux cérémonies, on est libre... Moi, personnellement, je pense que dans certains pays (et cela arrive souvent en France) il y a, à certains moments, quand on vit profondément la vie de notre histoire, une sorte d'émotion nationale. Je regrette qu'il ne se soit pas produit à l'échelon de grands responsables... Cela ne va pas plus loin ; ils étaient libres, eux aussi, de ne pas venir jusqu'ici ; et en tout cas, moi, je ne leur en rendrais pas. Je regrette simplement qu'autour de si belles et si importantes cérémonies, il n'y ait pas plus de consensus. Vous savez, les Français sont fils des Gaulois ! C'est une illustration supplémentaire... »

Le modèle européen

Il existe, en Europe, deux cours de justice qui peuvent être saisis par les particuliers : celle de Luxembourg, qui statue au niveau des douze États membres de la CEE, et celle de Strasbourg, qui relève du Conseil de l'Europe, lequel regroupe les vingt-trois États d'Europe occidentale.

La Cour de justice de Luxembourg est chargée d'assurer le respect du droit communautaire. Elle peut être saisie par la Commission de Bruxelles, par les États membres ou par des particuliers. La Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg garantit l'application de la convention européenne des droits de l'homme de 1950 ; tout particulier qui s'estime victime d'une violation de ses droits peut porter plainte auprès de cette instance.

Pour qu'une plainte soit prise en considération à Strasbourg, il faut que le plaignant ait essayé d'obtenir justice dans son pays par tous les moyens prévus par la loi. Une fois engagée, la procédure peut durer des années.

Chaque requête est examinée par la Commission européenne des droits de l'homme, qui vérifie les faits et essaie d'obtenir un règlement à l'amiable. Si elle n'y parvient pas, l'affaire peut être portée devant la Cour. Une audience publique rassemble toutes les parties : représentant du gouvernement, de la Commission européenne des droits de l'homme, et du requérant.

La Cour, dont les arrêts sont sans appel, peut accorder une indemnité au requérant. L'application de ses décisions est contrôlée par le comité des ministres du Conseil de l'Europe (composé des ministères des affaires étrangères des vingt-trois États membres). Il existe enfin une troisième juridiction internationale, la Cour de justice internationale de La Haye, principal organe judiciaire de l'ONU. Elle est chargée d'assurer le respect des traités et des conventions signés entre États. Les particuliers ne peuvent la saisir.

M.-P.S.

Le chef de l'État a répondu, vendredi 14 juillet, dans les jardins de l'Élysée, aux questions des journalistes de TF 1 et d'Antenne 2. Au cours de cet entretien traditionnel qui a duré une demi-heure, M. François Mitterrand a lancé l'idée d'une réforme constitutionnelle qui permettrait aux citoyens de saisir le Conseil constitutionnel s'ils estiment leurs « droits fondamentaux » atteints. Cette saisine du Conseil constitutionnel est actuellement réservée au chef de l'État, au premier ministre, aux présidents des deux Assemblées et à soixante députés ou sénateurs.

La réception à l'Élysée s'est faite sous la dominante tricolore : dès leur entrée, les invités recevaient des gardes républicains un emblème fleuri de la République française composé d'un ensemble coquelicot-marguerite-bleuet. Bastilles en fromage et saucissons, moulin de Valmy en nougates, etc., étaient au rendez-vous. En se rendant au fond du jardin pour son interview télévisée, M. François Mitterrand s'est entretenu

avec M^{me} Edmonde Charles-Roux et quelques-uns de ses anciens administrés de la Nièvre. A l'exception de M^{me} Simone Veil, de M^{me} Pierre Méhaignerie et Bernard Stasi, l'opposition était quasiment absente. Parmi les autres personnalités aperçues : M. Bronislaw Geremek, numéro deux de Solidarité, Jane Birkin, Stéphane Audran, Michel Galabru. Les deux rois de France étaient également présents ainsi que le délégué du roi de Wallis (absent pour raison de santé) : en costume traditionnel, certains pieds nus, ils ont fait forte impression.

« Je ne vais pas remanier la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, c'est un beau texte qui se suffit à lui-même, mais depuis cette époque un certain nombre de besoins se sont fait sentir (...) ». Dans l'immédiat, personnellement, je serais partisan d'une révision constitutionnelle qui permettrait à tout Français de saisir le Conseil constitutionnel s'il estime ses droits fondamentaux menacés.

« J'ai déjà adopté une mesure de ce genre lorsque j'ai fait accepter par la France (ce qui avait été refusé auparavant) d'adhérer à la Convention européenne des droits de l'homme (...) ».

« Bien entendu, il faudrait associer les institutions existantes (Conseil d'État, Cour de cassation) pour la démarche qui conviendrait (...) ». Ce n'est pas une question de majorité politique. Bien au-delà de la majorité présidentielle, il y a des bons citoyens, il y a de braves gens, qui se trouvent à droite, qui se trouvent à gauche, qui sont aussi soucieux que moi des droits de l'homme et qui comprendront fort bien que ce serait un très grand progrès démocratique, en retournant à la base et en permettant, en somme, à chaque Français de ne pas s'adresser à des intermédiaires mais de dire lui-même : « Mon droit fondamental (liberté, égalité, tout ce qui est contenu dans les grands principes inscrits dans la Constitution) est menacé, il est transgressé ? Eh bien ! Je demande justice moi-même ! »

• L'affaire Naccache

« Anis Naccache a fait partie d'un groupe de terroristes qui voulaient tuer un ancien premier ministre israélien et qui ont tué deux Français qui se trouvaient là... La mort par hasard — elle n'est pas meilleure que les autres, — un acte de terrorisme ! J'ai toujours dit que l'on ne pactisait pas avec le terrorisme. Je n'ai jamais pris d'autre engagement que celui que j'ai pris à la télévision — tous les Français sont donc témoins — en disant que, pour obtenir le retour des otages, à la limite, avec regret, mais par souci de sauver des vies humaines, je pourrais gracier l'un des terroristes (il se trouve qu'un parle d'Anis Naccache, mais à l'époque je ne connaissais même pas le nom des cinq terroristes — je crois qu'ils sont cinq — impliqués dans cette grave affaire) si l'on restituait en même temps l'ensemble des otages qui étaient, à l'époque, détenus au Liban. »

• On ne m'a pas répondu

L'affaire était close dans mon esprit et il n'y a eu aucune négociation autre que pour tenter d'aboutir à la libération des otages, avec pour conséquence une grâce éventuelle.

« Bien entendu, si les choses s'étaient passées comme cela, les relations avec les preneurs d'otages, ou du moins avec les pays qui les protègent, auraient connu une phase plus, comment dirais-je ? conciliante, on se serait davantage fait confiance... L'histoire coule, les événements se passent... Je ne demande pas mieux que de rétablir des relations plus normales avec des pays dont le comportement était critiquable. »

« Je n'ai jamais dit « jamais ». Je veux rester juge et seul juge. Ce droit de grâce, il est le mien, il engage ma conscience et je n'obéirai à aucune pression, ni de caractère extérieur, ni — comme cela vient de se produire étrangement — de caractère intérieur. Je jugerai en conscience, en mettant dans les deux plateaux de la balance le souci de mettre un terme à une période tragique, mais en même temps un souci de justice, car je dois penser aussi aux victimes. »

(Lire page 18 les réactions de la classe politique.)

ALAIN ROLLAT.

coupure... Image cruelle, image exacte. Il est vrai qu'à partir de là, une page de notre histoire a été tournée, pas simplement en France, mais un peu partout dans le monde.

« Alors, en tant qu'acte individuel, je me sens, comment dirais-je, touché par la mort d'un homme qui était, semble-t-il, un brave homme, qui était bien moins responsable de la décadence de la monarchie et de ses échecs que certains de ses prédécesseurs. Mais c'est ainsi. La vie politique est terrible lorsque les oppositions deviennent implacables. »

« Alors, je ne voterai pas la mort du roi Louis XVI. Je ne pourrais pas le faire. Il existe une loi en France qui interdit la peine de mort. »

• Les grandes figures de la Révolution

« Si j'avais à dire deux noms, ce sont précisément deux des trois dont les cendres seront transférées au Panthéon cette année avec M^{me} de Condorcet, grand savant, créateur de l'École polytechnique. Ce sont donc Condorcet et l'abbé Grégoire, deux fondateurs, deux grands esprits. »

« Sur le plan politique de la gestion, c'est plus difficile à dire. Car la Révolution, en raison de son mouvement précipité, de ses heures, de ses éliminations, quelquefois de ses faméliques, n'a pas permis à grand monde de durer longtemps. Alors je dirai, me référant à un seul élément, à un seul critère, déterminant : il y a eu la guerre, la guerre contre la Révolution et la guerre contre la France. La France a couru un très grand péril, elle aurait pu disparaître. Deux hommes incarnent pour moi l'esprit révolutionnaire et l'esprit de la République, celles que soient les réserves que l'on pourrait faire par ailleurs : Carnot et Danton. (...) »

« Robespierre est un grand homme, qui laisse encore un souvenir qui étonne les uns et intimide les autres. Je ne le mettrai pas au Panthéon parce que je veillerais à ne pas y mettre des hommes associés à des images trop sanglantes. Mais je ne ferais pas perdre du tribunal qui reconnaît en ce procès son procès aujourd'hui. »

• Les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres

« Quatre chefs d'État, ceux du Venezuela, du Sénégal, de l'Égypte et de l'Inde, souhaitent que se réunisse un jour une grande conférence, sommes ou pas, permettant d'établir une politique mondiale pour résoudre les problèmes du tiers-monde et des pays pauvres connaissant la difficulté, ils connaissent les réticences de certains grands pays industrialisés, mais ils connaissent aussi le bon vouloir et l'engagement de la France pour cette cause, alors ils s'adressent à moi. (...) Ils n'ont piégé personne. Je ne vois pas du tout M. Giscard chercher à piéger M^{me} Thatcher, pour laquelle il a beaucoup de respect et, quelle qu'ait été leur histoire contrastée, il existe là une solidarité qu'il ne faut pas nier... Pourquoi d'ailleurs exclure M^{me} Thatcher ? De ce point de vue, la Grande-Bretagne peut remplir un grand rôle, doit remplir un grand rôle, et j'entends bien m'engager dans

apens ? Non. C'est le début d'une démarche que je crois nécessaire comme eux-mêmes, alors je m'y associe. (...) J'aborderai ce sujet après avoir pris toutes les précautions nécessaires ; il serait vraiment dommage qu'une si grande et si belle idée avorte comme cela, dès les premiers moments. »

• Les impôts

« La masse générale des impôts doit être réduite, et, à l'interieur de cette masse, il faut peut-être établir certaines justes. M. Rocard partage la même opinion que moi, il en prendra sûrement [des initiatives] ; il me les proposera, je les examinerai le jour venu. »

• L'affaire Leclaire

« Sans doute voulez-vous me dire : est-ce que l'indépendance de la magistrature existe ? Je vous dis : oui, elle existe, oui sans crainte de démenti. (...) Le juge d'instruction a été chargé de ce dossier au temps du gouvernement de M. Chirac, peut-être même avant, ce n'est pas un problème politique (...) et il a été considéré pendant ces trois années, peut-être un peu plus, comme un juge

irréprochable ; il a estimé, à la fin de ces trois années, qu'il n'était pas en mesure de démontrer la culpabilité des uns ou des autres (...), qu'il n'y avait pas matière à poursuivre. Alors, il a décidé un non-bien. »

• Les « Dix » de Rensmit

« Je n'ai surtout pas le droit de me substituer aux institutions qui ont été chargées de répondre à la question

La proposition de M. Badinter

Dans un entretien publié le 3 mars dernier par le Monde, le président du Conseil constitutionnel, M. Robert Badinter, proposait :

« Une loi qui n'a pas été soumise au Conseil constitutionnel ne peut plus être attaquée pour inconstitutionnalité. Or tous ceux qui ont participé à l'élaboration des lois savent qu'elles peuvent receler, s'agissant de textes très complexes, des dispositions qui, lors de leur application, peuvent se révéler inconstitutionnelles, par exemple parce qu'elles rompent l'égalité entre les citoyens. On se trouve alors en présence d'un texte inconstitutionnel, qui reçoit application aussi longtemps qu'une loi nouvelle n'est pas intervenue. »

« Une telle situation est choquante dans un État de droit. Il faut donc améliorer notre système de contrôle de constitutionnalité. »

« Pourquoi ne pas reconnaître au citoyen la possibilité de soulever, dans le cadre d'un procès, une exception d'inconstitutionnalité contre une loi dont le Conseil constitutionnel n'a pas été saisi ? Il ne conviendrait pas, cependant, qu'à la faveur de ce

moyen naissent des procédures dilatoires qui ralentiraient ou paralyseraient l'action de la justice. Il appartiendrait donc à chacune des juridictions suprêmes, Conseil d'État ou Cour de cassation, d'apprécier si on est en présence d'un problème sérieux d'inconstitutionnalité et de renvoyer dans ce cas la question au Conseil constitutionnel, qui en déciderait dans un délai très court. C'est évidemment une avancée qui nécessite une réforme constitutionnelle. »

« La réponse appartient aux plus hautes instances de l'État et au Parlement. Je voudrais seulement remarquer qu'en 1974, lors du quinzième anniversaire du Conseil constitutionnel, la possibilité de saisir le Conseil a été donnée aux parlementaires — en fait à l'opposition — et l'État de droit s'en est trouvé heureusement renforcé. Quinze ans plus tard, le moment paraît venu de reconnaître, aux citoyens eux-mêmes la possibilité d'appeler au Conseil constitutionnel, à travers un filtre judiciaire, s'ils estiment que leurs droits fondamentaux ont été méconnus par une loi. Ce serait, à mon sens, un progrès de la démocratie. »

• L'action du gouvernement

« Le premier ministre n'a pas été renversé par l'Assemblée nationale. Je suis très satisfait du travail qui s'accomplit. Quand j'ai une observation à faire, je la fais, mais nos relations sont confiantes. »

• La majorité parlementaire relative

« Cette majorité relative est forte : elle s'adresse à deux oppositions qui sont, elles-mêmes, antinomiques, et elle peut continuer à gouverner longtemps. Ce n'est pas moi qui vais « pousser au crime » [en dissolvant l'Assemblée nationale]. »

• Pourquoi voulez-vous que je suscite une crise, alors que le pays a le plus grand besoin de concorde, d'unité et de travail, dans l'espérance ?

• L'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel

constitutionnel de celui de la Cour suprême des États-Unis, est une vieille idée de la gauche : elle figurait déjà dans le programme commun de gouvernement adopté par le PS, le PCF et le MRG en juin 1972.

La protection des individus

Cette fois, M. Mitterrand se réfère aux deux cours de justice européennes — celle de Luxembourg et celle de Strasbourg — qui peuvent l'une et l'autre être saisies par les particuliers, mais son objectif ne varie pas. Il s'agit de permettre aux justiciables de se prévaloir de leurs droits constitutionnels contre la loi que les tribunaux leur appliqueraient. Dans l'esprit du président de la République les recours individuels seraient « filtrés » par une commission com-

posée de magistrats de la Cour de cassation et du Conseil d'État.

M. Mitterrand réaffirme ainsi sans risque réel sa volonté personnelle de faire progresser l'État de droit en France et de renforcer la protection des individus contre les pouvoirs. Son approche s'inspire davantage de la tradition anglo-saxonne que de la doctrine de la souveraineté populaire consacrée par la Révolution de 1789 qui affirmait la prééminence absolue du politique sur le juridique. Voilà pourquoi son projet peu « révolutionnaire » suscite déjà des objections contre « le gouvernement des juges », mais, au-delà des arrière-pensées politiques, il ne peut qu'être approuvé tant par les tenants du libéralisme que par ceux qui, à gauche, font prévaloir les droits de l'homme sur la raison d'État.

ALAIN ROLLAT.

Le droit des citoyens devant la loi

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand se montre prudent, au demeurant, en se réservant d'« apprécier la réalité politique et parlementaire » avant d'engager la procédure qui lui laisse le choix entre le recours au référendum, ou, s'il en décide ainsi, comme M. Giscard d'Estaing en 1974, la convocation du Congrès. Prudent par la force des choses puisqu'il ne dispose pas d'une majorité assurée ni au Sénat ni à l'Assemblée nationale dont le vote en termes identiques est un préalable indispensable avant que la voie suivie soit ensuite celle du référendum ou du Congrès.

La proposition du président de la République ne constitue pas vraiment une surprise. La célébration du Bicentenaire commandait une initiative symbolique qui puisse avoir force de loi dans le domaine des droits de l'homme. A plusieurs reprises

déjà, M. Mitterrand avait exprimé sa volonté d'inscrire « de nouveaux droits dans notre droit ». S'il n'a pas retenu l'idée d'étendre la Déclaration des droits de l'homme de 1789 à de nouveaux domaines, pour tenir compte, par exemple, des « problèmes nouveaux » que posent à notre époque « les progrès redoutables et en même temps admirables » de la biologie, ou le développement de l'informatique, comme cela avait été envisagé, notamment, par M. Lanrent Fabius, il a repris celle de M. Robert Badinter, qui proposait d'« étendre aux citoyens le droit de contester la constitutionnalité des lois ». Le président du Conseil constitutionnel apparaît une fois de plus, après la résurrection de la refonte du code pénal, comme l'un des principaux inspirateurs de l'Élysée pour tout ce qui touche au droit.

Cette réforme, qui tendrait à rapprocher le rôle du Conseil

constitutionnel de celui de la Cour suprême des États-Unis, est une vieille idée de la gauche : elle figurait déjà dans le programme commun de gouvernement adopté par le PS, le PCF et le MRG en juin 1972.

La protection des individus

Cette fois, M. Mitterrand se

réfère aux deux cours de justice européennes — celle de Luxembourg et celle de Strasbourg — qui peuvent l'une et l'autre être

saisies par les particuliers, mais son objectif ne varie pas. Il

s'agit de permettre aux justiciables de se prévaloir de leurs droits constitutionnels contre la

loi que les tribunaux leur appli-

queraient. Dans l'esprit du président de la République les

recours individuels seraient « fil-

trés » par une commission com-

posée de magistrats de la Cour

de cassation et du Conseil d'État.

M. Mitterrand réaffirme ainsi

sa volonté personnelle de faire progresser

l'État de droit en France et de

renforcer la protection des indi-

vidus contre les pouvoirs. Son

approche s'inspire davantage de

la tradition anglo-saxonne que

de la doctrine de la souveraineté

populaire consacrée par la Révo-

lution de 1789 qui affirmait la

prééminence absolue du politi-

que sur le juridique. Voilà pour-

quoi son projet peu « révolution-

naire » suscite déjà des objec-

tions contre « le gouvernemen-

ment des juges », mais, au-delà

des arrière-pensées politiques,

il ne peut qu'être approuvé tant

par les tenants du libéralisme

que par ceux qui, à gauche, font

prévaloir les droits de l'homme

sur la raison d'État.

ALAIN ROLLAT.



Symboles 1789

La Déclaration

par Antoine de Baecque (*)

LONGTEMPS la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ne fut plus lue. Deux visions ont contribué à cet oubli. Les traditionalistes en ont méprisé les « ratiocinations métaphysiques » ; Marx, de son côté, y trouva un masque, une énumération de droits formels cachant la réalité vraie des conflits de classes. De même, les hommes de 1789 ont considéré d'une manière plus ou moins ambiguë le texte qu'ils étaient en train d'écrire. Ils l'ont certes promu d'emblée au rang de « catéchisme national », comme le dit Barnave le 1^{er} août 1789. Mais nombre de critiques se sont vite abattues sur le préambule et sur les 17 articles de la Déclaration, œuvre de circonstance qui, de Condorcet à Brissot au Marat, a fortement déçu les milieux intellectuels du temps par sa modération.

La Déclaration des droits, avant de fixer les principes de la modernité politique, fut l'occasion d'un débat exemplaire.

Tout commence le 9 juillet 1789. Ce jour-là, Mounier, président du comité de Constitution, présente le rapport introductif. Il reconnaît la nécessité d'une Déclaration mais se demande ouvertement où la placer : en tête ou à la fin de la Constitution ? Intégrée, ou séparée de celle-ci ?

Trois avis, de force quasi égale, se dégagent. Les traditionalistes s'opposent au principe même d'une Déclaration, craignant l'« anarchie » et les « désordres » qu'elle jetterait dans les esprits en proposant à des Français non encore mûrs des formules trop ambitieuses. Les modérés, groupés autour de Mounier et Malouet, conscients du poids de la tradition et redoutant une rupture trop brutale, se méfient d'une Déclaration séparée du texte constitutionnel. Le parti patriote, enfin, appuyé sur les projets de La Fayette et, surtout, de Sieyès, opte pour une Déclaration séparée de la Constitution, texte énonçant clairement les droits nouveaux des Français, donné à lire comme fondateur du monde régénéré auquel ils aspirent.

Toutes les discussions, tous les projets se fondent sur ces oppositions. La discussion essentielle a lieu du 1^{er} août au 4 août. Examine comment la rédaction proprement dite. La discussion finale, qui dure six jours (du 20 août au 26 août), est œuvre de compromis. Les modérés y tempèrent les assurances patriotiques. Les articles, un à un, sont adoptés, posant parfois problème — particulièrement les 22 août, 23 août et 24 août, à propos de la liberté des cultes et de la presse (article 10 et article 11).

La discussion s'achève de façon inattendue : le 27 août, devant les hésitations de l'Assemblée, deux députés, Bouche et Mougins de Roquefort, proposent d'arrêter le travail sur la Déclaration et de suspendre « provisoirement » les discussions jusqu'à l'achèvement de la Constitution. Il est par conséquent « provisoires » qui durent une éternité : la Déclaration n'a, depuis, plus changé.

Les ambiguïtés qu'elle recèle sont bien réelles. Car, si les principes sont posés, quel système politique et constitutionnel pourra les appliquer ? La Déclaration des droits n'implique, de façon explicite, aucune forme d'organisation des pouvoirs. C'est une force, car elle peut être source de légitimité pour plusieurs régimes : c'est aussi une faiblesse, car tous, même ceux qui, dans les faits, la bafouent obstinément, peuvent s'en réclamer. La grande question révolutionnaire, posée mais non résolue, sera donc de penser le passage des principes à la Constitution, puis des principes à l'action politique.

La Déclaration semble aujourd'hui avoir retrouvé toute sa force. Elle est associée, dans de nombreux pays — et l'actualité internationale le démontre tous les jours, — à une exigence renouvelée de démocratie. Cette exigence est liée aux principes de 1789.

Peut-être aussi est-ce à la procédure même de la discussion de l'été 1789 qu'est attachée la démocratie. Les travaux furent certes lents ou, au contraire, parfois brusqués, mais, par le choix d'un ordre du jour, par la composition de motions et d'amendements contradictoires, par les prises de parole, ou le vote d'un article, les représentants de l'époque ont jeté les bases de toutes les discussions parlementaires futures.

(*) Antoine de Baecque est notamment l'auteur de *L'an I des droits de l'homme*, Presses du CNRS, 1988.

Le Monde

BICENTENAIRE

La Lorraine découvre l'abbé Grégoire

C'EST arrivé presque par hasard. Au détour d'une célébration du Bicentenaire, la Lorraine s'est découverte un fils illustre, l'abbé Grégoire. Depuis, elle n'arrête plus de lui rendre un hommage longtemps retardé. Vého (90 habitants), son village natal, se met en quatre pour fêter dignement l'enfant prodige. Embarménil, petite paroisse de 230 âmes, dont il fut le curé de 1782 à l'aube de la Révolution, lui prépare un monument à la hauteur de sa gloire. Nancy, enfin, accueille en son Musée lorrain celui qui doit à l'automne, en compagnie de Condorcet et de Monge, gagner le Panthéon.

Henri-Baptiste Grégoire n'avait laissé que peu de traces dans les mémoires : une rue à Nancy, une statue place des Carmes à Lunéville. Et encore : une idée plutôt floue, celle d'un curé pas tout à fait comme les autres, parfois même celle d'un prêtre « rouge », jacobin endurci, plus ou moins fidèle à sa foi.

« Il était relativement mal vu et mal aimé dans la région », commente M. Geoffroy, chargé des affaires culturelles au conseil général de Meurthe-et-Moselle et organisateur, avec son homologue de Loir-et-Cher, de l'exposition du Musée lorrain : « Une de nos missions, au conseil général, a justement été de réhabiliter le personnage de Grégoire. » Dans ce vieux bastion du catholicisme traditionnel qu'est Nancy, le conventionnel Grégoire avait bien besoin d'une opération de rédemption.

Rallié au tiers

Près de deux siècles après le décret instaurant la constitution civile du clergé, certains ne lui avaient toujours pas pardonné ses convictions républicaines. Elu en février 1789 pour représenter aux Etats généraux le bailliage de Lunéville, Grégoire s'était — premier sacrilège ? — rapidement rallié au tiers. Mais c'est en tant que président de l'Assemblée constituante qu'il prend une part active à la rédaction de cette Constitution d'aspiration gallicane. En accord avec sa

conscience, il est aussi l'un des premiers à prêter le serment civique.

Dès lors, l'abbé Grégoire, bientôt évêque de Blois, devient un « réfractaire », par opposition aux « républicains », fidèles au pape. Républicain et jacobin de la première heure, franc-maçon, défen-

seur des droits des juifs et des cain. » On l'a traité d'assassin, s'échauffe son défenseur. Assassin de qui ? Il était contre la peine de mort. On l'a dit traître, lui qui a toujours été fidèle à sa foi. Et, comble de la bêtise, on l'a appelé vandale, lui qui a inventé le mot même pour dénoncer les exactions révolutionnaires !



seur des droits des juifs et des cain. » On l'a traité d'assassin, s'échauffe son défenseur. Assassin de qui ? Il était contre la peine de mort. On l'a dit traître, lui qui a toujours été fidèle à sa foi. Et, comble de la bêtise, on l'a appelé vandale, lui qui a inventé le mot même pour dénoncer les exactions révolutionnaires !

« Un homme droit jusqu'à la raideur »

Paradoxe, c'est sous l'apparence d'un athée convaincu, journaliste et historien de la région, que se présente aujourd'hui le salut. « Je me suis fait apôtre »,

L'enthousiasme du journaliste a trouvé un relais, plus tempéré certes, en la personne de Mgr Bernard, évêque de Nancy. Le prêtre voit en l'abbé « un homme droit, trop peut-être, jusqu'à la raideur. Mais dans des circonstances très difficiles, il est resté fidèle à sa foi et je dirai aussi à son Eglise ».

Acte de loyauté envers la République, le serment de Grégoire n'en fait pas pour Mgr Ber-

nard un traître à sa religion, loin s'en faut. En somme, le seul sort de l'abbé serait d'avoir cru trop tôt possible une séparation définitive de l'Eglise et de l'Etat, garante de la liberté des cultes. « Dans le climat de l'époque, c'était une utopie, soupire l'évêque. Très vite des croyants ont été arrêtés. Le pays n'était pas mûr. »

Politiquement irrécupérable

Catholique controversé, l'abbé Grégoire reste en 1989 une figure incontestée de la défense des droits de l'homme. « C'est un homme de consensus. Il est politiquement irrécupérable », se réjouit-il au conseil général. Dans ce pur produit des Lumières, on veut célébrer le précurseur des idées démocratiques et le type même du révolutionnaire « modéré ». Celui qui, dès 1787, prit la plume en faveur des juifs d'Alsace et de Lorraine. Celui qui adhéra, à sa création, au club des Amis des Noirs.

« C'est le défenseur de tous les opprimés que nous voulons faire connaître et honorer ici », Jean-Paul Martin, maire d'Emberménil, jette un coup d'œil attentif à la dalle de béton posée juste devant l'église. En septembre prochain, le monument dédié à l'abbé Grégoire se dressera ici, sur une place rebaptisée, bien sûr, du nom du plus célèbre des curés du village. Unissant leurs efforts, les municipalités de Vého, d'Emberménil et de Lunéville ont même créé une association pour la célébration du Bicentenaire et de l'abbé Grégoire (ACORAG).

Mais le mérite de la redécouverte qui s'opère en Lorraine est

aussi d'aller plus loin. De mettre au jour des pans encore plus obscurs de l'œuvre de Grégoire. De rappeler sa foi profonde en l'instruction. « première priorité de la nation ». Membre du comité d'instruction publique, il fonde alors des bibliothèques (des livres, dit-il, doivent éclairer le peuple « comme des réverbères dans la cité »), crée le Conservatoire national des arts et métiers, encourage la formation des adultes...

Autre cheval de bataille (qui lui vaut encore des ennemis « anachroniques ») : la lutte pour la disparition des patois. Centralisme jacobin obligé, « l'unité de la République passe par l'unité des idiomes ». Plus de cent cinquante ans avant Vatican II, Grégoire va jusqu'à suggérer que la messe soit désormais dite... en français.

Francine Roze, conservatrice du Musée lorrain, ne cache pas son désarroi face à ce personnage « ambigu » : « On ne peut le comprendre sans le replacer dans son époque. Sinon, son Essai sur la régénération physique et morale des juifs paraît très troublant. »

Reste le sentiment d'une personnalité aux multiples facettes, dont témoignent tous les portraits qui scandent l'exposition de Nancy : le curé de campagne, le représentant du bas clergé, le prêtre en robe violette. Une image plus nuancée, en somme, que celle que les Lorrains sortent aujourd'hui des oubliettes.

JUDITH RUEFF.

* Exposition Abbé Grégoire, tous les jours, sauf mardi, au Musée lorrain, à Nancy, jusqu'au 31 août.

Pourquoi Paine ?

Le citoyen Paine, assez largement ignoré par l'historiographie et la mémoire françaises, connaît-il une gloire tardive à l'occasion du Bicentenaire ? Quelques livres, des rencontres, une association et deux statues viennent en témoignage.

Comment cet intellectuel plébéien, obscur artisan, auteur méprisé, a-t-il découvert les idées explosives qu'il apporte aux Américains puis aux Français ? Tel est le premier mystère, celui que tentent de résoudre ses deux biographes, Jean Lessey, avec force anecdotes à l'appui (Thomas Paine, professeur de révolution, Perrin, 1987), Bernard Vincent ensuite, brillant et érudit (Thomas Paine, ou la religion de la liberté, Aubier, 1987).

Dans les geôles de la terreur

Pour cet Anglais né en 1737, devenu américain en 1775 et fait citoyen français en 1792, l'histoire ne doit plus être accumulation mais décryptage des formes caduques du pouvoir. Cette idée, Claude Mouchard, dans son introduction aux *Droits de l'homme* (Belfin, 1988), la suit au plus près. Elle fait de Paine le chantre du seul régime qui puisse incarner le nouveau politique : la République.

Paine a été un républicain américain, il devient, l'un des tout premiers, un républicain français. « Où la liberté n'existe pas, la est mon pays », affirme-t-il. Au nom de cette « internationale de la liberté » Thomas Paine est fait « citoyen français » le 28 août 1792. Il accepte le mandat de député qui lui propose les électeurs du Pas-de-Calais et siège à la Convention.

Là, n'abandonnant ni sa plume, ni sa passion, il s'oppose à l'exécution de Louis XVI, sentant bien que cet acte trop définitif va éloigner de France l'amitié américaine et entraîner l'hostilité de l'Angleterre.

Il passe dix mois dans les geôles de la Terreur pour avoir voulu sauver la loi. Echappant à la guillotine grâce à la chute de Robespierre, libéré quatre mois après thermidor, il peut pleurer ses amis Brissot, Condorcet, Danton, ceux qui traduisaient ses discours. Rentré en Amérique en 1802, fuyant le régime de Bon-

parte, il y vit chichement et s'éteint en 1809.

Le 8 juin dernier, l'ont célébré le cent quatre-vingtième anniversaire de la mort de l'Américain de la Convention. Une association, Acte II, dirigée par Georges Kaintin, s'est attachée à donner à cet anniversaire un éclat particulier. La statue de Paine à Paris, réalisée en 1936 par Borghini, a été restaurée et son socle remis à neuf en face de la de la fondation des Etats-Unis, sur le boulevard Jourdan. De plus, commandé a été passé d'une nouvelle œuvre à l'ill. Signori. Elle sera offerte à la ville de New-York en septembre et installée dans la Thomas Paine Park.

Enfin, l'Assemblée nationale a accueilli une importante rencontre où André Kaspi, Elise Marienstras, Madeleine Rebérioux et Bernard Vincent ont pu présenter à un auditoire fourni les recherches en cours sur le citoyen des deux premières républiques fondées sur la démocratie moderne. D'un livre à l'autre, de statues en statues, il est maintenant certain que, à New-York comme à Paris, on n'oublie pas le chemin de Paine.

A. de B.

Le « Journal officiel » en bleu, blanc, rouge

L'austère *Journal officiel* qui n'est pas réputé pour ses audaces graphiques a décidé, au titre de sa contribution à la célébration du Bicentenaire, d'adopter, pour l'édition « lois et décrets » du 14 juillet 1989 une présentation originale. Le numéro « historique » est donc paru, vendredi, sous une jaquette cartonnée avec une magnifique JO stylisé bleu, blanc, rouge, évidemment.

Au-delà de ce numéro commémoratif, la direction des *Journaux officiels* a adopté, mais à titre définitif cette fois, une modification de la bande-tête et du sommaire de première page. Cette nouvelle mise en pages, rendue possible grâce à l'initiative de M. Robert Bouquid, préfet et directeur des *Journaux officiels*, par « la modernisation complète du système de photocomposition programmée », constitue une étape « logique du processus d'amélioration de la diffusion de l'information administrative ».

TF1-« LE MONDE » : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

« Le monde est devenu un gros village »

Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol

En collaboration avec TF1, le Monde publie les réponses à deux questions posées à un chef d'Etat ou de gouvernement. Aujourd'hui, le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez.

« Qu'est-ce que la Révolution française a apporté au monde ? Et à votre pays ? »

— Je pense que du point de vue de l'histoire de l'humanité, de la révolution du monde, elle apporte tout le potentiel que contient un symbole. Lorsque les événements sont importants, ils acquièrent cette dimension symbolique. La Révolution française symbolise la lutte de l'être humain, dans la société contemporaine, pour l'égalité et pour la liberté par le biais de la justice.

— Elle a marqué toute une époque. Si l'on pense à l'Espagne du dix-neuvième siècle, où l'on a assisté à une lutte féroce entre l'absolutisme et le libéralisme, il ne s'agit en fin de compte que de l'impact de tout ce que la Révolution française représente comme symbole sur la société voisine qu'est la société espagnole.

— Est-ce qu'à l'aube du vingt et unième siècle il importe de donner un nouveau message universel ?

— Je pense que la Révolution française garde toute sa valeur symbolique. C'est pourquoi il s'en dégage un dynamisme qui s'est maintenu non seulement pendant deux siècles, mais encore aujourd'hui. En conséquence, la liberté, l'égalité, la justice et la fraternité sont des valeurs qui seront encore valables le siècle prochain. Il se peut que l'élément fondamental de cette nouvelle étape de l'histoire de l'humanité soit la dimension de village qu'a prise le monde, l'inter-

dépendance. Cette dernière pose des problèmes qui, de l'avis de tous, sont autant de nouveaux défis. La frontière des droits de l'homme ne se limite plus à un pays, à une zone géographique d'influence. Et je crois que cette aventure passionnante qui commence aujourd'hui, la transformation de l'Europe de l'Est, va

changer le destin de l'humanité. Mais, dans la perspective du vingt et unième siècle, le plus important est que le monde est devenu un gros village où plus rien ne nous est étranger, et il faut l'envisager comme tel.

Propos recueillis par ALAIN TEULÈRE.

Il y a deux cents ans

« Le roi au milieu des vivats et des acclamations »

Don Carlos Gutierrez de los Rios y Rohan-Chabot, 6^e comte de Fernan Nunez, fut nommé ambassadeur à Paris en 1787. A quarante-cinq ans, Charles IV succéda à son père Charles III en 1788 sur le trône d'Espagne.

Le comte Fernan Nunez, en juillet 1789 :

« Sa Majesté quitta Versailles à midi dans un carrosse à six chevaux, en compagnie du capitaine des gardes, du duc de Villeroi, du prince de Beauvau, du duc de Villequier, du comte d'Estaing et du marquis de Neale (...). Le roi arriva à l'hôtel de ville où il confirma les déclarations qu'il avait faites à l'Assemblée nationale. Il autorisa la démolition de la Bastille, qui d'ailleurs était déjà commencée, et, après avoir entendu plusieurs discours, il se retira au milieu des vivats et d'acclamations dont on ne peut se faire une idée ni trouver un exemple. »

« La milice et le peuple entouraient sa voiture, à tel point qu'il y avait plusieurs individus montés sur le siège. Le cocher s'était croisé les bras car

un citoyen guidait chaque cheval : si le roi avait été seul, je ne doute pas qu'on l'aurait enlevé de voiture pour le porter en triomphe. On lui jetait des roses, des guirlandes, des lauriers... »

« C'est dans ces conditions que Sa Majesté retourna à Versailles, si bien qu'Elle mit quatre heures à faire un voyage qui n'en demande qu'une seule, pour ne pas fatiguer le peuple qui suivait à pied et qui entra jusqu'en la cour du château, où il réclama par deux fois l'apparition du roi, de la reine et du dauphin afin de leur témoigner son allégresse et sa gratitude. »

(Documentation établie par CORINNE WICHARD.)

POLOGNE

M. Walesa ne s'oppose pas à la candidature du général Jaruzelski

Solidarité n'est pas opposée à l'élection du général Wojciech Jaruzelski au poste de président de la République polonaise, a déclaré vendredi 14 juillet à Gdansk le président du syndicat, M. Lech Walesa. « Nous nous efforçons, a-t-il dit, de coopérer avec le président qui sera élu, que ce soit le général Jaruzelski ou le général Czeslaw Kiszczak, voire un autre représentant de la coalition gouvernementale, pour résoudre les problèmes qui se posent à la Pologne, en veillant à assurer aux Polonais des conditions de vie plus dignes. » Cette coalition regroupe le Parti communiste, deux petites formations satellites (Parti paysan et Parti démocrate) ainsi que plusieurs mouvements de catholiques favorables au gouvernement. Le président de Solidarité a exclu toute possibilité de briguer lui-même la présidence, et il a souhaité que ces élections aient lieu « immédiatement » pour mettre fin à la « crise constitutionnelle » qui, selon lui, aggrave les « dangers » menaçant le pays.

Adam Michnik en vedette à Moscou

MOSCOU de notre correspondant

On se l'arrache. Députés et sociologues, écrivains et politiciens, poètes-pilotes des instituts de recherche, journalistes et officiers officiels, tous font depuis le début de la semaine le siège d'Adam Michnik.

C'est, passé l'instant où l'on n'en revenait pas de savoir le théoricien de l'opposition polonaise, présent à Moscou, la politique à pris le pas sur la simple stupéfaction. De cette rencontre entre l'URSS et la perestroïka et la Pologne de Solidarité, entre deux pays liés par un système dont ils cherchent l'un et l'autre à se débarrasser, naissent en effet découvertes et projets d'avenir.

Côté soviétique, d'abord. De tête-à-tête en réunion publique, on réalise que cet homme, qui passait en URSS, même aux yeux des intellectuels libéraux, pour un extrémiste à toujours été en fait un homme de compromis, prêchant et voulant l'entente et non pas la confrontation. Pour certains de ses interlocuteurs qui avaient fini par croire aux insupportables colportages d'autres temps par la Pologne, c'est la divine surprise.

Pour d'autres, grandes figures de l'ailé marchande de la perestroïka, Adam Michnik incarne l'expérience acquise par l'opposition polonaise dans sa longue marche vers la démocratie. On peut profiter de cette expérience, tout savoir des rapports de forces polonais, des relations

entre le parti et Solidarité, entre l'opposition et le général Jaruzelski, des possibilités de formation d'un gouvernement non communiste. Et là aussi, une modification d'image s'opère car, à travers Adam Michnik, députés soviétiques et intellectuels de Moscou découvrent que ce qui a fait, depuis 1980 et même depuis 1956, la force de la résistance polonaise, c'est un mélange de totale souplesse tactique et d'extrêmes ambitions stratégiques.

Pour les intellectuels soviétiques, qui ne savent pas toujours faire la différence entre la politique et l'affirmation morale, il y a là comme une révélation. Quant à ce tout nouveau député de Silésie et vétéran des gélies polonaises, il découvre, lui, que cette perestroïka qui lui fait découvrir depuis quatre ans la presse soviétique est encore plus profonde qu'il ne le croyait de Varsovie. Parlant avec la jeune génération des journalistes soviétiques, dialoguant avec les militants de Memorial, l'organisation qui veut ériger un monument aux victimes de Staline, témoin, dans le colloque international auquel il participe, de l'ampleur des désaccords entre représentants de l'URSS, il ne dort pour ainsi dire plus tant il veut multiplier les contacts.

Alors il y a l'émotion des rencontres entre anciens délégués politiques polonais et soviétiques, entre ces hommes qui s'étaient tant lus sans jamais avoir espéré se rencontrer librement à Moscou. Il y a aussi le jour où est arrivé à Budapest, Miklos Haraszti, l'un des grandes

figures de l'opposition hongroise, lui aussi invité pour ce même colloque qu'organise un institut du ministère des affaires étrangères. Et il y a surtout, mercredi dernier, cette tribune où se réunissent, aux côtés des plus célèbres et des plus radicaux des nouveaux députés soviétiques, non seulement le député Michnik mais aussi le sénateur Andreï Sakharov. Organisée dans le cadre du Festival du cinéma de Moscou, que préside le metteur en scène de « L'homme de marbre », cette rencontre entre élus des premières élections partiellement libres du monde communiste était un événement en soi.

Le public frémissait, applaudissait et, entre ces deux peuples dont l'histoire n'avait jamais fait des amis, passait le courant d'une aspiration commune : la démocratie — pour laquelle l'action conjointe des démocrates soviétiques et polonais pourrait beaucoup. Des idées sont dans l'air, et partout Adam Michnik séduit par son insistance à répéter qu'il est « le pionnier d'un nouveau type d'internationalisme » et que l'important, en Pologne, comme dans les relations soviéto-polonaises, n'est aujourd'hui plus le passé mais l'avenir.

Mercredi, tandis qu'un soviétique et polonais tenaient la vedette au Kinocentre, on pouvait reconnaître dans l'assistance, discret mais bien présent, un haut responsable soviétique des relations internationales. Il ne perdait pas un mot et rien ne semblait — bien au contraire — lui déplaire.

BERNARD GUETTA.

URSS : les grèves de mineurs en Sibérie

Le mouvement prend une dimension politique

MOSCOU de notre correspondant

Désormais étendues à neuf villes de Sibérie occidentale, les grèves du bassin minier de Kouznetsk ont pris en moins d'une semaine une dimension essentiellement politique.

Non seulement les grévistes de Mejdouretchensk, l'agglomération d'où le mouvement était parti lundi dernier, réclament maintenant l'adoption d'une nouvelle Constitution avant la fin de l'année, mais tout indique aussi que ce conflit, si précoce pour le parti de M. Gorbatchev, n'oppose en réalité pas ouvriers et autorités.

A en croire les journaux de Moscou, qui continuent de manifester une évidente sympathie pour le mouvement, de nombreux cadres et responsables du parti ont en effet pris, dans les mines, fait et cause pour les grévistes. D'abord purement socio-économique, la bataille oppose ainsi partisans et adversaires de l'accélération des réformes économiques, grands ministères moscovites et entreprises locales — directions et salariés confondus.

Ce n'est bien sûr pas le cas partout, mais la tendance est générale, et la Pravda ne craignait pas, samedi 15 juillet, de dire noir sur blanc de quel côté était le Kremlin. « Les revendications des grévistes, écrit-elle, ne concernent pas seulement (...) la résolution de pro-

blèmes sociaux graves mais aussi l'extension des droits et de l'indépendance économique des entreprises. (...) Tout cela doit concourir à accélérer les rythmes de la perestroïka (et) c'est pourquoi les revendications des mineurs de Mejdouretchensk ont été aussitôt soutenues par ceux des villes avoisinantes. »

Pour la forme, la Pravda donne un coup de patte aux groupes informels dont des tentatives de se mêler au mouvement auraient été « résolument repoussées » par les ouvriers. Comme tous les autres quotidiens, elle se garde également d'applaudir la grève, mais *Sovetskaja Rossiya*, par exemple, dit au premier secrétaire de Novokouznetsk qu'il soutient les revendications « tout à fait justes » des mineurs et que des « gens faisant vraiment autorité » font partie des comités de grève.

Le même journal rapporte ensuite le dialogue suivant entre le directeur des mines Prokopyevsk-Gidropol et une assemblée générale des grévistes : « Que pensez-vous, lui demande-t-on, des revendications ? » — « Quelles sont dictées, répond-il, par l'instinct et l'inquiétude pour la profession, la ville et le pays. » Et ayant dit cela, le directeur se lance dans une diatribe contre le « système administratif autoritaire » à cause duquel, dit-il, « Tu ne peux pas être indépendant. Ton boulot c'est d'extraire du charbon, tout le reste, ils s'en chargent. Et ils s'en sont chargés de telle façon que les gens n'ont rien qu'à valoir, ni logements, ni nourriture, ni club. On ne peut pas continuer

comme ça. (...) L'essence de la protestation est que nous voulons travailler de façon efficace. »

Après une journée de flottement, la reprise semblait s'amorcer, samedi 15 juillet, à Mejdouretchensk, mais c'est loin d'être le cas dans les huit autres villes qui avaient, vendredi, pris la relève. Après les républiques périphériques, c'est, pour la première fois, la Fédération de Russie qui bouge. Pour la première fois aussi se manifeste un mouvement ouvrier massif, organisé et manifestement très mûr.

La semaine prochaine, le Soviet suprême doit examiner un projet de loi sur le droit de grève. Le pays s'éveille chaque jour un peu plus. M. Gorbatchev ne peut, sur le fond, que s'en féliciter et dans le même temps, pourtant, la question est plus que jamais de savoir si la tempête qui ne fait que commencer pourra ou non être canalisée.

B. G.

EN BREF

● HONGRIE : funérailles de Janos Kadar. — Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont assisté vendredi 14 juillet à Budapest aux obsèques de Janos Kadar. L'ancien numéro un hongrois, décédé le 6 juillet à l'âge de soixante-dix-sept ans, a été enterré au cimetière de la rue Kerepesi, situé à une centaine de mètres du Panthéon du mouvement ouvrier. Tous les dirigeants du parti ont participé à la cérémonie. L'Union soviétique y était représentée par M. Egor Ligatchev. — (Reuters.)

● ESPAGNE : La religion musulmane officiellement reconnue. — La commission de la liberté religieuse du ministère espagnol de la Justice a officiellement reconnu vendredi 14 juillet la religion musulmane comme « notoirement implantée » dans le pays. Ce statut est indispensable pour que les autorités religieuses d'une confession puissent demander à l'Etat espagnol de subventionner leur culte grâce à des accords de coopération. Pour le moment, seule la religion catholique perçoit des subventions de l'Etat. — (AFP.)

Amériques

Le Sénat vote de nouvelles sanctions contre la Chine

Ignorant les objections de l'administration Bush, le Sénat américain a voté vendredi 14 juillet — par 81 voix contre 10 — de nouvelles sanctions contre la Chine. Le 29 juin, la Chambre des représentants s'était déjà prononcée à l'unanimité pour de telles mesures en réponse à la répression sanglante du mouvement démocratique.

Le texte adopté par le Sénat, qui doit faire l'objet d'un accord entre les deux Chambres avant d'être soumis à la ratification du président Bush, prévoit la suspension des garanties gouvernementales aux investissements privés en Chine, l'arrêt de l'expansion du commerce bilatéral, de la coopération nucléaire civile, du lancement de satellites américains par des fusées chinoises et de la vente de matériel de détention politique. Le chef de la majorité démocrate a appelé M. Bush à consulter les alliés des Etats-Unis lors du sommet des Sept sur une « réponse économique collective » à la répression en Chine.

Censure à Pékin

Pendant ce temps, à Pékin, le Quotidien du peuple a appelé vendredi à « balayer les publications pornographiques et contre-révolutionnaires » et à poursuivre « sans pitié » les opposants.

Les fonctionnaires du ministère de la culture — dont le titulaire, l'écrivain réformiste Wang Meng, n'est pas réapparu en public depuis le mois de mai — ont ainsi confisqué dans les librairies tous les ouvrages écrits par des universitaires, hier prestigieux et aujourd'hui recherchés. Ils ont également fait main basse dans les grands hôtels internationaux sur toutes les publications étrangères.

Autre signe des temps, le journal en anglais *China Daily* a publié un article d'un « chercheur » critique avec véhémence la politique d'encouragement au secteur privé pratiquée depuis une dizaine d'années. — (UPI, Reuters, AP, AFP.)

Proche-Orient

L'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou à Vienne

Le mouvement autonomiste kurde iranien décapité

Le mouvement autonomiste kurde iranien décapité, la question se pose de savoir qui a commandité l'assassinat de l'animateur principal de ce mouvement, Abdel Rahman Ghassemlou, tué, jeudi soir 13 juillet, de deux balles dans la tête dans un appartement viennois en compagnie de deux autres personnes (le Monde du 15 juillet). Secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), la plus importante formation kurde en lutte contre le régime islamique des Fatah au pouvoir de Fimam Khomeiny, en 1979, Abdel Rahman Ghassemlou ne manquait pas d'ennemis, jusqu'au sein de son parti.

Contesté par certains dirigeants du PDKI — qui ont finalement fait scission — pour la façon autoritaire dont, selon eux, il menait ses *pesmergas* (combattants kurdes), Ghassemlou a toujours affirmé publiquement sa préférence pour une solution négociée de la question kurde, y compris au plus fort des combats qui opposaient ses hommes aux gardiens de la révolution islamique ou à l'armée régulière iranienne. Tout au long de ces dix années de lutte pour l'autonomie dans la démocratie, et malgré la dureté des affrontements ainsi que la saignée traitée les *pesmergas*, le numéro un de la rébellion kurde n'a cessé de tendre la perche au régime islamique. Il y a eu de nombreux contacts entre Téhéran et le PDKI, et ce dès le début de la révolte de 1979. Mais, dans le même temps, le pouvoir central a toujours refusé l'idée d'une autonomie du Kurdistan (comme des autres provinces iraniennes d'ailleurs).

Tout récemment encore, Ghassemlou se déclarait persuadé qu'il n'existait pas de « solution militaire » au problème kurde (le

Monde du 15 juin). Il est vrai que, depuis ces dernières années et après avoir un temps remporté des succès qui leur avaient permis de « libérer » une bonne partie du Kurdistan iranien, les *pesmergas* avaient dû abandonner la plupart de leurs positions pour se réfugier en territoire irakien. Cette volonté de garder constamment la porte ouverte aux négociations a déjà valu au PDKI une rupture retentissante avec les Moudjahidines du peuple de M. Massoud Radjavi (lui aussi basé en Irak), qui ont accusé Ghassemlou de « trahison ». Or dès l'annonce de la mort du dirigeant kurde, Radio Téhéran a annoncé qu'un moment de son assassinat il négociait avec un émissaire iranien un sauf-conduit pour rentrer en Iran. La radio iranienne a également fait état d'une dégradation des relations entre le PDKI et Bagdad.

Si la présence d'un émissaire iranien a été confirmée par la police autrichienne, selon laquelle un homme présent dans l'appartement et blessé lors de la fusillade était porteur d'un passeport diplomatique iranien au nom de Mohammed Djafari Salavand, la référence à une demande de sauf-conduit paraît extrêmement douteuse.

M. Radjavi a, quant à lui, rejeté la responsabilité du meurtre de Ghassemlou sur Téhéran, affirmant, sans toutefois préciser sa pensée, éayer son hypothèse, que le responsable kurde avait été « victime des négociations » engagées avec le régime islamique. « La signification de ce crime pour le peuple, les *pesmergas* et les groupes politiques du Kurdistan d'Irak est qu'aucun compromis n'est possible », déclare M. Radjavi. Des propos qui pourraient passer pour un avertissement.

La disparition d'Abdel Rahman Ghassemlou porte un coup très dur au mouvement autonomiste kurde d'Iran. Avec lui, une autre personnalité importante du PDKI a été assassinée, son adjoint, Abdullah Ghaderi Azar.

YVES HELLER.

LIBAN

Six morts dans de nouveaux bombardements

De nouveaux bombardements ont fait, vendredi 14 juillet, six morts et une dizaine de blessés au Liban, où les affrontements entre l'armée syrienne et les forces chrétiennes du général Michel Aoun sont entrés dans leur cinquième mois, sans perspective de règlement à court terme.

Depuis la proclamation, le 14 mars, par le général Aoun, de la « guerre de libération contre l'occupant syrien », les combats ont fait au moins 470 morts et 1 952 blessés, en grande majorité des civils. Les innombrables appels au calme venus de l'étranger et l'intensification des efforts de paix arabes se sont jusqu'à présent révélés impuissants à faire taire les canons.

Pour le troisième jour consécutif, des dizaines d'obus tirés à partir des zones sous contrôle syrien ont atteint vendredi matin des quartiers résidentiels du « pays chrétien », explosant au hasard des rues ou ébranlant les immeubles. Une femme a été tuée et huit civils blessés dans la banlieue chrétienne de Beyrouth. Par ailleurs, cinq membres d'une même famille ont été tués vendredi matin lorsqu'un obus, tiré à partir du « pays chrétien », a touché de plein fouet leur voiture sur une route de la plaine de la Bekaa, contrôlée par l'armée syrienne. — (AFP.)

● Washington enverra une mission en Israël « à un moment où un autre ». — Une mission américaine se rendra en Israël « à un moment ou à un autre », mais pas dans les prochains jours, comme cela avait été dit à Jérusalem, pour déterminer exactement la position des autorités israéliennes concernant la question des élections dans les territoires occupés. Cette précision du département d'Etat intervient après que la présidence du conseil israélien ait annoncé, vendredi 14 juillet, que Washington avait annulé la visite qu'une délégation de haut niveau devait effectuer à Jérusalem. — (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Kenya

La lutte contre le braconnage 12 tonnes d'ivoire réduites en cendres

Le président Kényan, M. Daniel Arap Moi, allumera lui-même, mardi 18 juillet, un brasier géant dans lequel les réserves kényanes d'ivoire, soit 12 tonnes, seront détruites dans le parc national de Nairobi. Le chef de l'Etat avait annoncé, le 22 juin, que le Kenya détruirait ses réserves d'ivoire au lieu de les écarter sur le marché légal. « Aussi longtemps qu'il existera un commerce légal d'ivoire, le commerce illégal subsistera », a expliqué le directeur du département kenyan de la faune sauvage, le docteur Richard Leakey.

Le stock de défenses d'ivoire qui doit être détruit, d'une valeur marchande de quelque 3 millions de dollars, provient de saisies effectuées sur les braconniers au cours des cinq dernières années. Le docteur Leakey a estimé que la lutte contre les braconniers portait ses fruits et que ceux-ci étaient en train de « quitter le pays aussi vite qu'ils le peuvent ». Depuis le 1^{er} janvier, une trentaine de braconniers ont été tués par les forces de sécurité. — (AFP.)

Somalie

Au moins dix morts dans de violentes manifestations à Mogadiscio

Dix personnes ont été tuées et trente-deux autres blessées, vendredi 14 juillet, dans la capitale somalienne, Mogadiscio, au cours de violentes affrontements entre les forces de sécurité et « des milliers de troubles se drapant sous le manteau de la religion », a annoncé la radio nationale. Selon celle-ci, la police a repris le contrôle des principaux quartiers de la capitale. Mais le calme semble précaire.

L'armée et la police ont commencé à tirer vers 13 heures, heure locale (10 heures GMT), et les fusillades se sont étendues à plusieurs quartiers de la ville. Le gouvernement a imposé un couvre-feu de 18 heures à 6 heures. — (Reuters.)

Malaisie

Huit cents « boat people » rejetés à la mer

La Malaisie a rejeté à la mer plus de huit cents « réfugiés de la mer » débarqués sur ses rivages au cours des dernières semaines, a indiqué vendredi 14 juillet, un représentant du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Kuala Lumpur. Quelque treize mille « boat people » vietnamiens sont installés dans le camp de l'île de Bidong — ouvert il y a une dizaine d'années — que Kuala Lumpur a annoncé vouloir fermer. — (AFP.)

Sri-Lanka

Renouveau de tension entre Colombo et New-Delhi

L'Inde a accusé, vendredi 14 juillet, les Tigres de libération de l'Etat (LTTE) du meurtre, la veille, à Colombo, de deux importantes personnalités tamoules modérées (le Monde du 15 juillet). Selon le porte-parole du ministère indien des affaires étrangères, deux des assaillants faisaient partie d'une équipe de l'LTTE actuellement en négociation avec le gouvernement du Sri-Lanka ; il a estimé qu'un tel acte risquait de rendre encore plus difficile la recherche d'une solution pacifique à la crise ethnique dans l'île. La LTTE a démenti ces accusations.

Le gouvernement sri-lankais du président Premadasa, actuellement en négociations avec les Tigres, avait demandé à l'Inde de retirer ses quarante-cinq mille hommes de l'île avant la fin du mois de juillet. M. Gandhi avait repoussé cette date limite et dépêché un envoyé spécial à Colombo. New-Delhi a menacé d'interrompre les conversations avec Colombo si les propos du ministre sri-lankais des affaires étrangères — qui a affirmé que les troupes indiennes devraient être consignées dans leurs casernes après la fin de juillet — n'étaient pas démentis. Enfin, une équipe de la BBC a été expulsée vendredi de Colombo ; la Sri-Lanka a imposé une censure draconienne sur la presse, y compris la presse étrangère. — (AFP, UPI.)

ÉDUCATION

Le Congrès des enseignants américains de français

Molière and Chateaubriand

Près d'un millier de congressistes, américains pour la plupart, coarctés tricolores fièrement agrafés sur la poitrine, parlant impeccablement la langue de Molière. Le congrès de l'Association américaine des enseignants de français (American Association of teachers of French (AATF) qui s'est tenu du 10 au 14 juillet à Paris, offrait un spectacle inhabituel, même en ces temps de festivités révolutionnaires.

Si le Bicentenaire servait de cadre évident à cette réunion annuelle, c'est bien l'actualité de l'enseignement du français aux États-Unis qui se trouvait au centre des nombreux débats organisés autour du thème central : « Le monde du français, 1789-1989 ». À travers une table-ronde sur « l'influence de Chateaubriand sur la perception des écrivains américains », un exposé sur « le français des affaires, pour quel faire ? » et un atelier sur « l'influence de la Révolution sur la langue française », les congressistes ont exprimé les préoccupations d'une association forte de onze mille adhérents qui militent pour la défense de la langue française avec la foi des convertis.

« Nous refusons que le monde du XXI^e siècle soit réduit à parler une langue internationale unique, explique M. Philip Stewart, président honoraire de l'association. Il faut faire le maximum pour que le français reste une véritable alternative à l'anglais. La question est de savoir si la langue française demeure vraiment la deuxième langue internationale ou si elle n'est plus que la première des « petites langues ». Aux États-Unis même, le français est en perte de vitesse relative par rapport à l'espagnol, beaucoup plus étudié depuis une quinzaine d'années. Dans l'enseignement secondaire, les élèves sont deux fois plus nombreux à apprendre la langue de Cervantès que celle de Molière, (2,3 millions contre 1,1, selon les derniers chiffres

communs) le rapport étant moins défavorable dans le supérieur. Mais l'enseignement des langues étrangères reste largement minoritaire outre-Atlantique puisque moins d'un élève sur trois a le privilège d'en étudier une, qui est l'espagnol ou le français dans 90 % des cas. Les handicaps à la diffusion de celui-ci sont lourds : quasi-absence de communauté francophone et forte réputation d'élitisme, qui attire seulement les meilleurs élèves. « Le prestige de la littérature et de l'art français reste la principale motivation des élèves, mais l'époque de Sartre et Camus est bien révolue. Aujourd'hui, les écrivains français ne dominent plus », disent les responsables de l'AATF. C'est pourquoi les professeurs américains de français insistent désormais aussi sur l'intérêt du français pour les affaires. « Les Américains commencent à avoir honte de leur isolement linguistique, surtout lorsqu'ils constatent les efforts que font les Japonais en ce domaine », assure M. Stewart. Ainsi, l'idée se répand que l'apprentissage des langues doit faire partie de tout curriculum. »

Désormais, l'enseignement du français aux États-Unis s'efforce de s'appuyer non seulement sur l'Hénagone mais sur le monde francophone, du Québec à l'Afrique. Reste qu'il n'est pas toujours facile de mobiliser les Français pour la diffusion de leur propre langue. Certains dirigeants de l'AATF se déclarent poliment « étonnés » que les chaînes de télévision françaises fassent la part si belle à des recyclages de feuilletons américains et assurent qu'ils n'ont pu trouver jusqu'à présent aucun soutien pour leur projet de série télévisée destinée à illustrer la variété des utilisations du français dans le monde, sur le modèle d'un feuilleton anglais à succès. « Nous souhaitons que la France fasse davantage pour aider les professeurs français à l'étranger », répètent ces Américains francophiles, qui n'ignorent rien des vertus diplomatiques de la litote.

PHILIPPE BERNARD.

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

En fanfare à Marseille

Le Français Vincent Bartheau, devant deux autres Français, Jean-Claude Colotti et Martial Gayant, a remporté, vendredi 14 juillet à Marseille, la treizième étape du Tour de France cycliste, marquée par une étonnante offensive de Fignon et de Mottet. Dans le Tour féminin, Jeanne Elias s'est emparée du maillot jaune.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Il y eut dans le Tour des 14 juillet mémorables et des vainqueurs fameux : Anquetil en 1964, Thévenet en 1975, et Delisle – surnommé Rouget – en 1969. La fête nationale coïncide cette fois avec un deuxième succès français. Après Joël Pélissier à Futuroscope, c'est Vincent Bartheau qui a triomphé à Marseille sur le Vieux Port en liesse. Bartheau est Normand, comme Delisle, mais vingt ans après il n'obéit plus aux motivations de son aîné.

Sélectionné
à la dernière minute

Pragmatique, pas cocardier pour un sou, il explique sa course en deux phrases, sans donner dans la manie ni dans l'hypocrisie. « J'ai gagné parce que j'ai trouvé l'ouverture au bon moment. Ma victoire est technique. Elle n'est pas sentimentale. »

On ajoutera qu'elle est inespérée, pour ne pas dire miraculeuse. Cet éternel espoir qui porta le maillot jaune de Pontoise aux

Alpes lors de son premier Tour de France en 1984 pénétra ensuite dans un long tunnel dont il vint seulement de sortir. Victime d'une chute au cours du Tour d'Italie, et longtemps incertain pour la grande boucle, il fut sélectionné à la dernière minute par son directeur sportif, Cyrille Guimard, en raison de ses qualités physiques exceptionnelles. Si Bartheau est inégal dans la performance, on le sait capable de rivaliser avec les meilleurs à l'occasion.

La victoire providentielle qu'il a obtenue paraissait destinée à son chef de file, Laurent Fignon, et personne n'aurait misé 100 sur ses chances à 100 kilomètres de l'arrivée. Le porteur du maillot jaune se trouvait alors échappé en compagnie de Charly Mottet. Les deux Français, qui avaient surpris Delgado et LeMond, possédant près d'une minute d'avance, mais ils ne purent creuser un écart suffisant et furent rejoints à 25 kilomètres de Marseille. Bartheau pro-

fitait de la situation pour placer opportunément le contre-déclic.

Son succès, acquis à la force du jarret, masque un échec relatif de Laurent Fignon. Celui-ci cherchait manifestement à distancer Delgado avant les Alpes. Pendant près d'une heure, on put croire qu'il y parviendrait. Le coup de force qu'il déclencha avec Mottet portait la marque du panache, et effectivement le Tour faillit basculer en ce torride après-midi du 14 juillet. La magnifique offensive qui avait tenu les suivants en haleine ayant avorté, d'aucuns n'hésitent pas à parler de fausse manœuvre. Durant cette spectaculaire échappée, Fignon a confirmé son tempérament de bagarreur, c'est vrai. Cependant, il semble qu'il ait aussi révélé certaines limites. Et cette attaque manquée s'est finalement retournée en faveur de Delgado, lequel sort réconforté de l'aventure à défaut d'en sortir grand.

JACQUES AUGENDRE.

Delgado pénalisé

« Le Tour doit être l'épreuve de la rigueur », avait déclaré ses directeurs Jean-Pierre Carenso et Jean-Marie Labianc avant le départ. « Les irrégularités qui avaient entaché l'édition 88 ne doivent plus se reproduire. »

Message reçu. Les commissaires de course ne sont plus enclins à la clémence. Ils ont publié, vendredi 14 juillet à Marseille, un long communiqué récapitulant les sanctions de la journée. En particulier, 200 francs suisses (800 francs français) d'amende et dix secondes de pénalisation à Delgado pour retournement non réglementaire, et à Kelly pour des poussettes à un concurrent.

Le jury international a par ailleurs constaté « des faits qui laissent supposer des collusion entre différentes équipes », et ils ont mis en garde les intéressés contre les risques encourus : 1 000 francs suisses d'amende, dix minutes de pénalité et la mise hors course en cas de récidive.

« Six personnes fauchées par une voiture de presse. — Six personnes, dont trois policiers, ont été blessées, vendredi 14 juillet, à un kilomètre de l'arrivée du Tour de France à Marseille, par la sortie de route d'une voiture de presse conduite par un journaliste belge.

Un policier, blessé au tibia et aux vertèbres cervicales, et une femme, souffrant d'un traumatisme crânien, ont été hospitalisés à l'Hôtel-Dieu. La sortie de route aurait été provoquée par l'éclatement d'un pneu.

LES CLASSEMENTS

TREIZIÈME ÉTAPE

Marseille-Marseille

1. Vincent Bartheau (Fr., Super U), les 179 km en 4 h 17 min 31 s (moyenne : 41,706 km/h) ; 2. Jean-Claude Colotti (Fr.) à 45 s ; 3. Martial Gayant (Fr.) à 1 min 16 s ; 4. Steve Bauer (Can.) à 1 min 21 s ; 5. Etienne de Wilde (Bel.) à 1 min 21 s.

Classement général : 1. Laurent Fignon (Fr., Super U), 60 h 11 min 11 s ; 2. Greg LeMond (E-U) à 7 s ; 3. Charly Mottet (Fr.) à 57 s ; 4. Pedro Delgado (Esp.) à 3 min 03 s ; 5. Andrew Hampsten (E-U) à 5 min 18 s.

TOUR FÉMININ

TROISIÈME ÉTAPE

Mantilly-Mantilly

1. Bunka Bankatis-Davis (E-U), les 60 km en 1 h 20 min 7 s (moyenne : 44,934 km/h) ; 2. Jeanne Longo (Fr.) même temps ; 3. Susan Elias (E-U) à 5 s ; 4. Sally Zack (E-U), m. t. ; 5. Sarah Neil (Can.), m. t.

Classement général : 1. Jeanne Longo (Fr., France « A ») 5 h 23 min 26 s ; 2. Bunka Bankatis-Davis (E-U) à 13 s ; 3. Susan Elias (E-U) à 27 s ; 4. Sally Zack (E-U) à 33 s ; 5. Ann Kelly-Way à 34 s.

Communication

Polémiques autour du minitel

Dans son dernier rapport (*Le Monde* du 30 juin), la Cour des comptes éplaque sévèrement le minitel. Elle dénonce « le risque financier important » pris par l'administration des PIT pour lancer la télématique

dont l'exploitation se solda pour le moment par un déficit cumulé de 5,3 milliards de francs. Elle stigmatise le risque juridique de « complexité » de l'Etat face aux dérivés des messageries roses. France Télécom

riposte, enquêtes à l'appui, en affirmant la rentabilité globale du minitel.

Les associations familiales, elles, continuent leur guérilla judiciaire contre les messageries.

France Télécom défend la rentabilité de la télématique

La télématique se porte bien, merci. C'est en substance ce que répondent les responsables du programme Teletel à la Cour des comptes. Deux enquêtes récentes permettent de faire le point sur les usages et le poids économique de cet outil de plus en plus répandu (4,6 millions de minitels installés en juin 1989).

La première enquête, menée régulièrement par la société MV2, distingue les usages professionnels et domestiques du minitel. Dans les entreprises, tant le nombre de minitels installés que le nombre de personnes les utilisant et leur satisfaction (93 % contre 58 % en 1985) augmentent. L'annuaire électronique est devenu indispensable (97 % des personnes équipées le consultent), mais le nombre et le type d'autres services consultés croissent, marquant une diversification des usages, profitant d'abord aux applications des secteurs du transport et de la banque.

Chez les particuliers, on note une stabilité du volume de consultations, avec douze consultations et soixante minutes par mois. Les services concernant la vie pratique (vente par correspondance, transports, banque...) progressent au détriment des services ludiques (messageries, jeux...). Mais les particuliers s'intéressent toujours insuffisamment aux services et aux usages du minitel, mais le nombre et le type d'autres services consultés croissent, marquant une diversification des usages, profitant d'abord aux applications des secteurs du transport et de la banque.

Plus originale, la deuxième étude, réalisée par la société Tensud, évalue la valeur ajoutée de la filière télématique à 6 milliards de francs en 1988, avec une masse salariale de 2 milliards de francs. Dans cet ensemble, les acteurs directs de la télématique représentent 2 630 millions de francs : 1 570 pour France Télécom et son réseau Transpac, 760 pour les serveurs et 300 pour les producteurs d'information. Les

industriels de l'équipement informatique, les publicitaires et les autres fournisseurs constituent la « filière indirecte » de la télématique et cumulent une valeur ajoutée de 2 425 millions de francs. Enfin, les activités périphériques (presse spécialisée ou fabricants de périodiques) totalisent 300 millions de francs. Le chiffre de 6 milliards de francs est atteint en tenant compte des effets induits sur d'autres secteurs.

« La dynamique
d'un média jeune »

La rentabilité de l'ensemble de la filière est forte, de 16 % à 20 %, estiment les auteurs de l'étude. Cette rentabilité reste correcte pour France Télécom, qui est pourtant le

plus gros investisseur (7 milliards d'immobilisations), selon les responsables du programme. Car il convient, selon eux, d'inclure les revenus nets tirés du réseau Transpac, dont la télématique représente la moitié du trafic. En omettant ces revenus, la Cour des comptes calculait récemment que la télématique n'était pas rentable pour l'administration (*Le Monde* du 30 juin). Celle-ci conteste donc cette interprétation, tout en admettant qu'une redondance de location-entretien pour chaque minitel devra un jour ou l'autre s'imposer, le financement de la télématique ne pouvant être assuré dans des conditions courables avec une rémunération seulement basée sur le trafic. « Mais il ne faut pas casser la dynamique d'un média jeune », prévient M. Jean-Paul Maury, directeur du programme Teletel.

En se penchant sur les applications internes aux entreprises (messageries, consultation de stocks ou prise de commandes à distance...), l'étude de Tensud révèle aussi que la télématique apporte des gains de productivité non négligeables. En diminuant les coûts de l'information, en améliorant sa diffusion et sa vitesse de transmission, la télématique permet notamment aux cent cinquante-quatre entreprises étudiées de faire tourner leurs stocks plus rapidement, de diminuer les comptes clients et les frais de personnel ou de fournitures. L'investissement moyen pour une application interne était de 610 000 francs, 65 % des entreprises sondées l'estiment rentable immédiatement, et 20 % à terme.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Des associations familiales font le procès de l'« Etat proxénète »

La Fédération des familles de France (FFF) et la Confédération nationale des associations de familles catholiques (CNAFC) poursuivent leur action en justice contre le minitel rose.

En 1988 déjà, la FFF et la CNAFC s'étaient constituées parties civiles dans un procès intenté par le parquet de Paris à cinq directeurs de messageries roses (*Le Monde* du 6 juillet 1988). Après relaxe des prévenus le 4 juillet 1988 par le tribunal correctionnel, le parquet et les parties civiles faisaient appel. L'arrêt de la onzième chambre de la cour d'appel a été rendu mercredi 12 juillet, confirmant le premier jugement. Mais, malgré cet échec, les associations ne s'avouent pas vaincues.

Constatant la paralysie de la justice qui demeure dans l'incertitude quant au régime judiciaire applicable aux messageries télématiques, ces mêmes associations ont déposé le 18 avril dernier une plainte contre X auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris. En plus des articles 283 (outrage aux bonnes mœurs) et 284

(incitation à la débauche) sur lesquels reposait la première action en justice, les associations familiales invoquent à présent l'article 334 incriminant le proxénétisme et ses complicités.

L'affaire va donc plus loin puisqu'il s'agit de dénoncer France Télécom, qui, par l'intermédiaire du minitel rose, se rendrait complice d'activités délictueuses.

En effet, à ce jour, trente affaires relatives à des violences sexuelles en liaison avec les messageries roses sont en cours d'instruction. Il semblerait, selon des rapports de police, que des proxénètes aient choisi ce système anonyme pour recruter de nouvelles « victimes ». Soucieuses de protéger les mineurs de même que « les éléments faibles de la population », la FFF et la CNAFC entendent amener les pouvoirs publics à prendre les mesures qui s'imposent.

Toutefois, le Parquet estime que la plainte est irrecevable compte tenu du statut d'association régie par la loi de 1901 des plaignants. Pour les associations, cette attitude montre que les pouvoirs publics

cherchent à protéger les P et T des inévitables éclaboussures.

Elles rappellent que la jurisprudence va à l'encontre de l'action du parquet, en précisant que les associations « loi 1901 » sont en droit de porter plainte dans la mesure où « elles justifient un préjudice personnel causé par l'infraction ». Pour ces associations, la protection dont bénéficie le minitel rose s'explique par son importance financière. En 1988, les adeptes de la télématique ont consacré 3,2 milliards de francs à leur minitel, dont 1,2 milliard réservé aux entreprises télématiques.

L'administration se défend de tirer profit du minitel rose en faisant valoir les conventions qu'elle a signées avec les fournisseurs d'information. Ces conventions prévoient un contrôle des annonces licencieuses et la suspension d'autorisation en cas d'infraction. Pourtant, c'est bien le procès de l'« Etat proxénète » qu'entendent mener les associations plaignantes.

F. M.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2337

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

FESTIVAL D'AVIGNON

Les chevaux de Zingaro, le café littéraire à l'enseigne du Perroquet vert, les symboliques éléphants brésiliens et ceux bien réels du cirque Gruss. Au-delà du Bicentenaire, de ses parades militaires, de ses bals et de ses feux d'artifice, c'est la fête aux animaux.



■ Les éléphants sont nés trop vieux dans un monde trop jeune. Le poids des siècles se lit dans leurs regards résignés, dans les stries de leur peau burinée. Leur désolation a ému quelques bonnes âmes, tristes de voir les pachydermes du cirque Gruss « tivés sur place sans bouger » (le Méridional du 13 juillet) et qui appellent à un boycottage. Mais sages et bien au-dessus des peines de cœur des petits hommes sont les éléphants.

« La Mission » et « le Perroquet vert », au cloître des Carmes

Les folies Langhoff

Le metteur en scène Matthias Langhoff a réuni deux textes, de Müller et de Schnitzler, pour deux heures d'un spectacle magnifique, drôle et terrifiant.

Comment faire le tri dans ce vertige d'émotions nées du mot, de l'image, de la chair, de la parole ? Comment décrire cette fête faite de simplicité éprouvée par un public radieux qui s'est épanoui l'autre soir, après deux heures de représentation, en de longs et chaleureux applaudissements dans un cloître des Carmes incendié de bleu, de blanc et de rouge ?

Il y a dans le nouveau spectacle de Matthias Langhoff, metteur en scène allemand passé de Berlin-Est à Lausanne, où il a pris la tête du Théâtre Vidy, un mystère qu'il serait vain de vouloir appréhender, un charme qui envoûte, un philtre qui enivre, un magnétisme qui bouleverse. Comme le choix de deux textes qui, tout bien pesé, paraissent faits l'un pour l'autre.

D'abord la Mission, écrit par Heiner Müller en 1979 après la lecture d'une nouvelle d'Anna Seghers, la Lumière sur le gilet. Il y est question de l'envoi en Jamaïque de trois hommes chargés de soulever le peuple noir contre le joug britannique après que la Convention a voté à Paris, en 1794, l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies. Une fois de plus, Heiner Müller décrit la destruction du temps, celui de l'Histoire et celui de l'homme, décalant dans la Révolution, un à un, les signes avant-coureurs de la contre-Révolution. Une fois le masque vissé sur le visage, on tombe, chacun des actes de l'un ou l'autre des protagonistes, fils de colon ou nègre entravé, Danton ou Robespierre, soldat ou civil, mère-matrice ou putain, participe de la destruction de la structure sociale et de l'individu.

Pas la peine de se faire d'illusions, dit à sa façon Arthur Schnitzler dans son Perroquet vert. Sceptique, né, lui aussi, il se méfie de la Vérité, avec un V majuscule comme le R de la Raison décriée par Robespierre. Un de ses aphorismes tiré de son recueil Relations et solitudes met les points sur les « i » : la Vérité sur laquelle spéculent certaines philosophies pourrait bien vite apparaître « sous les traits de dame Platitude ». Pour éviter le piège dans lequel sont tombés bien des penseurs, Schnitzler se joue de l'Histoire en la représentant, dans un cabaret du Paris de 1789, sous les marques d'acteurs de fortune que viennent visiter de petits marquis. Ils viennent là comme ils iraient au bordel et assistent enjoués à la figuration de leur destitution.

Les deux textes, liés par Matthias Langhoff par quelques pas d'une valse placée et le coup de tonnerre craché par un fusil, s'enchaînent très naturellement. Tous deux sont servis par les mêmes comédiens dans le même décor. Seuls changent quelques accessoires et la lumière qui, de froide pour la Mission, s'échauffe lentement en une apothéose tricolore

insensée. Cet hyperchromatisme, signé de Rémy Monachon et Nicolas Widmer, consume le décor magnétique de Katrin Brack. Se jouant des lois de l'équilibre, il paraît vouloir régler son compte à la psychanalyse en échafaudant d'effrayantes boîtes et escaliers, pontes et trappes où disparaissent les personnages pour réapparaître aussitôt.

Il faudrait pouvoir citer les vingt-deux comédiens rassemblés par Matthias Langhoff et qui ont en peu de temps trouvé la cohérence d'une troupe expérimentée. Certains sont des familiers du metteur en scène comme Laurence Calane (Premier Amour et Léocadie), Charlie Nelson (Le marin et Grain), François Chastot (Galloudec et Prosper) et Serge Merin (Deboisson et Henri), tous quatre excellents. Une nouvelle fois, quel plaisir d'écrire tout le bonheur, toute l'admiration que suscite Serge Merin, qu'on n'a jamais vu d'aussi près, et d'aussi près exceptionnel. D'autres étaient des familiers de Langhoff mais ne le savaient pas, comme Christiane Cohendy (l'esclave et Séverine), puppeuse, savoureuse. Tous se sont livrés sans

arrière-pensée au théâtre forain, brutal, enjoué du metteur en scène qui veut qu'ils soient acrobates, danseurs, strip-teasers, meneurs de revue, diseurs. Ils ont pris tous les risques, et de ces risques jaillit toute la jubilation du théâtre.

Enfance meurtrie

Jamais un texte d'Heiner Müller n'aura paru aussi simple, aussi clair, aussi passionnant : jamais une œuvre d'Arthur Schnitzler n'aura paru aussi monstrueusement joyeuse et révolutionnaire. Cela, nous le devons à Matthias Langhoff, un homme d'exception qui porte le génie comme d'autres le chapeau, un homme qui a tellement réfléchi, cherché, médité qu'il s'en est allé rejoindre au fond de lui ce territoire éloigné, mystérieux de l'enfance. Entendons-nous bien, cette enfance-là que Langhoff partage avec Müller, est ancrée à l'Est, le vrai, froid, dur à l'individu ; une enfance meurtrie par une dictature qui a chassé l'autre ; une enfance dans laquelle, comme nous le confiait l'an passé Heiner Müller, « on trouve assez

d'impulsions, de forces, pour écrire des pièces méchantes ».

Tripudiation, volte et viravolte, heurt, malheur, à-coup, affirmation, négation, dénégation, deux textes embrassés l'un et l'autre par une mise en scène qui figure la révolution du monde et des êtres en autant de synopses après l'exaltation, ces moments de folie où tous les sens s'agitent et s'emballent. Et, au bout du chemin torturé, un seul enseignement : comme s'il fallait marcher joyeusement vers la mort. Mais cet enseignement-là n'a rien de pesant, il se joue du temps, du souvenir et de la métaphysique.

L'élégance suprême de Matthias Langhoff consiste dans la légèreté, la simplicité avec lesquelles il nous emmène au combat le plus difficile. On ne peut en finir avec l'Histoire qu'en anéantissant l'Histoire, écrit Heiner Müller ; on ne peut en finir avec l'Histoire qu'en la représentant, écrit Arthur Schnitzler. On ne peut en finir avec le théâtre qu'en lui donnant sa vie. Matthias Langhoff donne sa vie au théâtre et se consume en scène.

OLIVIER SCHMITT.

★ Cloître des Carmes. A 22 heures, jusqu'au 22 juillet (relâche le 18).

Zingaro dans la carrière

Une cornemuse chez les tziganes

La route est caillouteuse jusqu'à la carrière Callet. Elle est blanche, sèche, poussiéreuse, éclairée la nuit par des torches. Au bout de la route, au fond de la carrière entournée de très hautes falaises, est installé en demi-cercle le cabaret Zingaro. La falaise est abrupte, trouée tout en haut d'un cercle de lumière. Des ombres de cavaliers portant une femme en groupe s'y dessinent. Il y a au loin des loupes qui gémissent, l'appel d'une cornemuse. Au fond la porte s'ouvre sur un paysage éphémère. Apparaît, traquée par deux boucins une caravane surchargée de bougies, de fleurs fraîches roses et blanches, et au sommet est planté un petit Christ baroque. La piste est plongée dans la pénombre. Une procession barbare vient déranger les oses et les diadèmes qui y caquetaient.

C'est par ce cérémonial Heroic Fantasy que commence le nouveau spectacle de Zingaro. Le reste suit, plus rude, plus clownesque parfois que les précédents. Nous ne sommes plus chez les fantômes déçus de l'aristocratie mittel-européenne. Nous sommes dans un campement moitié tatar, moitié romanche où se seraient rejoints, tout au long d'un voyage insensé, les libres damnés de la civilisation. D'ailleurs, Zingaro, c'est à peu près ça.

La tribu a gardé ses chants triganes, sa calèche-corbillard qui transporte des bouteilles de vin rouge sang, ses chevaux orgueilleux auxquels se sont adjoints des ânes valeureux. Les valets de piste se sont diversifiés, mais continuent d'arro-

ser le sable avec la morgue des serveurs attachés au château depuis plus longtemps que leur maître. Un cosaque à barbe grise galope, son fouet entre les dents. Un formidable acrobate bondit et se retourne au rythme régulier de sa monture, une écuyère s'aligne au flanc de la sienna. Bartabas, le chef de la tribu, frime, se moque, puis danse avec ses chevaux un dialogue secret, grave et tendre.

Cercle magique

Le cercle magique s'est recréé au fond de la carrière Callet. Quelques choses se passent au-delà des performances et des gags. On entre dans un jeu qui ouvre des portes, et des images familières se cognent de façon inattendue. Bartabas met en scène un monde parallèle dont il ne dévoile pas tous les mystères. Il en propose des fragments à partir de quoi chacun trouve de quoi improviser dans sa tête. Bartabas a inventé une forme de spectacle qui se dérobe aux définitions, qui unit avec une royale audace l'esthétique bout de ficelle et le luxe de la nature. Qui, sinon lui, aurait osé terminer la représentation par trois guirlandes de lampes accrochées directement sur la paroi de la falaise, traçant dans la nuit un signe imprévisible ?

COLETTE GODARD.

★ Carrière Callet, 22 heures, jusqu'au 31 juillet. Relâche les 18, 22, 26, 28 juillet. (Parking et navette à partir de la porte Caillon.)

« Le Pays des éléphants » de Louis-Charles Sirjacq

L'homme révolté

1789, au Brésil, la révolte d'un homme ordinaire. En écho aux fêtes du Bicentenaire, une pièce d'aujourd'hui, un spectacle non exotique, presque intimiste, avec une star en son pays : Antonio Fagundes.

Des arbres, une terre ocre de sereno, un homme, et une corde. Cet homme veut mourir, assurément. La joie de quitter un fardeau trop lourd, tout son visage la dit. Ni un Noir qui est son valet, au Brésil du dix-huitième siècle donc un esclave, ni les femmes se ramenant sur son visage une étincelle. Un homme, en costume citadin, survient : il veut l'entraîner dans une révolte contre la métropole portugaise, il lui raconte l'histoire de Spartacus, vaincu parce que trop seul, et l'espoir resurgit sur le visage de cet homme. Le Pays des éléphants raconte une illusion perdue, la révolte avortée d'un homme ordinaire qui, un livre à la main, nourrit de Diderot plus que des échos d'une Révolution française naissante, a cru se battre pour le peuple, y perd l'espoir, et donc la vie, et il la quitte sereinement, mort déjà dans son cœur.

La pièce de Louis-Charles Sirjacq ne le nomme pas, mais il s'appelle Tiradentes, arracheur de dents, guérisseur, mulâtier et soldat de son état, un homme simple, meneur d'une conjuration dans les mines d'or du Brésil, un peu au nord de la flamboyante Rio-de-Janeiro d'aujourd'hui. Tiradentes est mort en 1792. La République brésilienne, proclamée un siècle plus tard, le sacra martyr de l'indépendance nationale. En un spectacle, Arena conta Tiradentes, Augusto Boal, l'homme du théâtre de l'opprimé dans le Brésil meurtri des années 60, réhabilita l'homme et son combat par les poètes, les colonels, les commerçants, les propriétaires terriens, ceux pour qui l'indépendance est une simple occasion de prendre le pouvoir.

« Les rapports artistiques Nord-Sud »

En assistant au Pays des éléphants, pièce de Louis-Charles Sirjacq, mise en scène d'Alain Milanti, connaître cette histoire, au fond, importe peu : la révolte de Tiradentes est d'hier et d'aujourd'hui, du Brésil et d'ailleurs. En revanche, la genèse de cette aventure théâtrale, une coproduction entre la France et le Brésil, est intéressante car inédite : il a fallu dix-huit mois de tra-

vail entre les deux équipes française et brésilienne pour parvenir à jouer en commun cette pièce contemporaine écrite sur commande, et qui touchait à un mythe national. Mené à quel sous la houlette de l'Association française d'action artistique, ce pari se situe « au-delà du transnationalisme culturel, et pose autrement les rapports artistiques Nord-Sud », dit le directeur du Festival d'Avignon, Alain Crombeque, qui a soutenu le projet en lui assurant un accueil en France. D'avril à juin, la pièce ne quitta pas l'affiche de Sao Paulo, où elle fut créée, mais dérouta un public peu accoutumé à un théâtre où la parole prime sur l'action.

Les comédiens sont tous brésiliens, et donc noirs, blancs, métis. La traduction en portugais est signée par l'un des plus grands poètes de leur pays, Ferreira Gullar. L'homme révolté, l'homme ordinaire, Antonio Fagundes, est une star des feuilletons télévisés et du cinéma, mais comédien avant toute chose, et directeur de la seule compagnie théâtrale permanente au Brésil, la Companhia Estável de Repertório (CER), qui vit grâce au mécénat et draine, à chaque spectacle, des milliers de fans. Antonio Fagundes, qui mettait en jeu son image de héros « positif », pouvait être content, puisqu'il aime emmener son public hors des sentiers battus. Il est au centre du spectacle, le porte à bout de bras, en un jeu rotatif, presque recueilli et composé, avec Francisco Reis, Tino l'esclave qui ne veut pas être effranchi, un beau duo. À quel sert la liberté si on n'a pas de quoi manger ? demande l'un. Elle sert à raconter répond l'autre.

Depuis la création, la mise en scène, bien sûr, a évolué. Le metteur en scène Alain Milanti a cherché l'osmose, en regardant du côté du Brésil pour l'histoire, mais de l'Occident pour l'esthétique. Son spectacle dépoli, simple, a du mal à nous aider à franchir le handicap d'une langue inconnue, d'autant que la pièce de Louis-Charles Sirjacq passe trop — par les dialogues, le débat d'idées, plus que par les situations : c'est la faiblesse, paradoxale, de ce spectacle emprunté par ailleurs de beaux instantanés, d'images aussi simples qu'un tapis bien déroulé sur le sol ocre. Le Pays des éléphants est réchauffé par le rythme de ces percussions qui, du plus profond de la nuit des temps, martèlent dans les têtes la joie du Brésil, pays emporté dans sa dette extérieure, la grande misère, la violence et l'oubli de son histoire. Pays de grand cœur et de peu de mémoire, contrairement aux éléphants.

ODILE OURROT.

★ Cloître des Célestins, 22 heures. De 15 au 21 juillet.

MUSIQUE

« Quatrevingt-treize », de Duhamel, à Fourvière

La Terreur et la pitié

Fresque historique, le roman vendéen de Victor Hugo, devenu un opéra, est d'abord une méditation sur les victimes, la barbarie et l'altruisme.

Contrairement à Dussan dans son Roméo et Juliette (le Monde du 12 juillet), Antoine Duhamel a pris au sérieux la Révolution dans sa dernière œuvre, en cette année commémorative. Il s'interroge en humaniste et en musicien sur ce phénomène étonnant et terrible ; il lui fallait, dit-il, « parler de la Terreur dans le cadre d'un Bicentenaire qui s'efforce de n'en pas parler ». On pourra lui rétorquer qu'il a quatre ans d'avance.

Le vaste opéra (trois heures) qu'il a écrit est en effet une adaptation fort généreuse de Quatrevingt-treize (l'orthographe est du poète), le roman de Victor Hugo habilement décomposé par Gil Ben Aych ; l'Opéra de Lyon vient de le créer au Théâtre romain de Fourvière.

Pas moins de vingt-huit scènes et deux actes (séparés par un intermède parlé mettant aux prises Robespierre, Danton et Marat) pour évoquer la tragédie épopée vendéenne, tantôt chez les Blancs, tantôt chez les Bleus, où se répartissent également les cruautés et les actes généreux.

Sur le vaste plateau aux arrières-plans boisés dominant la ville, le metteur en scène Guy Contance a déployé avec maestria une suite de

tableaux hauts en couleurs : à bord d'un vaisseau royal où un canon foudroie la panique ; au plus fort des batailles entre Chouans et Bonnets rouges crachant la mitraille ; dans une tour en feu ; au pied de la guillotine, etc. Le lieu de tous ces événements est une immense carte de l'ouest de la France, superbe, de Louis Bercut.

Une abondante figuration de sans-culottes et de paysans aux blouses frappées du Sacré-Cœur raconte passionnément ce drame aux épisodes frappants, qui s'achève par une cascade d'événements chevaleresques : le marquis impitoyable se fait prendre pour avoir sauvé trois enfants dans un incendie ; le commandant républicain le libère et prend sa place en prison ; il est guillotiné sur l'ordre du délégué de la Convention, qui, au même moment, le suit dans la mort en se tirant une balle dans la tête. Force reste à l'implacable loi, qui n'a pu cependant détruire la pitié.

Une grandiloquence hugolienne

La fidélité des auteurs à Victor Hugo est touchante : pas un mot qui ne soit de lui et aucun « accommodement » théâtral, même dans les épisodes les plus compliqués. Pour traiter cette fresque ample et minutieuse, Antoine Duhamel a bénéficié de son expérience cinématographique. Malgré un effectif instrumental très important, l'action se déroule rapidement ; l'orchestre évoque, décrit, commente, soutient la parole

et le chant, en leur laissant toujours la prééminence. Et l'on ne s'étonne jamais de voir ces héros révolutionnaires chanter, tant leur diction et leur style s'accroissent avec le lyrisme direct et la grandiloquence naturelle de Hugo.

En revanche, le compositeur n'a pas vraiment communiqué un souffle épique à cette abondance d'épisodes. Le langage musical est souvent trop gris et monotone ; on aimerait parfois qu'un coup d'éclat, un accélération lyrique, des airs de grand caractère, viennent donner du relief à cette fresque bien écrite, mais qui reste un peu trop au niveau d'un roman-feuilleton en musique.

L'Opéra de Lyon et Guy Contance ont admirablement monté cette œuvre intimidante, avec une nombreuse distribution, dominée par le marquis altier de Jean-Philippe Courtès, Tibère Raffalli en général républicain, Valérie Millet (la mère qui concentre en elle-même toute la misère de ces temps troubles), Jocelyne Tailon, Pierre-Yves Le Maigat, Didier Henry et bien d'autres. On regrettera que la sonorisation des chanteurs, sans doute nécessaire, soit inégale et parfois gênante.

Et toute cette fresque vit grâce aux chœurs excellents, qui remplissent les lieux de leurs cohortes farouches ou pitoyables, et à l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, sous la direction de Valérie Millet par Patrick Fournillier, qui a porté sans faiblir cette création écrasante.

JACQUES LONCHAMPT.

Légion d'honneur

Nous publions ici, la liste de la liste des promotions et nominations du 14 juillet 1989 (le Monde du 15 juillet).

Solidarité, santé et protection sociale

Sont premiers officiers :
MM. Jacques Caen, médecin chef de service de laboratoire d'hématologie à l'hôpital Lariboisière; Marcel Griseud, chirurgien honoraire des hôpitaux; Jacques Luffard, président de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Jean-Michel Alexandre, chef de service de rhumatologie à l'hôpital Broca; Jean-Claude Aubran, médecin-chef du groupe Rhéa-Poulenc; Guy Baudouin, directeur délégué de Bayard-Press; Ary Bocche, médecin honoraire des hôpitaux; Raymond Bouchouche, président d'une union nationale d'anciens combattants; Bernard Boim, premier vice-président de l'Association des sociétés juives de France; Henri Bouchouche, chef de service d'orthopédie pédiatrique de l'hôpital Broca; Robert Devin, chirurgien-chef de service au centre hospitalier universitaire de la Timone, à Marseille; M. Raphaël Douah, secrétaire général de « France-Liberté »; Dominique Ducas, médecin-chef de service de médecine nucléaire au CHU de Bordeaux; Jacques Ducas, président de l'association des services de médecine du travail interentreprises des Pyrénées-Orientales; Michel Fardoux, médecin spécialiste; Raymond Gérard, médecin-chef de service de cardiologie au centre hospitalier et universitaire de Marseille; Claude Laffont, chef de service de médecine interne au centre hospitalier de Châlons-sur-Marne; Pierre Mourgue-Molins, conseiller technique du président de la Mutualité française; Michel Prouzet, praticien hospitalier à l'hôpital Jean-Dominique de la Croix-Rouge; Dominique Tournier, directeur inspecteur général adjoint de la santé et de la population à l'inspection générale des affaires sociales; Raymond Vial, administrateur de l'association des centres de soins infirmiers de la région nantaise; Françoise Walter, médecin spécialiste.

Anciens combattants et victimes de guerre

Sont premiers officiers :
MM. Georges Carbois, secrétaire général de la Fédération nationale des anciens combattants résidant hors de France; Louis Dalin, président de l'Union nationale des anciens de guerre; Jean-Michel, président de l'association Libérer et Réduire.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Recherche et technologie

Sont premiers officiers :
MM. Roger Gauthier, professeur de biologie cellulaire à l'université Pierre-et-Marie Curie; Jean-Pierre Vernant, professeur au Collège de France.

Sont premiers officiers :
Mme-Viviane Choquet, professeur à l'université Paris-VI, membre de l'Institut, Académie des sciences; MM. André-Marie Joliet, directeur de l'Institut, professeur au Collège de France; Pierre Kari, professeur à l'université de Strasbourg, membre de l'Institut, Académie des sciences; Emmanuel Le Roy Ladurie, administrateur général de la Bibliothèque nationale, professeur au Collège de France.

Sont nommés chevaliers :
MM. Francis Abovany, directeur de la division des affaires juridiques du Centre national de la recherche scientifique; Jean Aubouin, professeur à l'université Paris-VI, membre de l'Institut, président de l'Académie des sciences; Claude Dumas, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique; M. Nathalie Duoulier, directrice de l'Institut d'information scientifique et technique; MM. Marcel Gontsfangues, ingénieur en chef de télécommunication; Yves Lancelotti, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique; Claude Levy, professeur d'histoire et de géographie en retraite; Jean Marrou, directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique; Serge Moscovici, maître de recherche au Centre national de la recherche scientifique; Rodolphe Rashed, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique; Maurice Roca, professeur à l'université Paris-VI; Alain Ruelan, professeur à l'École nationale supérieure d'agronomie de Rennes; Jacques Winter, chef de département de recherches fondamentales du centre d'études

médicales de Grenoble du Commissariat à l'énergie atomique.

Commerce extérieur

Est promu commandeur :
M. Michel Gaudet, ancien président de la cour d'arbitrage de la chambre de commerce internationale.

Sont premiers officiers :
MM. Charles Duzant, président d'honneur de sociétés; Jacques Masson, président-directeur général d'un groupe de sociétés.

Sont nommés chevaliers :
MM. Antoine Bourgeois, président-directeur général de sociétés; Ariste Groff (dit Albert), directeur d'usine; André Lecomte, président d'un conseil d'administration de sociétés; Jean-Daniel Fortin, ministre conseiller, chef des services de l'expansion économique aux États-Unis.

Droits des femmes

Est promu officier :
M. François Girard, journaliste.

Sont nommés chevaliers :
M. Antoinette Granger, épouse Roussin, présidente-directrice générale des Éditions des Femmes; Marie-Jeanne Quémener, veuve Remond, présidente du groupe EDM International S.A.

Anticommunistes

Sont premiers officiers :
MM. Georges Carbois, secrétaire général de la Fédération nationale des anciens combattants résidant hors de France; Louis Dalin, président de l'Union nationale des anciens de guerre; Jean-Michel, président de l'association Libérer et Réduire.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers :
MM. Raymond Chapon, président de la commission de contrôle de l'union des blessés de la face Les Guerles cané; André Drouin, vice-président d'une section de la Société nationale Les Médailles militaires; M. Jacques Davignon, épouse Blaise, vice-présidente de l'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance; MM. Joseph Hamon, membre du conseil d'une association d'anciens combattants; Pierre Malgouy, administrateur et secrétaire départemental de la Fédération nationale des plus grands invalides de guerre; Barthélémy Milla, membre du bureau d'une association départementale de combattants volontaires de la Résistance; Alexandre Peres, président départemental de l'association Les Ex-Invisibles, des services de renseignements français et des paysannes; Pierre Vignes, membre actif de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5044

HORIZONTALEMENT

I. Rassemble des papiers. Utile pour faire des courses. - II. Créait des liens. A besoin d'air. Donnait un avis. - III. Pour lui, il faut mettre la main à la pâte. Est un très grand maître. Est visible sur certaines enveloppes. - IV. Agit lentement. - V. Un qui tombe dans l'oreille d'un sourd ! C'est le Pérou ! - VI. Un qui ne veut peut-être rien savoir. Source d'écume. - VII. Vif disparaitre une cité et en vit naître une autre. Sont peut-être en train de cuire. En Roumanie. - VIII. Veit passer beaucoup de monde. Aide à l'enfance. - IX. Arrivée à la fin. Gagne des batailles et perd des guerres. Accomplir la force. Signale sa présence. - X. Susceptible d'être dominé. Tels qu'on n'en fera pas une maladie. - XI. Bras dans l'eau. Loge dans des trous. - XII. Sort sans se couvrir. Note. Loir. - XIII. L'ouvrage. - XIV. Conjonction. Aime à se divertir. Ne charrir pas trop. - XV. Se cramponne bien. Le petit est plus sympa. Terme musical. - XVI. Son fil est solide. Bien diminue. Bon coureur. - XVII. Moyen de se faire comprendre. Tréposition. Récite beaucoup plus qu'il ne sème.

VERTICALEMENT

1. Tendance à se répéter. Est libre comme l'air. - 2. Est la tête d'un réseau. Tel un gîteau auquel personne n'a en part. - 3. Obtenu par chance. Bien fait. Le meilleur est à l'intérieur. Produit alimentaire. - 4. Intéresse le chimiste. Amateur de ballon. - 5. On en profite tous. Va de la tête aux pieds. - 6. Ont beaucoup à nous apprendre. Il est difficile de s'en débarrasser. Donne des idées. - 7. On certains ont fait leur tour. Peut-être dans de construire et bâtir. Pronom. - 8. Trouve à redire. Dort comme un

Solution du problème n° 5043

Horizontalement

I. Envelopper. - II. Tous. Lar. - III. Aléatoire. - IV. Li. Unial. - V. Aso. Ais. - VI. Ger. Lega. - VII. Irris. Eon. - VIII. Gala. Na. - IX. Totalement. - X. Bui. Muet. - XI. Sol. Messe.

Verticalement

1. Etalagiste. - 2. Nolisier. Été. - 3. Sue. Original. - 4. Essai. Sati. - 5. Tralala. - 6. Elot. Aimé. - 7. Laineux. Eus. - 8. Irrationnels. - 9. Reels. Nette.

GUY BROUTY.

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi et dimanche-matin. Signification des symboles : * Signalé dans « le Monde radio-télévision ». □ Film à écrier. ■ On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ n.p. Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 15 juillet

TF 1	CANAL PLUS
20.35 Jeux : Intervilles. 22.35 Série : Dans la chaleur de la nuit. 23.30 Magazine : Forêt. 0.30 Journal et Météo.	20.30 Série : Taggart. 22.00 Documentaire : La censure au cinéma. 23.00 Flash d'informations. 23.45 Cinéma : Les hommes de la loi. 0.30 Cinéma : Hair n.p.
A 2	LA 5
20.40 Jeux sans frontières. 22.00 Documentaire : Les grandes batailles. 3. La bataille de l'Atlantique. 23.00 Journal et Météo. 23.15 Festivals : Retour au château.	20.30 Téléfilm : Spécial K 2000, la revanche. 22.20 Série : La belle et la bête. 23.20 Série : Kojak. 0.00 Journal de minuit.
FR 3	M 6
20.35 Sandys. 21.50 Journal et Météo. 22.20 Spectacle : La Marseillaise. 23.15 Documentaire : La grande aventure d'Alsace-Provence.	20.30 Téléfilm : Belle nuit pour une pendaison. 22.05 Téléfilm : Le procureur et l'assassin. 23.40 Six minutes d'informations. 23.45 Magazine : Chances.

Dimanche 16 juillet

TF 1	CANAL PLUS
<p>13.00 Journal. 13.15 Série : Un fil dans la main. 14.05 Série : Rick Hunter, l'inspecteur choc. 15.00 Magazine : Spécial sport. 16.30 Téléfilm : Les hommes de la loi. 16.40 Magazine : Spécial sport (suite). 17.20 Des films animés : Disney parade. 18.30 Série : Vivement lundi. 19.00 Magazine : 7 jours. 7 invité : Jacques Attali. 20.00 Journal. 20.30 Météo et Tapie vert. 20.35 Châma : Mix et les ferretiers. m.m 22.25 Magazine : Ciné d'information. 22.30 Châma : Excitateur mix. m</p>	<p>attrapeur le bac. m 23.55 Musique canap.</p>
LA 2	CANAL PLUS
<p>13.00 Journal et Météo. 13.40 Série : Privés de choc. 14.30 Documentaire : La planète des animaux. 15.20 Magazine : Sports 444. 18.10 Série : Papa et ses enfants. 18.40 Magazine : Soirée 2. Le Journal du Tour de France. 19.30 Série : Les pigeas-saïetta. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Téléfilm : Duet. 21.15 Magazine : Excuses. 22.00 Journal et Météo. 22.30 Série : Solitaire. 22.50 Magazine : Musique en concert de Noël.</p>	<p>13.00 Série : Frog show. 13.25 Flash d'information. 13.30 Des films animés : Décade des Bessy. 14.55 Téléfilm : Un royaume pour Madame Simpson. 16.30 Sport : Canals international. 17.30 Série : Nienteur G. m. 18.00 Châma : L'animal. m Et ça clip. Jusqu'à 20.30. 19.35 Flash d'information. 19.40 Les spectacles du cinéma. 20.30 Série : Les mystères G. m. 22.25 Flash d'information. 23.30 Châma : Le tatoué. m. 23.55 Sport : Canals international (rediff.). 0.30 Châma : Le tatoué. m</p>
LA 5	CANAL PLUS
<p>13.00 Journal. 13.30 Série : La haine et la pite (rediff.). 14.25 Série : L'inspecteur. 15.00 Félicitation : Les dames de la côte. 17.05 Magazine : Les spectacles du cinéma. 18.05 Série : Héro. 18.50 Journal et Météo. 19.00 Série : La fièvre d'Hawaii. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Le prole du désert. 22.30 Châma : Les spectacles du Cinéma. 0.00 Journal et Météo.</p>	<p>13.00 Série : Les mystères du monde. 13.30 Série : Les mystères du monde</p>

LANGUEDOC-ROUSSILLON

L'IGN aide l'aménageur

Pour la première fois, un département, l'Hérault, s'équipe avec l'Institut géographique national (IGN) d'un système d'informations géographiques numériques.

Avec les données de l'IGN, représentation entièrement numérique de tous les aspects du paysage (réseaux routier, ferré, hydrographique, de transport d'énergie, limites administratives, bâti, équipement, végétation, relief, noms de lieux), le département construit un système informatique de localisation de toutes les données dont ses services et les communes du département ont besoin. Une convention a été signée à cet effet entre Gérard Saumade, président du conseil général, et Claude Martignaud, directeur général de l'IGN.

L'utilisateur (département, syndicat intercommunal, société d'aménagement, bureau d'études, ...) qui dispose d'un logiciel d'application, peut, au choix, obtenir une visualisation des seules données qui l'intéressent, effectuer des sorties graphiques à la demande, explorer d'autres possibilités plus évoluées, telles que croiser avec des données statistiques, calculs d'itinéraires, insertion de projets, images de synthèse...

La Borie : la polémique continue

Rebondissant dans l'histoire mouvementée du barrage de La Borie, cet ouvrage qui, pour alimenter les plaines du Gard en eau d'irrigation, doit noyer une vallée pittoresque et « historique » en amont de Saint-Jean-du-Gard. Après le rapport remis en avril dernier à Michel Rocard par un ingénieur du génie rural, la consternation régnait parmi les défenseurs du site (le Monde des 3 et 10 mai). Le document concluait en effet que la solution de rechange consistant à pomper dans le canal du Bas-Rhône-Languedoc serait deux fois plus dispendieuse que celle du barrage. Mais les Cévenols sont combatifs. Ils ont demandé à un autre expert hydraulicien non moins éminent, Henri Boumendil, de vérifier les calculs de son prédécesseur.

L'analyse d'Henri Boumendil rétablit pratiquement l'équilibre entre les deux solutions. Elle souligne que le barrage ne donnerait qu'une très faible protection contre les crues, qu'il n'assurerait pas les besoins en eau d'irrigation deux années sur dix, mais qu'il serait assurément le meilleur marché (250 millions de francs, tout de même).

En revanche, le pompage dans le canal du Bas-Rhône garantirait l'irrigation quelle que soit la pluviosité, alimenterait en eau les villages, mais coûterait théoriquement deux fois plus cher en investissement et en fonctionnement. Cependant, en pratique, les ouvrages pourraient être réalisés au gré des besoins, ce qui réduirait sensiblement les coûts.

LIMOUSIN

Limoges étape internationale

Une plate-forme internationale de fret va être réalisée à Limoges, dans la perspective de la liaison autoroutière interrompue de Calais à Barcelone par Paris, Toulouse et le tra-

UN COLLOQUE DE LA FONDATION DE FRANCE

La grande aventure des entreprises d'insertion

La Fondation de France organise, le 12 octobre prochain à Paris, un colloque où quelque trois cents élus locaux, des chefs d'entreprise, des représentants de l'administration... seront invités à réfléchir sur l'action menée par les entreprises d'insertion et les moyens de la développer. Un comité de parrainage, qui réunit des responsables politiques de toutes sensibilités, a été créé à cette occasion.

L'objet de cette rencontre est d'amener les élus locaux à prendre conscience de cette approche originale qu'est « l'insertion ».

NÉES de la crise, les entreprises d'insertion — qui s'appellent alors les entreprises intermédiaires — ont bien failli disparaître. C'est presque par miracle qu'on en compte aujourd'hui deux petites centaines, surtout présentes au nord d'une ligne allant de Marseille à Dunkerque, qui auront employé quelque trois mille personnes, jeunes pour la plupart, promises à l'exclusion, sinon à la dérive.

Au pire moment, entre 1986 et 1988, quand M^{me} Nicole Catala, alors secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, dissimulait à peine son désir de les voir disparaître, plusieurs d'entre elles ont dû leur salut au soutien de la Fondation de France et du PROMOFAP (organisme collecteur de fonds destinés à la formation du secteur sanitaire et social).

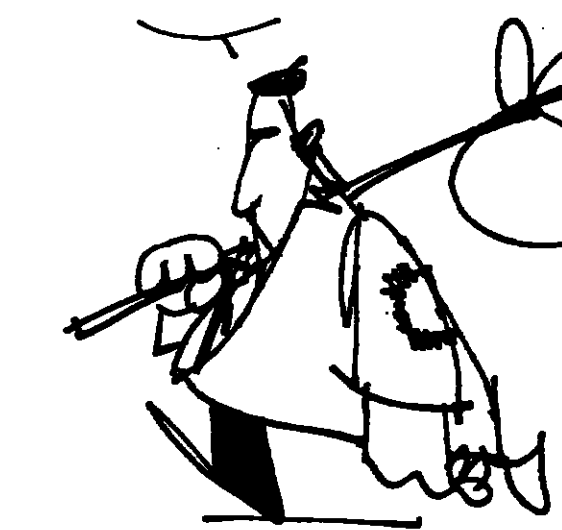
Entreprise d'insertion ? L'idée vient de travailleurs sociaux qui se rendent compte de l'impossibilité pour eux de réussir une véritable intégration sociale de marginaux ou de chômeurs de longue durée sans les insérer dans une démarche économique. Certains découvrent même que, dans des cas précis, le fait de renouer avec un milieu de travail vaut toutes les formations ou les démarches d'insertion, plus psychologiques. Ils imaginent donc de créer des entreprises d'un type particulier, a priori sur des créneaux d'activité, qui serviraient de sas entre l'insertion forcée et le retour progressif à une situation salariale normale.

Transformé en chefs d'entreprise, entourée d'une équipe d'encadrement relativement forte, ces travailleurs sociaux investissent donc le second œuvre du bâtiment, les métiers du bois ou de la restauration. Quelques réussites

« les entreprises d'insertion — il en existe actuellement environ deux cents — en se donnant pour tâche de réinsérer dans le monde du travail des personnes en difficulté — chômeurs de longue durée, anciens prisonniers, marginaux... Ce ne sont pas, disent les organisateurs du colloque, des organismes d'assistance mais des entreprises « du troisième type » qui « ont su allier gestion sociale et gestion économique ».

La Fondation de France (1), dont le rôle est d'aider les expériences sociales

J'AI TROUVÉ DU TRAVAIL
DANS UNE USINE QUI FABRIQUE
DES OUVRIERS.



sont exemplaires. L'ATFJ de Chambéry a monté un atelier de matériaux composites, fabrique des pare-chocs de camions et sort le prototype d'un voilier de compétition. Le CIEDI de Saint-Etienne, qui emploie cent salariés et intervient dans cinq ou six domaines différents, a recruté deux architectes et construit des matériels pour les handicapés. Alors que les stages pour ces publics dévalorisés ne débouchent que dans 30 % des

cas sur un emploi fixe, les entreprises d'insertion obtiennent un taux de placement à l'extérieur d'environ 60 % après une présence limitée volontairement à un an au maximum.

Parce que ce rôle transitoire et renouvelé ne permet pas forcément d'atteindre des objectifs normaux de rentabilité, les entreprises d'insertion ont, dès l'origine, demandé à bénéficier d'un statut particulier. Elles ont commencé par recevoir des aides de l'ordre de

comportements sur des spécificités économiques et culturelles... »

Le texte ajoute : « Pour son devenir, Poitou-Charentes est ouverte sur l'Europe et le monde. Dans cette perspective, la région développe une stratégie de coopération interrégionale. Le conseil régional de Poitou-Charentes souhaite la poursuite de la décentralisation, souligne l'urgence d'une clarification des compétences des différentes collectivités et demande à l'Etat des moyens supplémentaires pour faire face au transfert de charges déjà réalisées mais aussi à venir... »

PROVENCE-COTE D'AZUR

L'espace à Mandelieu

Une semaine pour s'initier à l'espace et s'entraîner — pour de

30 000 francs par emploi créé, la part des soutiens publics ne devant pas dépasser 50 % du chiffre d'affaires la première année, et 40 % puis 30 % les années suivantes.

Plus tard, quand cet avantage fut supprimé par le gouvernement de Jacques Chirac, elles utilisèrent massivement des exonérations des formules de la formation en alternance, accessibles pour tous à l'époque, afin de se maintenir, jusqu'à ce que Philippe Séguin, alors ministre des affaires sociales, les réhabilite en mars 1988. Depuis, et grâce à de nouvelles améliorations, elles peuvent signer des conventions qui leur ouvrent droit à toutes les mesures d'aide de la politique de l'emploi et, en contrepartie, les obligent à recruter des chômeurs âgés autant que des jeunes.

On voit bien ce qui gêne dans ces initiatives originales, soupçonnées de faire concurrence aux petites entreprises locales et aux artisans, ou accusées de préfigurer des ateliers protégés. C'est d'ailleurs ce qui motiva la longue hésitation de Laurent Fabius, avant que celui-ci ne signe une circulaire autorisant officiellement la création des entreprises intermédiaires en avril 1988.

En réalité, la plupart de ces griefs sont désormais éteints. Outre que cette expérience est limitée, il est désormais admis que leur statut privilégié correspond à un moindre coût pour la collectivité. D'autant que, pour atteindre leur objectif social, elles ne reçoivent plus de subventions d'Etat.

ALAIN LEBLAUBE.

(1) 40, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 42-25-66-66.

vrai — comme des spationauts. A Mandelieu-la-Napoule, près de Cannes, un « camp de l'espace » est ouvert depuis quelques jours aux jeunes gens de 10 à 18 ans.

Bâti comme une cathédrale futuriste sur un terrain de 8 100 mètres carrés, le premier Space camp européen, racheté pour 40 millions de francs à Jacky Setton (de la firme Pioneer) a été conçu et réalisé par Patrick Baudry, Christian Pellerin, président de la SARISEERI, et Henri Martre, président de l'Aéropatiale, qui y voient un formidable moyen pour les jeunes de s'immerger totalement dans un monde qui fascine nombre d'entre eux.

Une semaine durant, les 144 adolescents qui peuvent être accueillis lors de chaque stage, seront encadrés par vingt-trois animateurs. Avant l'entraînement proprement dit, ils seront initiés à l'astronomie, à la course des satellites, à la météo avant d'effectuer dans un simula-

teur ultra sophistiqué un vol dans l'aviation spatiale Hermes. Entre-temps ils auront appris à marcher sur la Lune dans les conditions réelles d'apesanteur.

Les adultes eux aussi pourront le plus sérieusement du monde jouer les astronautes au cours de week-ends spécialement conçus à leur intention.

RHONE-ALPES

Que faire de la presqu'île lyonnaise ?

Comment aménager les 60 hectares du confluent lyonnais, actuellement occupés par des entrepôts, un marché-gare et un port légal, mais insalubre d'ici 1997 ? Pour bénéficier d'un regard neuf sur cette question qui occupe les esprits depuis un certain nombre d'années, la ville et la communauté urbaine de Lyon ont invité, du 8 au 12 juillet, un groupe d'urbanistes américains, canadiens, suisses et français, à dresser une expertise.

Ceux-ci ont en évidence deux « aberrations » bien connues des Lyonnais et des millions de touristes qui traversent chaque été le capital des Gaules : la présence de l'autoroute dans la ville, « qui crée une barrière infranchissable », et celle du centre d'échanges de Ferrache, au sud de la presqu'île, qui en « verrouille » la pointe. Leurs esquisses, qui dévient la circulation de transit vers l'est ou l'ouest, transfèrent donc l'autoroute en boulevard urbain et suppriment l'écluseur.

Ces huit experts ont estimé que le site avait une valeur, particulièrement symbolique : « Il marque l'entrée dans la cité et effectue la transition entre le « hard » — quartier économique de l'ex — et l'« émotion » — les berges de la Saône. Pour le mettre en valeur, ils proposent soit d'y créer une grotte artificielle recouverte, en surface, de terrasses et de jardins, soit de construire une place triangulaire descendant en pente douce vers l'Amont où se marient Saône et Rhône... »

L'expertise a été organisée à la demande de Mme Métégeat-Wellington, consultante en urbanisme à New-York et présidente de l'Association Partners for Livable Places (Associés pour des villes agréables à vivre), qui rassemble des urbanistes, des investisseurs et des hommes politiques décidés à améliorer la qualité de la ville. Celle-ci avait déposé sa proposition d'expertise — gratuite — en 1987. Il aura fallu attendre la nouvelle municipalité pour qu'une réponse favorable soit donnée. Encore M. Michel Néfus, à l'été précédent, à l'attention des habitants qui se plaignent de voir plusieurs chantiers lyonnais aux mains d'architectes étrangers, que « la ville a besoin de ces regards extérieurs pour voir les lieux auxquels elle s'est habituée ».

Moscou

rejoint Metropolis

L'Association mondiale des grandes métropoles — Metropolis —, que préside Michel Giraud, sénateur RPR, ancien président du conseil régional d'Ile-de-France, annonce que Moscou vient d'adhérer à l'association, ce qui porte à sept le nombre de grandes métropoles membres de Metropolis, de Londres à Addis-Abeba, de Mexico au Caire en passant par l'Ile-de-France. Le prochain congrès de Metropolis, en octobre 1990, aura lieu à Melbourne.

J.-F. S.

(1) Union régionale du Sud-Est pour la sauvegarde de la vie, de la nature et de l'environnement, 52, av. du Maréchal-Juin, 06400 Cannes. Tél. : 93.94.34.68.

(2) Dans la loi du 7 janvier 1983 : « Le territoire communal est une partie du patrimoine national. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant... »

LE ROLE DES COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Jean Mattéoli : des compétences mal utilisées

LES comités économiques et sociaux régionaux, dont la composition et le mode de fonctionnement ont été très légèrement modifiés, viennent de renouveler leur bureau et d'être — le plus souvent réélus — leur président.

Ce sont des assemblées consultatives placées auprès des conseils régionaux dont elles sont chargées de préparer et d'éclairer les décisions. Mal connues, elles sont, aussi, mal utilisées ; ce qui est dommage car leurs travaux sont souvent très pertinents et, de toute façon, reflètent la position de l'ensemble des acteurs sociaux et économiques qui y sont représentés.

A intervalles plus ou moins réguliers les présidents des comités rassemblés au sein d'une « assemblée permanente » se réunissent, le plus souvent au Conseil économique et social qui est un peu leur tuteur, très officieux, comme nous l'a précisé son président, Jean Mattéoli.

« Décentralisation oblige, nous dit celui-ci, le Conseil économique et social n'a, vis-à-vis des comités, aucun rôle officiel. Je m'efforce simplement de faciliter entre eux les contacts, de répondre, volontiers, aux invitations que tel ou tel pré-

sident m'adresse. Cela dit, ces contacts informels mériteraient sans doute d'être « plus fréquents, mieux organisés, plus efficaces ».

Les situations varient suivant les régions, les hommes qui les dirigent, mais une chose est certaine : les comités ont souvent du mal à trouver leur place auprès de leur exécutif, les conseils régionaux, dont dépend leur budget et qui décident ou non de les associer à leurs travaux. Ce sont ces difficultés communes que pourraient évoquer les présidents des comités.

« Il y a en outre, dit Jean Mattéoli, un certain nombre de dossiers importants dont pourraient se saisir plusieurs comités régionaux. Un exemple : l'ouverture du tunnel sous la Manche aura des conséquences sur le Nord-Pas-de-Calais, bien sûr, mais aussi la Champagne-Ardenne, la Picardie et l'Ile-de-France. Pourquoi les comités des quatre régions ne décideraient-ils pas de lancer en commun études et réflexions sur ce sujet ? »

Le conseil et les comités échangent entre eux automatiquement leurs rapports. Les papiers — des tonnes de papier — circulent ; pas les idées. « Il serait pourtant intéré-

sant, explique encore Jean Mattéoli, qu'un de nos rapporteurs sur un dossier important puisse s'exprimer devant les représentants des comités, recueillir l'avis de ceux-ci. Certains de nos travaux — par exemple l'étude que nous avons menée sur l'évolution du système de formation des jeunes en fonction de l'évolution technologique — ont pourtant des conséquences directes dans les régions et dans celles-ci, à l'inverse, les comités ont des contacts beaucoup plus conviviaux avec les réalités et les responsables locaux. J'ai été, autre exemple, très intéressé par les échos suscités en province par notre rapport sur l'urgence à l'hôpital. On a ainsi bien vu, sur le terrain, qu'il était indispensable de ne pas maintenir que les services d'urgence les mieux équipés et qu'il ne fallait pas hésiter, si besoin était, à faire appel aux médecins privés... »

L'objectif serait donc, tout en tenant le plus grand compte des réalités et des susceptibilités locales, de décider enfin de se servir de ces excellents outils de préparation et de concertation que pourraient devenir les Comités économiques et sociaux.

F.S.

LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

La Côte d'Azur inventoriée

SES visiteurs s'en apercevront : est-ce la Côte d'Azur, son bord de mer mais aussi son arrière-pays, continue d'être menacé par son propre succès, de plus en plus fréquenté, de plus en plus bâtie, bétonnée. Depuis vingt ans l'URVN (1)

et les quelques trois cents associations qu'il fédère s'efforcent de contenir et de contrôler le raz de marée immobilier par des actions d'information, des interventions publiques, quelques procès retentissants. Mais elle est trop souvent condamnée à intervenir a posteriori lorsque le mal est fait ou sur le point d'être fait. D'où la décision qu'on prie les défenseurs de l'environnement de travailler beaucoup plus en amont, auprès des maires responsables, maîtres des permis de construire et donc premiers — et derniers — responsables de la préservation du patrimoine naturel.

Transposant en quelque sorte l'idée lancée par un célèbre inspecteur des monuments historiques du Second Empire, Prosper Mérimée, l'URVN propose aux maires d'établir à leur intention un inventaire des richesses naturelles de leur commune qui leur permettrait de connaître, avant de prendre des décisions de planification, d'équipement ou de construction,

l'état de leur territoire, les parties de ce territoire qui doivent être traitées avec beaucoup de précaution ou systématiquement protégées.

Cet inventaire rassemble les études faites par tous les services spécialisés et par les scientifiques sur la géologie, l'hydrologie, la climatologie, la pédologie, la couverture végétale, la faune, la botanique, le milieu marin, les rivières... Il en exprime les conclusions en les rapportant à une même échelle sur la carte de la commune. Il essaie de caractériser et d'évaluer l'intérêt écologique des différents secteurs de la commune.

Pierre Reynaud, le président de l'URVN, rappelle que depuis les lois de décentralisation de 1983, les maires sont les garants devant la nation de la préservation du territoire de leur commune (2). L'inventaire leur permet de mieux le connaître, de mieux le défendre et également de sensibiliser la population à la qualité de son environnement.

Une quinzaine d'inventaires ont déjà été élaborés : à Saint-Rémy-de-Provence par exemple, Vauvenargues, Fréjus, Cassis, Saint-Tropez, Digne... Ils ont en général été bien reçus par les maires, qui

les ont utilisés pour organiser des expositions ou des sessions pédagogiques dans les écoles.

L'Etat — le ministère de l'environnement — a financé les premiers inventaires. Le conseil régional a ensuite, à partir de l'Etat, subventionné neuf études à 40 % de leur coût. Aujourd'hui, ce sont les conseils généraux qui sont sollicités pour prendre le relais en encourageant, par le biais d'une subvention, les communes de leur département qui désirent faire réaliser un inventaire. Ceux du Var, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône ont donné leur accord. Il n'est pas exclu enfin qu'un certain nombre de grandes entreprises de la région participent au financement de ces bilans de santé du patrimoine naturel, qui coïncident en moyenne 80 000 francs pièce et sont réalisés en grande partie par des étudiants en fin de cycle.

J.-F. S.

(1) Union régionale du Sud-Est pour la sauvegarde de la vie, de la nature et de l'environnement, 52, av. du Maréchal-Juin, 06400 Cannes. Tél. : 93.94.34.68.

(2) Dans la loi du 7 janvier 1983 : « Le territoire communal est une partie du patrimoine national. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant... »

Économie

... Le Monde • Dimanche 16-Lundi 17 juillet 1989 15

Un entretien avec M. Olivier Stirn

Le gouvernement aidera le tourisme social à rénover cent trente mille lits en dix ans

Le tourisme social ne se porte pas bien. Ses villages de vacances ont vu leurs ventes baisser de moitié en 1988. Les départs de bilans ont subi une accumulation de pertes. M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, vient de présenter au conseil des ministres un plan de rénovation qui aboutirait à mettre aux normes cent trente mille lits en dix ans. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il rappelle aussi que les fêtes du Bicentenaire rapporteront dix milliards de francs à la France.

« Vous venez de présenter au conseil des ministres une communication sur le tourisme social. Celui-ci souffre de graves problèmes. Pourquoi depuis un an avez-vous privilégié le tourisme commercial ? »

« Les deux notions de compétitivité et de solidarité sont indissociables, mais lorsque je suis arrivé dans ce ministère, on m'a tenu un discours franchement pessimiste selon lequel la balance des paiements touristique française se détériorait inexorablement parce que nos compatriotes partent de plus en plus en vacances - à 59,5 % en 1988 contre 55 % quatre ans plus tôt - et de plus en plus à l'étranger. Le défi était simple : si nous voulions équilibrer ces sorties de devises il nous fallait attirer un plus grand nombre de touristes étrangers. »

« Je crois que nous sommes en train de relever ce défi. Nous regagnons le terrain perdu sur l'Italie et sur l'Espagne. Nous réalisons en 1989 l'une de nos meilleures années avec 40 millions de visiteurs étrangers, 500 milliards de francs de chiffre d'affaires, 30 milliards de francs d'excédents des paiements contre 25 milliards en 1988 et trente mille emplois créés contre vingt-cinq mille un an plus tôt. Le Bicentenaire de la Révolution française, à lui seul, nous rapportera deux milliards de francs, au cours des mois de juillet et d'août. »

Une différence d'appréciation

« On en est votre polémique à ce sujet avec le Syndicat national des agences de voyage (SNAV) qui a déclaré que les fêtes du Bicentenaire n'attireraient pas les fonds ? »

« Ce n'est pas une polémique mais une différence d'appréciation. Ces manifestations attireront huit cent trente mille visiteurs supplémentaires. »

taires d'étrangers à Paris même et cent trente mille dans le reste de l'Île-de-France. Au cours d'un mois de juillet ordinaire, les hôtels de la capitale affichent un taux d'occupation de 50 %. Cette année, ils sont pleins. Les agents de voyage auraient souhaité profiter de cette affluence, mais beaucoup de touristes se sont débrouillés pour organiser seuls leur séjour à Paris, d'où la déconvenue exprimée par le SNAV.

« Les célébrations du Bicentenaire représentent une remarquable opération de promotion pour le tourisme français et elles auront un effet durable. Dans les années à venir elles seront relayées par des nouveautés essentielles. Avant la fin de 1989, Air France reliera New-York à Strasbourg, Mulhouse et Lille et UTA reliera New-York à Marseille, Toulouse et Bordeaux aidant ainsi à une meilleure répartition en province des deux millions d'Américains accueillis en 1988. J'ai bon espoir dans les années à venir de doubler ce chiffre. L'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle est un atout considérable, car il est en train de devenir une plaque tournante aérienne et ferroviaire de premier ordre. Enfin, je rappelle qu'en 1992, nous organiserons les Jeux olympiques d'hiver et que Euro Disneyland, auquel je crois beaucoup, entrera en fonctionnement aux portes de Paris. »

« A quel attribuez-vous cette recrudescence du tourisme français ? »

« Au doublement des crédits publics de promotion de la France à l'étranger. Au fait que nos prix sont devenus inférieurs aux prix britanniques ou italiens et qu'ils sont rattrapés par les prix espagnols. »

« Je crois qu'il faut citer aussi la prise de conscience de nos investisseurs qui ont découvert l'importance économique et financière du tourisme. Je constate que le développement des courts séjours avantage la France qui offre une multitude de produits pour le tourisme d'affaires, le tourisme âgé, les sports, les amoureux du tourisme vert, les adeptes de la thalassothérapie, etc. »

« Et le tourisme social dans tout ça ? »

« La France est le seul autre pays au monde avec la Belgique à avoir développé un secteur associatif aussi important. Cela remonte au Front populaire. Au temps de Léon Blum, le tourisme social signifiait que le travailleur avait droit à une reconstruction de sa forme physique dégradée par le labeur. On parlait

alors d'égalité dans les loisirs et d'activités récréatives. Aujourd'hui, cette politique de tourisme est plus soucieuse de solidarité et de l'insertion sociale et culturelle par les vacances des catégories les plus défavorisées ainsi que des jeunes. Pour un gouvernement de gauche, le tourisme commercial et le tourisme social doivent être mis sur le même plan. »

« Ne trouvez-vous pas que le tourisme social soit malade ? »

« Malade ? Non, il a vieilli. Ses équipements ne sont plus adaptés à la demande. Il n'a pas assez mis l'accent sur le sport, sur tous les sports. Il n'offre pas assez d'activités. Les villages de vacances des associations devraient être équipés de plusieurs téléviseurs et non d'un seul. Sur cinq cent mille lits de toutes catégories qu'il gère, cent trente mille environ doivent être impérativement renouvelés. Le gouvernement va s'efforcer d'aider en dix ans les associations à mettre leurs installations à un niveau requis. Il apportera 25 millions de francs par an dans ce but. »

« Comment ? »

« J'ai demandé un rapport sur ce point à M. François Sordani, récemment nommé délégué interministériel à l'économie sociale. Ce rapport contient toutes sortes de propositions radicalement nouvelles qui demandent à être débattues avec le ministre chargé du budget et les associations intéressées. Il s'agit de faire en sorte que l'aide de l'Etat ait plus d'effet multiplicateur. »

« Par ailleurs, je propose de dynamiser l'Agence nationale pour le tourisme (ANCT). Ce chèque, obtenu par le salarié qui a épargné tout au long de l'année, bonifié par l'employeur et utilisé pour payer l'hôtel, restait un village de vacances, procure des liquidités qui, mieux rémunérées pourraient permettre à l'ANCT d'aider les associations à moderniser leur patrimoine. Cette aide pourrait prendre la forme de subvention ou de bonification d'intérêt ou encore de participation à un fonds de garantie. Je profiterai de la présidence française à Bruxelles pour faire de la direction des collèges un eurochèque-vacances fonctionnant sur les mêmes principes. »

« La rénovation des lits de tourisme social se fera sur une base contractuelle, c'est-à-dire qu'en échange de l'aide de l'Etat, qui demeure importante, les associations s'engageront sur le type de clientèle à accueillir, sur les lieux et sur les formules de vacances qu'elles offriront. Par exemple, il s'agira pour

certaines d'entre elles d'offrir des vacances répondant aux besoins des personnes âgées, des handicapées et aussi des titulaires du revenu minimum d'insertion, tout en aidant à leur formation. »

« Je souhaite que ce tourisme associatif s'ouvre vers l'extérieur et qu'il soit ainsi un lieu d'accueil des vacanciers venus d'Europe de l'Est, comme de l'Europe de l'Ouest. »

Multiplier les concertations

« Quels dossiers comptez-vous promouvoir à Bruxelles pendant les six mois de présidence française du conseil des ministres des Douze ? »

« La démarche communautaire s'est beaucoup améliorée. Il n'y avait jamais eu de réunion des ministres du tourisme de la CEE avant 1988. Depuis, nous avons tenu trois séances de travail. Celles-ci se multiplieront à l'avenir. »

« Je souhaiterais qu'une directive communautaire clarifie la réglementation des voyages à forfait. Certains pays protègent plutôt le consommateur et d'autres plutôt le consommateur. D'autre part, il nous faut harmoniser le statut des guides de tourisme, qui est relativement exigeant en France, mais qui demande peu de compétences en RFA. »

« A l'heure où les touristes japonais visitent deux ou trois pays européens au cours d'un même voyage, je crois qu'il est indispensable que nos missions les forces de nos voyageurs pour promouvoir ensemble l'Europe. »

« Le grand marché de 1993 a permis à des regroupements chez les professionnels pour leur permettre d'affronter la concurrence. Etes-vous favorable à cette évolution ? »

« Tout à fait. Pour atteindre la taille critique qui permettra d'abaissier les coûts, il est nécessaire de multiplier ces concentrations, fusions ou associations. Peu importe si elles sont horizontales, par exemple entre distributeurs ou entre voyageurs, ou bien verticales, c'est-à-dire mariant un voyageur, un distributeur, un hôtelier et une compagnie aérienne. L'important est qu'elles aient lieu. Ce qui ne veut pas dire que je sois partisan de montages exclusivement franco-français. Là aussi, la dimension européenne devra faire sentir son influence bénéfique. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

Pour 250 millions de francs

M. Tapie revend Look

M. Jacques Vauthier, secrétaire général de Look, a annoncé jeudi 13 juillet au comité central d'entreprise la vente de la société à un consortium formé de l'horloger suisse Ebel et de l'Américain M. John Jellinek, président de Look Alpine, le distributeur de Look aux Etats-Unis. La transaction s'élève à 250 millions de francs environ. Comme les acheteurs ne sont pas d'un pays membre de la Communauté, la cession est soumise à l'accord du ministre de l'économie. L'italien Benetton, qui a acquis récemment les chaussures Nordica, constitue une autre solution, a dit M. Vauthier.

Look, repris en 1983 par M. Tapie, a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 316 millions de francs. Ebel est intéressé par les fixations et M. Jellinek par l'activité cycle, de loin la plus rentable, mais « il ne s'agit pas d'une vente par appartement », a affirmé

M. Vauthier, les deux partenaires pourraient rester groupés. En tout cas, la cession ne devrait déboucher sur aucune suppression d'emplois à Clamcy et sur les deux sites de Nevers ville dont M. Bérégovoy est maire.

M. Tapie cherchait un partenaire pour Look dont il jugeait la taille insuffisante dans la compétition mondiale. Sans doute les conditions étaient-elles réunies pour vendre. L'entreprise, après un retour aux bénéfices, a replongé dans les pertes en 1987 et surtout en 1988, mais elle serait à nouveau bénéficiaire cette année. En outre, le différend vieux de deux ans avec les anciens propriétaires, la famille Beyl, a été réglé en avril dernier : M. Tapie leur versant environ 20 millions de francs pour leur part restante de 34 % du capital.

Le groupe avait racheté récemment les raquettes Donnay pour renforcer son activité sport.

La BAI met en service son car-ferry géant le « Bretagne »

La compagnie bretonne BAI vient de prendre livraison du car-ferry *Bretagne*, construit par les Chantiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Long de 152 mètres et jaugeant 23 000 tonnes, le *Bretagne* s'apparente davantage par le luxe de ses aménagements à un navire de croisière qu'à un ferry classique. Il peut transporter 2030 passagers et 580 voitures.

La BAI, principal armement français sur la partie ouest de la Manche pour les liaisons avec la Grande-Bretagne et l'Irlande, veut, avec l'ouverture du tunnel sous la Man-

che en 1993, consolider son fond de commerce maritime. Elle mettra son « navire-roi » en service entre Roscoff, Cork, Plymouth et Santander, c'est-à-dire sur les lignes longues et occidentales que dessert la compagnie bretonne.

Les responsables de la BAI, qui aura transporté en 1989 environ 2 millions de passagers dont 1,6 million de Britanniques et d'Irlandais, ont indiqué, lors du baptême du navire le 13 juillet, qu'ils étudiaient la commande de deux autres navires spécialement destinés au fret.

Shell va construire en Indonésie un complexe pétrochimique de 10 milliards de francs

AMSTERDAM de notre correspondant

Le groupe anglo-néerlandais Shell, associé à des partenaires japonais et indonésiens, va investir 1,55 milliard de dollars (10 milliards de francs) dans la construction d'un complexe pétrochimique en Indonésie. Celui-ci, implanté au sud de Java, sera opérationnel en 1993. Il comprendra un vapocraqueur de 375 000 tonnes d'éthylène, et trois unités de production, l'une de 300 000 tonnes de polyéthylène, l'autre de 180 000 tonnes de polypropylène, et la troisième de 125 000 tonnes d'éthylalcoyl.

Déjà présente en Indonésie mais à plus petite échelle, Shell revient ainsi

dans son berceau. C'est en 1890 à Sumatra que vit le jour la Société pour l'exploitation des sources de pétrole dans les Indes néerlandaises. Cette société fusionna en 1907 avec la firme britannique Shell Transport. En 1988, Shell a enregistré un chiffre d'affaires de 78,4 milliards de dollars.

Le groupe anglo-néerlandais prendrait à sa charge 57 % du nouvel investissement. Ses partenaires sont les sociétés d'Etat indonésiennes Pertamina (15 %) et Birmantara (5 %), l'International Finance Corporation (3 %), ainsi que les firmes japonaises C. Itoh (10 %) et Mitsubishi (10 %). Deux noms qui pourraient ouvrir à Shell les portes du marché japonais. CHRISTIAN CHARTIER.

SOCIAL

Non reconduit dans ses fonctions

M. Matteoli ne pourra pas se représenter à la présidence du Conseil économique

Le Conseil économique et social devrait changer de président à l'automne. En effet, M. Jean Matteoli, président depuis 1987, ne pourra pas se représenter comme il le souhaitait car il ne doit pas être reconduit comme membre du CES au titre de groupe des entreprises publiques (la décision a été prise par le gouvernement avec le Haut Conseil du secteur public présidé par M. Michel Charzat, député socialiste).

Agé de soixante-trois ans, ancien résistant, député, M. Matteoli avait été président des Charbonnages de France de 1973 à 1979, après avoir été commissaire à la conversion industrielle pour la région Nord-Pas-de-Calais, de 1968 à 1972. Entré au comité central de l'UDR en 1967, secrétaire national du RPR en 1974, il était devenu ministre du travail

dans le gouvernement Barre en 1979. Entre-temps, il avait présidé la section des problèmes économiques et de la conjoncture au Conseil économique et social.

En avril 1987, M. Matteoli avait été élu président par 110 voix contre 81 à M. René Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française, et 16 à M. Oswald Caivetti (CGT). Il avait notamment bénéficié des voix de la CGC et de la plupart de celles de FO. Parmi les candidats à sa succession figure toujours son adversaire de 1987, M. René Teulade. Mais un écho aussi le nom de M. Francis Blanchard, président du Bureau international du travail à Genève jusqu'en 27 février dernier, qui vient d'être désigné par le Haut Conseil du secteur public comme l'un des représentants de celui-ci au CES.

Cinq filiales françaises de sociétés allemandes importent leur système de formation

En offrant à 26 bacheliers âgés de dix-huit à vingt-cinq ans de suivre deux ans de formation théorique et pratique, rémunérée (60 % du SMIC), les filiales françaises de cinq grandes sociétés allemandes (Bosch, Mercedes, Siemens, AEG, Bahlsen), avec l'Ecole franco-allemande de commerce et d'industrie introduisent à toute petite échelle le « système dual » allemand. La formation pratique comportera des stages dans les différents secteurs d'une des entreprises, l'enseignement théorique l'étude intensive de la langue allemande, de la gestion, des méthodes de travail des produits et des activités des firmes. Le cursus sera sanctionné par un double diplôme, allemand (*Industrielehre/Jahres*) et français (un BTS de comptabilité et gestion d'entreprise).

Cette « culture franco-allemande » permettra à l'apprenti d'être embauché par une des entreprises d'accueil comme « gestionnaire polyvalent » et d'atteindre le niveau de cadre en cinq ans, alors que la moitié seulement des titulaires d'un BTS y parviennent, et au bout de huit années en moyenne.

Bien qu'à échelle réduite, cette initiative a pour ses promoteurs valeur de test. Elle devrait inciter d'autres sociétés allemandes à recruter en France par la même voie. En RFA, on compte 1,6 million d'apprentis, dont 72 % possèdent l'abîtur, le baccalauréat allemand : 850 000 vont dans le commerce ou l'industrie, 580 000 dans l'artisanat. Ils sont répartis dans 170 000 entreprises, associées à 69 chambres de commerce, qui gèrent ce système sans intervention de l'Etat.

Accusé de manipulation de cours sur le soja

Ferruzzi porte plainte contre le marché de Chicago

Après le rejet du référé demandant l'annulation des mesures prises par les autorités du marché à terme du soja de Chicago, le groupe Ferruzzi a fait savoir, dans un communiqué publié samedi 15 juillet, qu'il porte plainte contre ces mêmes autorités de marché.

Le groupe estime que les autorités du marché de Chicago ont fait une « erreur » en l'obligeant à liquider ses positions longues sur le marché du soja. « Il est juste que le Board ait à supporter les conséquences de ses décisions », a déclaré la direction du groupe italien le 14 juillet. Accusé d'avoir constitué des stocks trop importants pour empêcher les ven-

deurs à terme de livrer physiquement les quantités promises à l'échéance de juillet, le groupe Ferruzzi a été contraint de revendre chaque jour 20 % de ses contrats. Décidé à défendre sa bonne foi, le groupe italien affirme que les 20 millions de boisseaux actuellement détenus dans ses silos représentent à peine quarante-cinq jours d'activité de ses usines. Arguant de sa position d'acheteur de soja sur le marché à terme le groupe Ferruzzi affirme son droit de prendre livraison physique de la marchandise à tout moment. « Cela lui paraît économiquement valable ». En conséquence, estime le groupe italien, ce sont les autorités du marché

de Chicago qui ont commis une « erreur » en ne s'assurant pas que « les vendeurs sur le marché à terme soient des positions suffisamment couvertes » pour être en mesure de livrer la marchandise promise.

Les juristes qui seront amenés à défendre les intérêts de Ferruzzi réclameront le dédommagement de trois types de pertes : celles subies à l'occasion des ventes obligatoires du mois de juillet, celles concernant le manque à gagner lié au « prix auquel on aurait pu vendre si le Board n'était pas intervenu » et celles, enfin, qui touchent à l'intégrité morale du groupe.

Y.M.

REPÈRES

Aide	Gaz	Investissements
Gel de crédits japonais à Pékin	Hausse de 5 % du commerce international en 1988	Poursuite de dépenses importantes en France
Le Japon a décidé de geler un programme pluriannuel de 810 milliards de yens (36 milliards de francs) de crédits en faveur de la Chine, a indiqué, vendredi 14 juillet, un porte-parole de la délégation japonaise au sommet de l'Arche. Ce programme de sept ans, prévu à partir du 1 ^{er} janvier 1990, devait permettre de financer quarante-deux projets de développement grâce à l'accroissement des prêts en yens assortis de taux d'intérêt privilégiés. Les dernières négociations, envisagées à l'origine pour l'automne, n'auront pas lieu tant que Tokyo « ne sera pas convaincu de la poursuite de la politique d'ouverture et de réformes économiques en Chine », a précisé le porte-parole japonais. Le dernier programme quinquennal d'aide pour la période 1984-1990 portait sur 470 milliards de yens.	Les échanges internationaux de gaz naturel ont progressé de 5 % l'an dernier, atteignant 285 milliards de mètres cubes, soit 13,5 % de la production mondiale, estime l'étude annuelle de Codigaz (Centre international d'information sur le gaz naturel). Les échanges par méthaniers de gaz naturel liquéfié (GNL), qui avaient progressé depuis le début de la décennie, ont nettement repris (+7,8 %), bien qu'ils ne représentent encore qu'un petit cinquième des échanges, l'essentiel du commerce étant fait par gazoducs. Bien que la demande européenne ait diminué, en raison d'un hiver particulièrement clément, la consommation mondiale a augmenté l'an dernier de 4 %, soit au même rythme que la production. Grâce à une baisse des prix de près de 25 % par rapport à 1987, la part du gaz dans la consommation énergétique mondiale a encore progressé pour atteindre 21,5 %.	D'après les chefs d'entreprise interrogés en juin par l'INSEE, l'investissement industriel devrait progresser en valeur de 11 ou 12 % en moyenne cette année. Cette prévision est un peu plus élevée que celle faite en mars dernier par l'INSEE (9 ou 10 %) sur la base également de questions posées aux chefs d'entreprise. Si l'on déduit la hausse des prix des biens d'équipement d'une année à l'autre, les investissements industriels augmenteraient cette année de 7 ou 8 % en volume. Ce sont les secteurs de l'automobile et des biens intermédiaires qui se montrent les plus dynamiques. Dans les biens d'équipements professionnels, les projets d'investissements sont nettement moins élevés. Ce sont les grosses entreprises (plus de cinq cents salariés) qui fournissent le plus gros effort. Pour 1990, les chefs d'entreprise annoncent une progression de leurs dépenses d'équipement de l'ordre de 10 à 11 % en valeur.

Guinness est condamné à verser 850 millions de francs aux anciens actionnaires de Distillers

Le Takeover Panel (office britannique des fusions-acquisitions) a condamné, vendredi 14 juillet, le brasseur anglais Guinness à indemniser pour 85 millions de livres (environ 850 millions de francs) d'anciens actionnaires de Distillers, producteur de gin et de whisky, une firme rachetée en 1986 lors d'une OPA) offre publique d'achat qui a donné lieu à l'un des plus grands scandales boursiers.

Le Panel a estimé que des actionnaires avaient été lésés en raison de « certains manquements aux règles du code de conduite de la City » qui obligeait Guinness à proposer pour l'OPA le prix le plus élevé qu'il ait payé lors d'achats en Bourse, en l'occurrence 731 pence par action Distillers. Les actionnaires ayant accepté un paiement au comptant recevront 100,7 pence par action. Ceux ayant accepté l'offre et vendu leurs actions avant le 21 août 1986 (date à laquelle l'action Distillers a atteint le prix le plus élevé) recevront la différence entre leur prix de vente et 731 pence. Enfin les actionnaires ayant vendu sur le marché entre le 15 avril et le 21 août recevront la différence entre leur prix de vente et 731 pence.

Argyll, le rival malheureux de Guinness dans l'OPA, recevra environ 7 millions de livres et ses conseillers quelque 35 millions. Le président de Guinness a estimé que la décision du Panel, qu'il accepte, correspondait le mieux aux intérêts de l'entreprise et de ses actionnaires, alors que la City avait prévu une somme supérieure, de l'ordre de 100 millions de livres. — (AFP.)

VERONIQUE CAUHAPE

Économie

ÉTRANGER

Plusieurs indices le confirment

La croissance américaine ralentit

La batterie d'indices publiés vendredi 14 juillet à Washington tend à confirmer le ralentissement de la croissance américaine. Ces nouveaux signaux ont malgré tout paru trop modestes aux marchés financiers pour en conclure à une baisse rapide des taux américains. Le dollar s'en est trouvé revigoré et repassait, à la clôture de New-York, au-dessus de la barre de 1,90 DM et de 140 yens. Au moment même où les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale se retrouvaient à Paris en « groupe des Sept » et abordaient notamment l'évolution des taux de change, cette nouvelle poussée du billet vert ne manquera pas d'être ressentie comme une mise en garde.

Encourageant sur la capacité des États-Unis à résister à un assèchement en douceur de l'économie, les indicateurs publiés par le département du commerce ne sont pas encore totalement probants. Certes, la production industrielle a diminué de 0,2 % en juin et le taux d'utilisation des capacités de production est revenu à 83,5 % contre 84,1 % en avril. Pour leur part, les ventes de détail ont reculé de 0,4 % après un tassement de 0,1 % en mai. Le fait même que les dépenses consacrées aux biens durables soient les plus touchées par la baisse, 1,3 % pour l'automobile notamment, plaide en faveur de la thèse d'une moindre boulimie des consommateurs et laisse espérer une diminution des importations.

Mais les pressions inflationnistes demeurent. Le premier annuement depuis dix-huit mois des prix

de gros, de 0,1 % en juin après de vives hausses de 0,9 % en mai et de 0,4 % en avril, n'est pris pour argent comptant par aucun économiste. Ce repli recouvre la chute de 3,1 % de l'énergie après un bond de 20 % au cours des cinq premiers mois de l'année et une baisse de 0,8 % des prix des produits alimentaires. Si l'on exclut ces deux éléments très volatils, les prix de gros, qui donnent une bonne indication de l'évolution probable de l'inflation, ont encore augmenté de 0,7 % en juin, la plus forte remontée depuis octobre 1986. Au total, les prix à la production ont encore progressé à un rythme de 7,6 % en juin contre 4 % en 1988 et 2,2 % en 1987, a précisé le département du travail.

● **Téléphones cellulaires** : Lin pourrait accepter l'OPA de McCaw. — Le fabricant américain de téléphones cellulaires Lin Broadcasting a annoncé, jeudi 13 juillet, qu'il pourrait accepter l'offre d'achat améliorée d'environ 6,9 milliards de dollars (4,4 milliards de francs) lancée par son rival, leader du secteur, McCaw Cellular. Toutefois la transaction ne devrait pas être effective avant le 1^{er} novembre prochain, a précisé Lin en soulignant qu'il n'y a « aucune assurance que les négociations déboucheront sur un accord ». Le protocole actuel inclurait dans l'accord de vente les téléphones mais aussi les sept chaînes de télévision que possédait Lin-McCaw s'interdisant depuis longtemps à sa rivale et c'est en juin qu'il a lancé son raid boursier.

Un rythme annuel de 8,3 % en juin

L'inflation reste élevée en Grande-Bretagne

Les prix à la consommation ont progressé de 0,5 % en juin, permettant à l'inflation britannique de se stabiliser à 8,3 % en rythme annuel, a indiqué vendredi 14 juillet à Londres le ministère de l'emploi.

La poussée de l'indice depuis mars 1988, date à laquelle les prix augmentaient à un rythme annuel de 3,5 %, aurait-elle atteint son maximum ? Le ministère de l'emploi s'est montré prudent. Le chancelier de l'Échiquier M. Nigel Lawson, a pour sa part annoncé un déclin de

l'inflation, qui devrait prochainement revenir en dessous de la barre des 8 % pour s'établir autour de 5,5 % en fin d'année.

Deux facteurs jouent en faveur d'un relatif optimisme : la production industrielle a baissé de 1,5 % en mai par rapport au mois précédent, confirmant le ralentissement d'une économie en surchauffe, et, si l'on exclut les crédits immobiliers, l'inflation tournait en juin à un rythme annuel de 5,9 %.

Premiers succès des réformes financières au Vietnam

HANOI
correspondance

Pour une fois, le premier ministre, M. Do Muoi, avait quelques motifs de satisfaction en présentant, récemment, son rapport économique à l'Assemblée nationale. L'inflation — qui fristait il y a quelques mois les 700 % par an — est pratiquement nulle. Elle fut même négative en mai, à Hanoi. La décision de faire flotter le dong, la monnaie locale, et la stabilisation des prix portent, enfin, leurs fruits.

Un économiste, proche de la direction du Parti, juge qu'il s'agit « presque d'un miracle ». « Pour la première fois depuis des années », il se déclare « modérément optimiste ». En avril, le gouverneur de la Banque centrale a été révoqué. Un frein a été mis à l'impression de la monnaie et les taux d'intérêt ont été relevés à 12 % par mois. « Cette dernière mesure », a expliqué M. Do Muoi, « a permis de mobiliser des centaines de milliards de dong », ce qui a notamment permis « de freiner la spéculation sur l'or et les marchandises ». Depuis, le taux a été ramené à 7 % par mois. Le marché noir, du coup, a pratiquement disparu. Dévalué cinq fois en six mois, le dong flotte au taux d'un dollar pour environ 4 100 dong.

La suppression quasi générale des subventions aux entreprises d'Etat force nombre d'entre elles à la fermeture provisoire ou définitive. « Désormais, le marché va déterminer la survie des entreprises », explique l'un des experts économiques du comité central. « C'est au consommateur de décider du succès d'un produit, et non plus à l'Etat », nous a, de son côté, affirmé M. Pham Van Khai, ancien maire de Ho-Chi-Minh-Ville, nommé depuis peu à la tête de la commission du plan.

Si les réformes commencent à donner des résultats, la restructuration de l'économie vietnamienne ne se fait pas sans douleur. Le chômage touche au moins 25 % de la population active. L'alignement des prix du

secteur d'Etat sur celui du commerce privé — une autre victoire des réformes — a entraîné une désaffection massive envers les produits d'Etat, souvent de qualité inférieure. Même dans la capitale, en général à la traîne de Ho-Chi-Minh-Ville, on trouve une abondance de biens venus de Thaïlande, de Singapour, du Japon, de Corée du Sud, et même de Chine, car l'ouverture récente de la frontière au commerce est en train de transformer les habitudes des consommateurs vietnamiens. La qualité des bicyclettes chinoises en fait des machines de prestige et la mode dans les nouveaux petits bars et restaurants de Hanoi est à la bière chinoise.

Des changements irréversibles

M. Pham Van Khai, tout comme les conseillers économiques du secrétaire général du P.C., M. Nguyen Van Linh, sont conscients du côté amer de la forte thérapie imposée à l'économie du pays. Nombre d'entreprises d'Etat ont cessé depuis des mois de payer leurs ouvriers, tandis que les stocks de produits inventés — souvent invendables — s'accumulent. « Nous encourageons les entreprises d'Etat à créer de nouvelles divisions, plus rentables, et nous devons aider certains établissements à surmonter ce moment de crise », explique M. Khai. L'achat de nouveaux équipements ou les livraisons de pétrole sont, en fait, toujours subventionnés.

Le premier ministre avoue que « les difficultés actuelles sont extrêmement grandes et aiguës. Mais elles ont été jugées inévitables pour le changement de mécanismes (économiques) et la recherche d'une issue à la présente crise ». Devant l'Assemblée nationale, il a insisté sur le caractère irréversible des réformes. « Nous sommes résolus à chercher par tous les moyens à surmonter ces difficultés ».

JACQUES BEKAERT.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 10 juillet au 13 juillet

« Ah ! ça ira ! »

La valorisation observée la semaine dernière aura été de courte durée. Dès lundi, la Bourse a opté pour une reprise de son mouvement de hausse. Jeudi, avant de quitter le palais Boursier pour un long week-end en raison des fêtes du 14 juillet, les intervenants avaient tout lieu d'être satisfaits. L'ensemble des valeurs se sont appréciées en moyenne de 2 %, et l'indice CAC, en clôturant à 487,27 points, s'approche à nouveau de son dernier record de 491,82 enregistré le 26 juin dernier. Il se situe à nouveau lentement vers la barre des 500 points, niveau jamais atteint dans l'histoire boursière et dont beaucoup affirment que son franchissement pourrait avoir des conséquences « psychologiques » très favorables sur le moral des opérateurs. Les analystes sur graphiques estiment que le CAC pourrait alors monter sans encombre jusqu'à 510 points.

« Ah ! ça ira ! », entendait-on au pied des colonnes, où les rares grâtes de portefeuilles encore présents ont apprécié la solidité du marché. L'activité générale est peu animée : c'est l'été. Les opérateurs attendaient aussi des données importantes, comme la publication, vendredi, d'une série d'indicateurs économiques américains (prix de gros, vente de détail, production industrielle et utilisation des capacités de production en juin). Un autre événement, la réunion à Paris samedi et dimanche des sept pays les plus industrialisés de la planète, a pesé sur les échanges en raison des incertitudes liées aux conclusions du sommet.

Des quatre séances écoulées, celle de mardi aura été la plus spectaculaire. La dernière semaine de juillet avait en effet commencé dans le plus grand calme et rien ne semblait pouvoir tirer la Bourse de sa somnolence, ni la hausse de Wall Street à la veille du week-end, ni même la perspective de baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique. La journée de lundi se terminait alors sur un gain modeste de 0,15 %. Changement radical de décor le lendemain, avec un ressassement général. Deux raisons étaient avancées pour expliquer ce bouleversement et cette hausse vigoureuse de 1,67 % : la confirmation de la détente du loyer de l'argent aux États-Unis et la révision à la hausse des prévisions sur l'économie française. Les conjoncturistes de l'INSEE, qui tablent sur une croissance de 2,7 % en 1989, revont désormais leurs estimations, le taux d'expansion annuel étant de 3,5 %. Mercredi, le marché s'attachera à consolider cette avance (+0,07 %) avant de reprendre doucement le chemin de la hausse jeudi (+0,27 %).

Comparée à celle de la place londonienne, qui a connu cette semaine la plus importante OPA de son existence avec le lancement par Sir James Goldsmith d'un raid de 13 milliards de livres (135 milliards de francs) sur BAT (tabac, agro-alimentaire, finances), l'activité a semblé bien maigre rue Vivienne.

Le second marché s'est à nouveau distingué avec l'arrivée en faufard d'Yves Saint Laurent. Les titres du groupe de haute couture et de parfums ont finalement été cotés lundi après le report du jeudi précédent en raison d'une trop forte demande. Seuls 3,72 % des ordres d'achat ont pu être servis, les demandes s'élevaient à 10,7 millions d'actions pour seulement 400 000 mises sur le marché.

L'offre publique de vente ce jour-là s'est effectuée au cours de 853 francs. Le lendemain cette valeur trop recherchée ne pouvait à nouveau être cotée. Finalement, mercredi elle affichait un cours de 925 francs, en hausse de 8,5 %.

Le 11 juillet, les actions du groupe de BTP Desqueunes et Girard négociées jusqu'alors sur le hors-cote, ont été transférées sur le second marché : 75 000 titres ont été proposés au public au prix unitaire de 225 francs également, selon la procédure d'offre publique de vente. Les demandes ont été servies à concurrence de 1,73 %, les ordres d'achat ayant au total porté sur plus de 4 millions d'actions.

La Lyonnaise des Eaux à 1 789 francs

Sur le marché au comptant, les cotations de Sifit, interrompues depuis le 24 mai, devraient reprendre prochainement puisque le villa a été livré sur l'identité des acheteurs du premier fabricant d'extincteurs français. Il s'agit d'un holding en cours de création dont le capital sera détenu à 66 % par LBO France, Bankers Trust Company et Wasserstein Perella. Le solde (34 %) reviendra au britannique NU Swift, qui cède à ce holding les 38 % qu'il avait achetés en 1985 à la Lyonnaise des Eaux. Le cours de cession est fixé à 652,50 francs par action Sifit, soit 12 % de mieux par rapport au dernier cours coté de 582 francs. D'autre part, Sifit rachètera au public les actions de sa filiale Générale Incendie, négociée au second marché au prix de 595 francs. La valeur s'échangeait, avant sa suspension le 23 mai dernier, à 434 francs.

Quelques franchissements de seuils ont aussi été déclarés cette semaine. A commencer par Frumatox, qui a vendu 5,85 % de Sonrisa à la Société française d'investissements, de participations et de technologies (SIFIT), filiale de la banque Demachy. Le fabricant de chaudières nucléaires, qui détenait avant l'opération plus de 99 % de Sonrisa, a effectué cette cession pour des raisons fiscales. A la Sodexo, la Caisse des dépôts et consignations a porté sa part dans cette firme de restauration collective à 5,09 %. La société Ears, firme à vocation d'investissement, que dirige M. Jean-Charles Naudet, a augmenté sa présence dans la SPEP, holding de Schneider, dont elle détient désormais directement ou indirectement 10,15 % du capital. Enfin, le groupe des Nouvelles Galeries a informé la Société des Bourses françaises qu'elle avait franchi la barre des 50 % dans le capital du Bazar de l'Hôtel de Ville (BHIV) en possédant désormais directement ou indirectement 50,04 % du capital. Un renforcement provoqué peut-être pour tenter de calmer les ardeurs du raider néo-zélandais, le kivi Ron Brierley, qui s'intéresse à ces magasins.

La célébration du Bicentenaire de la Révolution a laissé totalement indifférents les opérateurs, même si la Lyonnaise des Eaux a salué à sa manière l'événement en inscrivant un cours de 1789 francs. Pour eux, le marché fonctionnera normalement dès lundi. Ce qui n'était pas le cas voilà deux cents ans. A cette époque, la Bourse était restée fermée pendant une semaine.

DOMINIQUE GALLOIS.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 juillet 1989
Nombre de contrats : 35 332.

COURS	ÉCARTS		
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Premier	—	—	—
+ haut	108,58	108,36	107,90
+ bas	108,42	108,20	107,90
Dernier	108,58	108,36	107,90
Compensation	108,58	108,34	108,04

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	10 juillet	11 juillet	12 juillet	13 juillet	14 juillet
RM	1 324 396	2 143 628	2 138 260		
Comptant	7 856 954	7 276 395	9 169 571		
R. et obl.	249 461	1 038 458	216 025		
Total	9 430 811	10 458 481	11 523 856		

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	11,1	11,6	11,6
Françaises	114,1	115,6	115,6
Etrangères	113,2	113,6	113,6

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 30 décembre 1988)

	113,1	115	115,1	115,4
Tendance	113,1	115	115,1	115,4

(base 100, 31 décembre 1981)

	1965	1970	1975	1982
Indice gén.	479,8	481,9	487,9	487,2

(base 1000, 31 décembre 1987)

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice OMF 50.	493,94	500,25	500,11	500 64
----------------	--------	--------	--------	--------

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

	493,94	500,25	500,11	500,64
Indice OMF 50	493,94	500,25	500,11	500,64

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRERenseignements :
45-55-91-82, poste 4330

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Poursuite de la reprise

La reprise observée la semaine précédente s'est poursuivie durant ces cinq séances à Wall Street, malgré quelques inquiétudes sur l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation dans un nouveau franchissement actif. L'indice Dow-Jones a franchi vendredi la barre des 2 550 points, pour la première fois depuis le 8 octobre 1987, pour terminer sur l'ensemble de ces journées en hausse de 66,96 points par rapport à la clôture du 7 juillet. Durant la dernière séance, le Dow-Jones a gagné 16,31 points dans une ambiance fluctuante, les analystes attribuant ce mouvement aux interprétations des différents statistiques publiées ce jour-là, avec d'un côté la baisse de 0,2 % de la production industrielle et de l'autre de 0,7 % des prix.

Indices Dow-Jones du 14 juillet : 2 554,82 (contre 2 487,86).

	Cours 7 juillet	Cours 14 juillet
Alcoa	44 5/8	45 1/8
AT&T	35 3/4	36 3/8
Boeing	45 5/8	46 1/2
Chase Man. Bank	36 5/8	38 3/4
Du Pont de Nemours	118 7/8	121 1/4
Eastman Kodak	47 3/4	49 1/8
Exxon	44 1/4	45 5/8
Ford	47 3/4	48 3/4
General Electric	53 1/4	54 5/8
General Motors	48 1/8	49 1/2
Goodyear	34 3/8	34 1/2
IBM	112 1/8	114 3/4
ITT	58 1/2	59 1/2
Mécan. O.H.	51	51 1/2
Pfizer	59	59 3/4
Schlumberger	48 3/8	49 3/4
Tesoro	52	53
Union Carbide (ex-Allego)	165	166 1/4
US Steel	35 1/8	36 1/8
Westinghouse	63 1/2	65 1/2
Xerox Corp	63 5/8	66 3/8

LONDRES

OPA géante sur BAT
Rumeurs autour de Cadbury

La semaine aura été marquée par l'OPA géante des financiers James Goldsmith, Jacob Rothschild et Kerry Fokker sur le conglomerat BAT pour un montant record de 13 milliards de livres (135 milliards de francs). Du jamais vu dans l'histoire boursière britannique. Cette annonce surprise du deuxième plus grand raid mondial a stimulé dès mardi l'ensemble des valeurs entraînant de vives progressions. Vendredi, d'ailleurs, au tour du groupe agro-alimentaire Cadbury Schweppes de s'envoler dopé par des rumeurs d'OPA imminente lancée par le géant suisse Suchard. Quelques jours auparavant les intervenants présentaient à Suchard l'intention d'acquiescer United Biscuits.

Indice « FT » du 14 juillet : 100 valeurs, 2 273,7 (contre 2 189,1) ; 30 valeurs 1 886,4 (contre 1 816,6) ; fonds d'Etat, 86,46 (contre 85,43) et mines d'or 202,1 (contre 206).

Cours 7 juillet Cours 14 juillet

	Cours 7 juillet	Cours 14 juillet
Beecham	640	623
Bovater	490	473
BP	296	302 1/2
Charter	581	581
Comstar	359	361
De Beers (*)	15 1/4	15
Free Gold (*)	8 7/8	8 5/8
GUS	137 3/32	137 13/16
ICI	12 33/64	12 31/16
Romney	778	788
Shell	415	414
Unilever	496	496
Victors	218	228
War Loan	37 16/16	38 7/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Au plus haut

La Bourse a nettement progressé, en dépit d'une phase de consolidation mardi, pour terminer vendredi au plus haut de l'année.

Indice du 14 juillet : DAX : 1 530,46 (contre 1 510,63) ; Commerzbank 1 870,9 (contre 1 854,1).

Cours 7 juillet Cours 14 juillet

	Cours 7 juillet	Cours 14 juillet
ABG	211	206,6
BASF	299,70	291
Bayer	381	383,5
Commerzbank	276,50	282
Deutschebank	626,88	624,5
Hoechst	299,10	294
Kernstadt	380	382,5
Siemens	234,80	231,3
Strohm	585,50	589,50
Vollrath	424,40	423

TOKYO, 14 juillet

Retour à la baisse

Le raffermissement observé la semaine précédente aura été de courte durée, le Kabuto-Chio revirant à la baisse durant ces dernières journées. La place nipponne a en effet connu trois séances consécutives de baisse au cours desquelles le Nikkei s'est déprécié de 129,20 yens. Le marché était toutefois peu actif.

Indices du 14 juillet : Nikkei, 33 574,77 (contre 33 703,97) ; Topix, 2 509,38 (contre 2 507,29).

Cours 7 juillet Cours 14 juillet

	Cours 7 juillet	Cours 14 juillet
Alf	774	781
Daewoo	1 050	1 050
Canon	3 280	3 480
Fuji Bank	2 040	1 980
Honda Motor	2 460	2 380
Hitachi Heavy	8 000	7 800
Sony Corp	2 630	2 550

مكتبة الناصر

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'OPA choc sur BAT

L'offre d'achat lancée par Sir James Goldsmith sur le conglomérat britannique BAT a secoué le marché international des capitaux. Monstrant que nul groupe industriel privé n'est vraiment à l'abri d'une telle attaque et que les OPA portant sur des montants considérables n'étaient pas limités aux États-Unis, cette opération financière risquée de rétrograder encore l'approvisionnement de l'euro-marché en émissions nouvelles. De même que les grands emprunteurs industriels américains se font de plus en plus rares depuis l'affaire RJR Nabisco, il est à redouter que l'on voie de moins en moins d'entreprises européennes du secteur privé. Sans des clauses de protection semblables à celle fournie par International Paper pour son récent euro-emprunt en francs français, leurs chances de succès seraient très minces (Le Monde du 2-3 juillet).

Il faut en effet désormais offrir aux porteurs d'obligations une possibilité de sortie en cas de changement profond de l'actionnariat qui mettrait en danger la qualité de l'investissement. Ce qui est en cause, c'est la façon dont l'acquisition est financée par ses nouveaux propriétaires ; ces derniers sont susceptibles d'endosser à l'ordinaire la société sur laquelle ils mettent

la main qu'ils peuvent en ruiner le crédit.

Des appréhensions de cet ordre ont conduit la semaine passée à faire chuter les prix d'une importante transaction euro-obligataire de 400 millions de dollars émise en juin pour le compte du groupe BAT celui que vise M. Goldsmith. Comme le règlement de l'opération n'était pas encore effectué (il aurait dû l'être ce lundi), elle a pu être annulée. On ne peut que souligner la sagesse de cette décision prise en commun jeudi 13 juillet par le chef de file, CSFB, et l'emprunteur. Sur le marché de l'euro-dollar, l'annulation a eu pour conséquence immédiate d'attiser l'intérêt des investisseurs pour les dernières opérations d'emprunteurs souverains, d'entreprises publiques ou de banques, comme celle lancée à la veille du 14 juillet pour elle-même par la BNP (250 millions de dollars d'obligations à cinq ans, émises à 101,875 % et rémunérées à 8,625 % l'an).

Dans les autres compartiments, la situation est demeurée très différenciée, faisant apparaître des contrastes parfois saisissants, non seulement entre les types de débiteurs mais également entre les catégories d'investisseurs selon les monnaies considérées.

Euro-mark : la largesse est de mise

C'est ainsi que le secteur des emprunts en deutschmarks demeure fort sollicité par des pays qui sont prêts à payer cher leur accès au marché international des capitaux. L'Algérie, par le truchement de la Banque nationale (BNA), émet pour 150 millions de marks d'obligations à cinq ans. Elle offre pour cela un rendement de 8,50 % alors que les fonds d'État allemands de même durée rapportent actuellement moins de 6,70 %. De telles conditions font des déficits des amateurs de coupons d'intérêt élevés qui s'arrachent ce genre de titres. Sur le marché, les cours se sont envolés, dépassant au-dessus du pair, ramenant à 8 % la rémunération annuelle des obligations BNA. Une question se pose dans les mêmes termes que celle qu'avait soulevée le récent emprunt bulgare en marks : la transaction s'est-elle surpayée ?

Il est très difficile d'y répondre. Un pays comme l'Algérie, dont le fardeau de la dette extérieure est croissant (plus de 23 milliards de dollars, soit plus de 42 % de son produit national brut), se doit, s'il veut lever publiquement des capitaux à long terme, faire preuve d'une certaine largesse. Dans le cas de la BNA, la situation a été rendue particulièrement délicate par

le refus de l'ensemble des grandes banques allemandes de participer au groupe de direction chargé du placement de l'emprunt. Le chef de file, BHF-Bank, est un établissement allemand de premier plan mais ne fait pas partie du groupe des grandes banques.

La Turquie entend également lever des fonds en marks et propose des conditions très favorables, bien que nettement moins généreuses. Ses obligations procurent un rendement de 7,75 %, durant sept ans. L'opération a été si bien accueillie que son montant a été rapidement porté de 300 millions de marks à 400 millions. Sur le marché, les déficits sont comblés à l'intérieur des commissions de placement que retiennent les banques. Les emprunts turcs en marks bénéficient habituellement d'une vive demande de la part de la clientèle des particuliers, et les nouveaux investisseurs de ce pays en Allemagne contribuent largement à leur succès. L'opération a été confiée à la Commerzbank.

Sur le marché des titres en ECU, au contraire, la clientèle privée demeure absente. Les affaires se concluent entre professionnels, et il n'est pas nécessaire d'augmenter l'appât des prêteurs par des taux relativement élevés. C'est la qualité que les investisseurs institutionnels

recherchent avant tout. Il leur faut des signatures impeccables et qui soient reconnues comme telles par les grandes agences internationales de notation, Standard & Poor's et Moody's. Électricité de France vient de mettre à profit cette situation pour s'affirmer une fois de plus comme l'un des plus prestigieux débiteurs du marché international des capitaux. Son nouvel emprunt de 150 millions d'ECU, rapidement augmenté à 200, a vu le jour, mardi 11 juillet, à des conditions très justes, que certains jugeaient alors audacieuses mais qui se sont avérées tout à fait adaptées aux exigences du marché.

Le profil de la nouvelle opération EDF, que dirige Farbas, est en gros le même que celui de l'opération lancée trois semaines auparavant pour le compte de la Caisse nationale des autoroutes, dont les obligations, de dix ans également, sont, elles aussi, garanties par l'État français. Cette émission avait été un des grands succès de l'euro-marché du mois de juin. Mais, au pied des commissions (de 2 % au total), les titres EDF ne coûtent à l'emprunteur que 8,70 % l'an alors que ceux de la CNA lui sont revenus à 8,79 %.

Sur le marché de l'eurofranc, une nouvelle banque allemande, la Westdeutsche Landesbank, a fait mercredi la proposition suivante : 500 millions de francs d'obligations de quatre ans de durée rémunérées au taux nominal de 9 % et émises à 101,50 % du pair, soit un rendement de 8,54 %. Le Crédit commercial de France qui dirige cette émission s'est également occupé d'une transaction d'échange qui permet à l'emprunteur de disposer, à la place de francs, de livres sterling à taux variable à un coût que l'on croit être inférieur de 16 centimes au Libor.

Enfin, une banque suédoise, qui a le statut de société nationale, devrait mettre à l'abri de la convoitise des prêteurs de toute sorte, lance également un emprunt en eurofrancs par le truchement du même Crédit commercial de France. Son émission porte sur 600 millions de francs de titres de dix ans de durée qui, offerts au prix de 101,875 %, sont rémunérés à 9 % l'an. L'émission a été bien accueillie. L'emprunteur, pour sa part, ne recherche pas des francs mais des dollars à taux fixe, dont il dispose à la suite d'une transaction de swap. L'attrait des placements en francs français pour les investisseurs institutionnels étrangers se confirme. Il est probable que le taux nominal de l'intérêt servi revienne prochainement à moins de 9 %. Cela pourrait se faire dès cette semaine.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Coup d'arrêt à la baisse du dollar

En baisse sensible au début de la semaine, sur la lancée des jours précédents, à la suite de l'annonce d'une diminution des créations d'emplois aux États-Unis, le dollar s'est redressé par la suite, pour se retrouver pratiquement aux mêmes cours que le vendredi 7 juillet. La grande spéculation sur une baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique, qu'autorisait une décelération de rythme de l'expansion s'est un peu calmée et même a reçu un petit coup d'arrêt avec la publication de l'indice des prix de gros américains pour le mois de juin.

En mai, cet indice s'était inscrit en hausse de 0,9 %, imputable en grande partie aux augmentations des prix de l'alimentation et de l'énergie. Pour le mois de juin, certes, les milieux financiers tablent sur une faible hausse, de 0,2 % par exemple. Ils ont été comblés, avec une diminution de 0,1 % de l'indice. Mais, hors énergie et alimentation, l'indice en question progresse de 0,7 %.

Comme les prix du pétrole et des produits alimentaires sont très volatils, ceux du brut ayant baissé le mois dernier après leur envolée des mois précédents, les milieux financiers en ont déduit qu'une tendance à l'inflation restait sous-jacente (underlying) en ce qui concerne les prix industriels et que, dans ces conditions, la Réserve fédérale

serait beaucoup moins disposée à assouplir sa politique, comme tout le monde l'escomptait ces derniers temps. Le maintien à leur niveau actuel des taux d'intérêt américains est de nature à soutenir le dollar, de même qu'un fléchissement du loyer de l'argent aux États-Unis déprime le billet vert.

Tout cela implique que le repli du dollar, retombé en début de semaine à 6,31 F et 1,8690 DM, ait été stoppé net dans l'attente de nouveaux éclaircissements sur l'évolution de la conjoncture aux États-Unis. Maintenant, les marchés guettent les résultats mensuels du commerce extérieur américain publiés mardi prochain.

Notons que, cette semaine, les variations du dollar se sont effectuées essentiellement par rapport au mark. A Tokyo, les cours du billet vert sont restés stables, le yen continuant à être affecté par la crise politique au Japon, le parti au pouvoir se voyant menacé de perdre les prochaines élections à la Chambre haute, avec un premier ministre, M. Sosuke Uno, tout frais mais déjà dévalorisé et placé sur un siège éjectable.

Les marchés financiers internationaux n'attendent pas grand-chose du sommet de Sept et du sommet de Paris, hormis une réaffirmation de la solidarité entre les partenaires

et de la volonté de stabiliser les taux de change. L'évolution de ces cours, qui les ramène aux niveaux atteints lors de la dernière réunion des Sept en avril dernier, leur donne satisfaction, pour l'instant du moins.

Aucune surprise n'était prévue pour la fin de semaine. Comme d'habitude, aucun engagement ne sera pris en ce qui concerne les politiques de taux d'intérêt, chasse gardée des banques centrales, soucieuses avant tout de contrôler leur marché intérieur.

En Europe, aucune tension n'a été notée. La formation du franc français se confirme : mardi, le cours du mark à Paris est même tombé en dessous de 3,39 F pour remonter un peu au-dessus ultérieurement. M. Pierre Bérégovoy a réaffirmé que, en cas de réajustement du système monétaire européen, le franc suivrait le mark si ce dernier était dévalué. Mais ce n'est qu'un cas « d'école », s'est empressé de préciser le ministre, qui ne prévoit aucun réajustement dans l'immédiat.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AU 13 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,6280	—	16,0800	61,8812	53,2705	2,5450	47,2590	0,87335
Paris	1,6285	—	16,0843	61,8936	53,2831	2,5481	47,2680	0,87315
Bruxelles	23,5975	1,6280	—	25,415	23,57	—	16,2133	20,77
Zurich	2,6175	1,6280	25,3900	—	86,8638	41,140	76,3705	1,987
Amsterdam	2,6377	1,6280	25,3762	—	86,8638	41,140	76,3705	1,987
Frankfurt	3,8250	1,6270	25,4002	116,15	—	4,7785	88,7851	1,9761
Stockholm	3,8579	1,6235	25,4005	116,19	—	4,7804	88,7778	1,9778
Oslo	31,6093	30,28	6,1644	24,3609	28,9270	—	18,5033	2,2796
Copenhague	31,6099	30,40	6,1678	24,3609	29,0185	—	18,5489	2,2822
Madrid	3,2285	1,1108	33,678	131,63	122,92	—	1,908	—
Barcelone	3,2285	1,1108	33,678	131,63	122,92	—	1,908	—
Milan	217,25	1,64	24,415	84,646	726,20	34,7251	644,61	—
Rome	217,25	1,64	24,415	84,646	726,20	34,7251	644,61	—
Tokyo	226,35	130,15	218,38	86,890	74,8643	3,5400	65,6780	1,6120

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 13 juillet, 4,5778 F contre 4,5792 F le vendredi 7 juillet.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une détente moins certaine

Baisseront, baisseront-ils ? C'est des taux d'intérêt qu'il s'agit, bien entendu. A New-York, on le pensait toute la semaine, jusqu'à la publication de l'indice des prix de gros américains pour le mois de juin (voir ci-dessus la rubrique Devises et or). Cette publication a constitué une mauvaise surprise, avec une hausse de 0,7 % sur le total et alimentation, comme on l'a vu, cumulant l'effet psychologique de la baisse de 0,1 % de l'indice général.

Du coup, à New-York et à Chicago, on n'est plus du tout sûr que la réserve fédérale se résolve à se montrer plus compréhensive et moins rigide. Certes, elle se montre soucieuse de ne pas avoir le risque d'engager le pays dans une récession caractérisée, mais son souci est encore plus grand de ne tolérer aucune dérive vers l'inflation. Certains la soupçonneraient même de penser que seul un ralentissement très prononcé de l'inflation, mot poli pour qualifier une récession, serait susceptible de « casser » vraiment les anticipations inflationnistes.

Du coup, les rendements américains ont vu leur baisse stopper. Celui de l'emprunt à trente ans du Trésor, qui est, maintenant, devenu le baromètre universel, est-il remonté à 8,04 %, après avoir, fincembre, enfoncé le seuil des 8 %. Le « trente ans », à tout de même, retrouvé ses niveaux d'avril 1987, avant la grande montée qui le hissa à 10,50 % le matin du krach d'octobre 1987. Sur le court terme, le loyer de l'argent entre banques (les Federal Funds) est retombé à 9 1/4 % et la Chase Manhattan Bank a limité la petite somme de 100 millions de dollars à 10,50 %. Mais elle est restée la seule, pour l'instant, du genre.

A Londres, une légère détente a été enregistrée l'indication hebdomadaire de bons du Trésor à trois mois avec un taux maximum de 13,23 % contre 13,49 %. M. Nigel Lawson, chancelier de l'Échiquier, a déclaré que l'inflation pourrait avoir atteint un plafond en Grande-Bretagne, et pourrait diminuer d'ici à la fin de l'année, sans donner de précisions chiffrées. En juin, la hausse des prix de détail atteignait 8,3 % sur un an, comme en mai.

En revanche, les coûts salariaux britanniques n'ont augmenté que

de 2,8 % en mai, sur une base annuelle, en raison d'une augmentation de 6,1 % de la productivité, ce qui est assez remarquable.

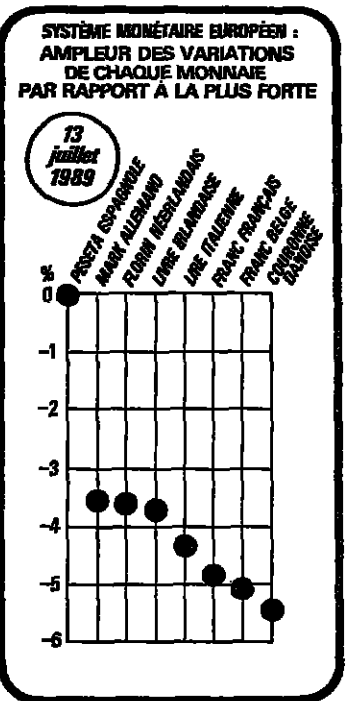
A Paris, le loyer de l'argent au jour le jour s'est brutalement tendu au milieu de la semaine, s'élevant à plus de 9,50 %, alors qu'il se maintenait à moins de 9 % au début de la période sous revue. Cette tension est attribuée au recroisement de la période de constitution de réserves des banques, qui s'achève le 13 juillet et non le 15. Ajoutons que la Banque de France, tout en accordant des pensions à cinq jours à son nouveau taux de 9,5 %, n'éprouve aucun désir de vraiment faire baisser les taux en ce moment, pour des raisons d'ordre aussi bien intérieur qu'extérieur.

Une telle tension n'a nullement affecté le Maf, où les cours de l'échéance septembre sur l'emprunt « notional » de 10 % ont terminé la semaine à plus de 108,50 sur un marché en grande forme : toujours l'espoir d'une baisse du taux. Le marché secondaire des obligations, essentiellement les OAT, s'est également très bien tenu.

Un seul emprunt lancé

Sur le marché obligataire, l'attente continue à régner, les investisseurs institutionnels restant dans la réserve en raison des incertitudes sur l'évolution des taux d'intérêt à long terme dans le proche avenir.

Dans ces conditions, le comité des émissions a pratiquement fermé le calendrier pour cette semaine. Le seul emprunt lancé, celui de l'Auxiliaire du Crédit foncier, pour 1 milliard de francs au taux fixe de 8,70 % (taux réel 6,81 %), avec bons pour souscription d'obligations à émettre en janvier 1990, à 8,80 %, et en avril 1990, à 8,70 %. Le placement en est très lent, sans aller jusqu'à la « colle » totale, en raison du rendement, jugé « trop tiré », de l'attention générale et des craintes pour la liquidité de l'émission. Certes, celle-ci est garantie par la maison mère, le Crédit foncier de France, mais la signature de la filiale est moins connue et la décote reste forte sur le marché gris. En fait, ce n'est pas une émission pour le grand public, mais pour des inves-



MATIÈRES PREMIÈRES

Le sucre « flambe » aux Philippines

À la fin des années 60, les plantations de sucre philippines ont connu grâce à Dios et Ben Fiel Castro, la révolution cubaine s'étant déclarée « socialiste », les États-Unis avaient alors rompu les liens commerciaux avec leur sucrier traditionnel. En conséquence, le très considérable quota cubain avait été assigné aux autres producteurs de l'archipel (Vie de Negros, surtout). On est devenu riche vite, et de plus en plus de terres furent consacrées à la canne. Sans se préoccuper une seconde de l'essor du sucre, des centaines de milliers de gens ont participé à l'essor du secteur sucrier. Des dizaines de raffineries ont été bâties.

C'était l'époque où les grandes familles régnaient sans partage sur leurs terres et leurs « sujets » qui, bien souvent, étaient condamnés à vivre dans des conditions sociales déplorables. Puis ce fut le « slump » mondial. Negros n'y était pas préparé. Les revendications sociales se firent de plus en plus ardentes et les haciendas se

transformèrent en camps retranchés. La guérilla communiste se développa. D'autant que plusieurs tentatives de réforme agraire avaient sciemment épargné les plantations.

Il y eut ensuite la réforme agraire signée Cory Aquino. Elle semblait répondre à tout. Pour la première fois dans l'archipel, les terres vouées aux grandes plantations étaient vidées. Chez les planteurs, ce fut l'écœure. Pour ceux dans le nombre de cas, les propriétés étaient devenues ingérables, du moins par leurs propriétaires en titre. Quant elles n'étaient pas laissées en friche, elles avaient été occupées par des communautés d'ouvriers agricoles. L'affaire est devenue d'autant plus complexe qu'il y eut des « miracles ». Certaines terres « passèrent » à la crevette : des terres sucrières d'excellente qualité furent creusées pour y loger des crustacés voués à l'exportation et aux devises. Et les cours du sucre ont alors repris. Vu, à travers le dilemme sucre-crevette, la réforme agraire Aquino est apparue — aux yeux des planteurs — comme une menace et une sanction.

Le temps des haciendas est révolu

Mais, en vingt ans, la structure terrienne avait considérablement changé. Le temps des haciendas de plusieurs milliers d'hectares était révolu. Actuellement — avec quelques exceptions, dont la propriété de la famille présidentielle, la hacienda Lusita, avec ses 6000 hectares « sucrés », — rares sont les plantations qui, sur le cadastre officiel, peuvent encore se prévaloir de plus de quelques centaines d'hectares. Il est vrai que la menace de la réforme agraire a précipité les partages de circonstance « intra-familiaux », mais, surtout, l'endettement accumulé des mauvais jours a permis la reprise d'énormes surfaces par les banques

(d'État). Les divisions « par héritage » ont aussi contribué à fragmenter les fibres haciendas d'autan.

Avant tout cela, il y a vingt ans, les Philippines produisaient 2,4 millions de tonnes cubiques de sucre par an. La crise cassa la production de moitié : 1,3 million de tonnes/an entre 1974 et 1984. Puis la production se renversa, timide-ment, suivant la courbe des cours mondiaux. Actuellement, on en est à enregistrer des prix records : 590 pesos le picul (1) en 1988-1989 (pour une production de 1,6 million de tonnes tirée de 169 489,57 hectares sous « culture sucre » sur l'ensemble du pays) contre 225 pesos/picul en 1985-1986.

Pour la récolte prochaine, 1989-1990, une production totale de 1,75 million de tonnes est attendue. Les planteurs ont donc de moins en moins de raisons de vouloir diversifier — comme cela leur avait été maintes fois conseillé — leurs cultures ou de vouloir se soumettre de bon gré à une réforme agraire aujourd'hui affaiblie par une succession de scandales financiers et de fraudes. Si les planteurs souffrent de corruption, la pression vient de la guérilla communiste : de plus en plus de fermes, hangars et champs « noirs pour la récolte » appartenant à des planteurs « récalcitrants » flambent dans la nuit.

Si les indicateurs économiques sont bons du point de vue de la production, la situation reste déprimée du côté des raffineries. Élévation des grands et beaux jours du sucre respandissent, la capacité de traitement (3,5 millions de tonnes/an) est à peu près le double de l'utilisation effective. Mais, cabine-cabine, les raffineries, sous différentes tutelles (secteur privé, coopératives...), continuent de four-

KIM GORDON-BATES.

(1) 1 F vaut environ 3,3 pesos. Le picul vaut 63,28 kilos.

PRODUITS	COURS DU 14-7
Café h. g. (Arabica)	1 497 (+ 33) Livres/tonne
Aluminate (London)	1 668 (- 100) Livres/tonne
Nickel (London)	11 325 (+ 275) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	2 900 (+ 105) Francs/tonne
Café (London) Septembre	824 (+ 10) Livres/tonne
Cacao (New-York) Septembre	1 285 (+ 62) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Septembre	995 (- 9) Cents/bushel
Malt (Chicago) Septembre	352 (- 22) Cents/bushel
Sole (Chicago) Août	212,3 (- 12,4) Dollars/c. court

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre. * Cours du 13 juillet.

ÉTRANGER	BICENTENAIRE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
9 Pologne : M. Walesa ne s'oppose pas à la candidature du général Janzelski. - URSS : les grèves de mineurs en Sibirie. - Le mouvement autonomiste kurde iranien décapité après l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemlou à Vienne.	3-4 Le sommet des Sept. 5-6 Les célébrations du Bicentenaire. - « Livres politiques », par André Laurens. 7 La proposition de réforme constitutionnelle de M. Mitterrand.	10 Le congrès des enseignants américains de français. - Sports : le Tour de France cycliste.	11 Le Festival d'Avignon : Les folies Langhoff. - Musique : Quatuorvintres, de Duhamel, à Fourvière. 10 Communication : polémiques autour du minitel.	15 M. Tapie revend Look. - Un entretien avec M. Olivier Stin. 16 Revue des valeurs. 17 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 10. Carnet 13. Légion d'honneur 13. Météorologie 13. Mots croisés 13. Télévision 13. Spectacles 12.	● Admissions aux grandes écoles RES 3615 tazes LEMONDE ● Les offres d'emploi du Monde EMPLOI 3615 tazes LM

La proposition de réforme constitutionnelle de M. Mitterrand

La droite, l'extrême droite et les communistes font la moue

M. Laurent Fabius a applaudi des deux mains, vendredi 14 juillet, la proposition de réforme constitutionnelle faite par le président de la République. C'est « une avancée marquante pour la démocratie », a expliqué M. Laurent Fabius. Elle donnera à chaque citoyen le moyen d'agir lui-même pour s'assurer que rien ne porte atteinte à ses droits fondamentaux. En cette année du Bicentenaire, (...) il est excellent que la protection des droits de l'homme puisse ainsi connaître un nouveau progrès.

M. André Lajoinie serait prêt d'en convenir si cette proposition n'était, selon lui, doublement entachée : « M. François Mitterrand serait beaucoup plus crédible s'il avait tout fait pour faire passer les grands idéaux de la Révolution dans la vie depuis son élection. » Quant au Conseil constitutionnel, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale l'estime discrédité après sa décision de ne pas accepter l'amendement socialiste concernant la réintégration des « dix de Renault ». « On nous permettra (...) d'émettre les plus grandes doutes sur les capacités de ce collec-

tif à défendre les droits des hommes qui travaillent », écrit, quant à lui, dans *l'Humanité* M. Claude Cabanes.

Du côté de la droite et de l'extrême droite, l'idée lancée par le chef de l'Etat suscite au mieux le dédain. « La vraie idée révolutionnaire n'est pas de donner au peuple la possibilité de faire annuler des lois, c'est de donner au peuple la possibilité de proposer lui-même une initiative populaire », explique M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF. Sur de grands problèmes de société (règles de l'adoption des enfants, calendrier scolaire ou grands choix éthiques appliqués aux grands progrès de la médecine), les citoyens doivent pouvoir proposer eux-mêmes les grands principes qui doivent guider notre société.

« Le droit de saisine directe du Conseil constitutionnel, c'est peu, le droit au référendum d'initiative populaire, ce serait beaucoup mieux », souligne, pour sa part, M. Bruno Mégret pour le Front national.

« Prudence ! », clame M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, qui

voit dans la proposition de M. Mitterrand un risque de « bouleversement de notre ordre juridique et de notre Constitution : cela signifierait que le Conseil constitutionnel deviendrait une véritable Cour suprême comme aux Etats-Unis, or ce n'est pas conforme à notre tradition ».

« J'ai plutôt l'impression d'entendre un spectateur, un commentateur de l'histoire qu'un acteur engagé. Nous avons vu un François Mitterrand égal à lui-même, c'est-à-dire un homme qui n'hésite pas à proposer un certain nombre de grands principes tellement généraux qu'ils ne peuvent susciter que le consensus et dans le même temps d'affirmer les contre-vérités les plus flagrantes sur l'action du gouvernement (...) ». La première, qui ne manque pas de sel, est la nécessité affirmée par François Mitterrand de réduire la masse globale des impôts. « a affirmé M. Nicolas Sarkozy, secrétaire national du RPR.

(Lire page 7 les déclarations du président de la République.)

Coup dur pour le président Menem

Le ministre de l'économie argentin meurt d'une crise cardiaque

Coup dur pour le nouveau président argentin : M. Carlos Menem vient en effet de perdre le membre du gouvernement dont il avait le plus besoin dans l'immédiat pour faire face à la crise économique. Miguel Roig, ministre de l'économie, est décédé vendredi 14 juillet d'une crise cardiaque, six jours seulement après avoir pris ses fonctions. Miguel Roig, soixante-trois ans, est mort dans la voiture qui le ramenait de l'ambassade de France à Buenos Aires, où il venait d'assister à une fête donnée pour le Bicentenaire de la Révolution française.

Dès son entrée en fonctions, Miguel Roig avait annoncé un vaste programme d'austérité pour tenter de juguler l'hyperinflation qui ravage le pays. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale l'avaient félicité pour son plan. L'Argentine n'a effectué depuis avril 1988 aucun remboursement de sa dette extérieure de 60 milliards de dollars. La nouvelle du décès de Miguel Roig a provoqué une hausse du cours de la monnaie argentine au marché noir. L'austral est passé à 755 pour 1 dollar contre 675 pour 1 dollar vendredi matin.

Quoique n'appartenant pas au parti péroniste, il avait été appelé par le président Menem pour diriger un plan de « révolution productive » destiné à redresser l'économie du pays, un plan pensé dans ses grandes lignes par le prix Nobel d'économie 1980, l'Américain Lawrence Klein. Le programme de Miguel Roig, qui comptait sur l'appui de tous les syndicats, prévoyait des mesures pour mettre fin à l'important déficit budgétaire que connaît l'Argentine, ainsi que la privatisation d'entreprises nationales en déficit constant.

Ce plan anti-inflationniste avait reçu un accueil globalement favorable sur les marchés financiers de Buenos Aires. Il avait mis en place une dévaluation immédiate de l'austral de 116%. Les exportateurs ont été autorisés à présenter leurs créances à liquidation, ce qui a permis à la Banque centrale d'enregistrer une rentrée de 600 millions de dollars pour cinq jours, alors que les réserves en devises ne s'élevaient plus qu'à 10 millions de dollars au moment de l'entrée en fonctions, dimanche 9 juillet, du nouveau gouvernement. La marée d'australs qui

a déferlé en conséquence sur le marché a fait chuter les taux de crédit bancaires, qui sont revenus de 4% par jour à y a trois semaines à 3% par mois.

C'est un industriel, M. Néstor Rapanelli, vice-président de la grande société argentine Bunge y Born, qui a été nommé ministre de l'économie, en remplacement de Miguel Roig; ce dernier, avant d'entrer, le 8 juillet, au gouvernement, était à la tête de Bunge y Born.

La décision de confier ce ministère sensible à un homme issu de la même entreprise indique la détermination de M. Menem à poursuivre la mise en œuvre du plan de redressement de l'économie argentine mis au point par le ministre décédé.

Dans un communiqué rendu public vendredi, le président argentin a affirmé, « malgré cette perte regrettable », sa « certitude » que le pays « avance vers un horizon prometteur ». Le président a ajouté : « Il n'y a pas de difficultés que nous ne puissions surmonter, afin de remplir le mandat reçu. » (AFP, Reuter.)

Meurtres de trois jeunes Maghrébins

Trois jeunes gens d'origine maghrébine ont été tués dans la nuit du 13 au 14 juillet. A Thiez, près de Cluses (Haute-Savoie), Youssef Benkha, vingt-trois ans, a été tué d'un coup de balle par une rixe entre Maghrébins et Italiens (le Monde du 15 juillet). L'auteur présumé du coup de couteau a été entendu par les gendarmes. Les amis de la victime ont assisté manifesté et saccagé des magasins et des bâtiments municipaux.

A Dijon (Côte-d'Or), Abdelmajid Benzari, vingt et un ans, de nationalité marocaine, a été tué d'un coup de canif porté à l'arrière femoral par un retraité de soixante ans, Eugène Volpato, qui était intervenu dans une bagarre.

A Saint-Laurent des Arbres, près de Nîmes (Gard), Alissa Badaine, vingt-deux ans, fille de harki, a été tuée vers une heure du matin, le 14 juillet, alors qu'il venait de fêter l'Aïd el Kébir, par deux inconnus, qui ont ouvert le feu dans sa direction pour une raison indéterminée.

Pollution

L'Italie se mobilise contre la marée brune

L'Italie se mobilise contre la marée brune, qui souille les plages de l'Adriatique et prend l'allure d'une « catastrophe nationale » (le Monde du 14 juillet). En mer tous les moyens sont bons pour repousser l'invasion : filets de pêche, barrages anti-pétrole, panneaux de matière plastique. A terre, on assiste à une sorte de surenchère politique. Non seulement le Parlement a approuvé un décret prévoyant l'équivalent de 250 millions de francs pour ramasser les algues, mais il a voté un programme de 1 300 milliards de francs (6,1 milliards de francs) pour entreprendre un assainissement de fond et même 6 000 milliards supplémentaires (28 milliards de francs) pour la mise en place d'un plan quinquennal de nettoyage de l'Adriatique. Quant aux municipalités de littoral, elles demandent la construction d'une centaine de parcs aquatiques (financés à 40 % par l'Etat) pour remplacer une mer devenue décidément impraticable.

Nombreux incendies de forêt dans le Midi

A Martigues (Bouches-du-Rhône), quatre cents hommes soutenus par une flottille aérienne luttaient encore samedi matin 15 juillet pour tenter d'arrêter un gigantesque incendie - provoqué par une fusée de feu d'artifice - qui avait déjà anéanti 600 hectares de pinède et menaçait des récoltes sur pied de vignes et deux villages.

D'importants moyens en hommes et en matériel ont été également envoyés au Rouv, toujours dans les Bouches-du-Rhône, où le feu, activé par le mistral, a coupé la ligne SNCF. A Roussillon, dans le Var, cent cinquante pompiers et plusieurs avions ont été nécessaires pour stopper l'incendie qui, démarant à proximité d'une habitation, a dévoré 60 hectares de garrigue et nécessité l'évacuation d'un camping et de plusieurs maisons.

En revanche, c'est à un acte de malveillance que les autorités attribuent le feu qui, au sud-est de Nîmes (Gard), a détruit 40 hectares de résineux et entraîné l'intervention de deux cent cinquante hommes, de dizaines d'engins et de deux Canadair.

Au Japon

Nouvelles éruptions volcaniques au large d'Ito

Trois nouvelles secousses volcaniques ont été ressenties, samedi matin 15 juillet, dans la station balnéaire d'Ito, à environ 80 kilomètres au sud de Tokyo, moins de trente-six heures après une première éruption du volcan sous-marin situé à 4 kilomètres de cette ville du Japon. Plus de 70 000 habitants se tiennent prêts à évacuer cette station balnéaire de la péninsule d'Izu, où, depuis le 30 juin, de nombreux touristes ont préféré annuler leurs réservations.

Les écoles de la ville ont été fermées et le gouvernement a annoncé la formation d'un conseil de liaison, en prévision d'autres éruptions. Aucune victime n'est pour l'instant à déplorer. Mais la dernière éruption a fait surgir un monolithe au-dessus de l'océan de 25 mètres de hauteur et de 200 mètres de diamètre. Selon les autorités locales, le magma est toujours actif sous le fond sous-marin où s'est produit l'éruption.

ETATS-UNIS

La grève des mineurs devient de plus en plus violente

La violence marque de plus en plus la grève des mineurs américains qui dure depuis un mois : deux salariés d'une compagnie minière employant des non-syndiqués ont été blessés par balles, vendredi 14 juillet, alors qu'une bombe a détruit une voiture garée près du siège de la société Pittston, où le conflit a commencé. Les mille neuf cents mineurs de cette compagnie - la première exportatrice de charbon des Etats-Unis - avaient débuté leur mouvement le 5 avril pour, notamment, forcer leur entreprise à adhérer à une convention collective.

C'est en signe de solidarité que le Syndicat unifié des mineurs (UMW) avait déclenché une grève

générale le 12 juin. Cette grève est toujours suivie par trente-sept mille mineurs dans huit Etats, en dépit d'un ordre de reprise du travail émis par la justice.

Jendi, quelque trois cent mineurs de Pittston ont été arrêtés près de Charleston pour avoir bloqué une route puis relâchés. Le président d'une société charbonnière du Kentucky, M. Charles Snavely, a été blessé, le même jour, au visage, par une pierre. De nombreux coups de feu ont déjà été tirés et une première bombe avait détruit un bureau mobile d'une filiale de Pittston le 10 juillet.

En Alabama

La laborieuse exécution d'un handicapé mental

Il a fallu deux décharges électriques, à dix minutes d'intervalle, pour que les autorités de la prison d'Amors (Alabama) viennent à bout de l'exécution, vendredi 14 juillet, d'Horacio Franklin Durkin, vingt-huit ans, un handicapé mental, condamné à mort pour le meurtre et le viol d'une jeune femme. La chaise électrique était mal branchée et le condamné a survécu à la première tentative d'exécution. Le condamné était incontinent mais son cœur battait encore lorsqu'il a reçu une deuxième décharge pour être déclaré mort dix minutes plus tard. « Le regrette vraiment beaucoup ce qui s'est passé (...) C'est une erreur humaine », a commenté le directeur de la prison.

Cette laborieuse exécution d'un handicapé mental intervient quelques semaines après la décision de la Cour suprême des Etats-Unis (le Monde du 29 juin) de ne pas s'opposer à l'application de la peine capitale aux mineurs de moins de dix-huit ans au moment des faits, ainsi qu'aux handicapés mentaux. Une vaste puis religieuse ne pourront plus invoquer le huitième amendement interdisant « les châtiments cruels et inhabituels ». Parmi les sept Etats qui ont réaboli la peine de mort depuis 1976, douze limitant son application aux plus de dix-huit ans, seuls le Maryland et la Géorgie excluent cette peine pour les handicapés mentaux. (AFP.)

entendre qu'il serait candidat à la mairie de Washington, a fait savoir qu'il ne faisait pas concurrence à M. Barry, c'est ce qu'a indiqué le porte-parole de ce dernier, vendredi 14 juillet. A New-York, le maire démocrate, M. Edward Koch, a confirmé, jeudi 13 juillet, qu'il se portait candidat pour le quatrième fois consécutive à l'élection municipale new-yorkaise de novembre. (AFP.)

Mise en marche de l'accélérateur de particules de Genève

Le premier faisceau de protons a été injecté, vendredi 14 juillet, avec succès dans l'anneau du LEP, le plus grand accélérateur de particules du monde, selon M. Neil Calder, porte-parole du CERN (Laboratoire européen pour la physique des particules) à Genève. Les différents blocs qui composent l'anneau de 27 km de diamètre du LEP ont progressivement été ouverts et le faisceau a effectué le premier tour complet 50 minutes plus tard. « Le LEP est donc en état de marche », a ajouté M. Calder.

Il s'agit pour l'instant d'un faisceau « lent », d'une puissance de

20 GeV (gigaélectronvolts) alors que les expériences seront effectuées avec des faisceaux d'une puissance de 50 GeV. Le premier faisceau d'électrons devrait être injecté dans les prochains jours, et les premières collisions de particules sont programmées au début d'août. L'injection du faisceau permet de vérifier la précision au centième de millimètre que requiert ce genre de construction. Le LEP, fruit d'une coopération scientifique et technique à l'échelle mondiale, a coûté 1,2 milliard de francs suisses (environ 4,7 milliards de francs français).

EN BREF

● Grève dans le métro. - Le trafic sur la ligne 2 (Nation-Dauphine) du métro parisien a été fortement perturbé en fin d'après-midi le 14 juillet en raison d'une grève de deux heures des conducteurs CGT. Ceux-ci entendaient protester contre « les moyens complètement inadéquats » pour faire face à l'afflux de voyageurs le jour de la fête nationale et des cérémonies du Bicentenaire. Cinq lignes de métro et une partie des lignes A et B du RER ont fonctionné la nuit du 14 au 15 avec des conducteurs volontaires.

● GUADELOUPE : manifestation pour la libération d'un agriculteur. - Une cinquantaine de personnes ont manifesté, vendredi 14 juillet, devant la gendarmerie du Lamentin (à 15 kilomètres de Pointe-à-Pitre), pour protester contre la garde à vue d'un agriculteur qui avait tué un voleur de bétail et blessé son complice la nuit précédente. Un tract distribué sur les lieux et signé d'un comité de soutien présidé par un membre du conseil municipal (DVG) du Lamentin « exige que la justice fasse son devoir, mais qu'elle libère sans condition » l'agriculteur gardé à vue.

● Inculpation et transfert de Christian Dornier. - Christian Dornier, le responsable de la tuerie de Lurid (Doubs) qui fit, le 12 juillet, quatorze morts et huit blessés (le Monde du 14 juillet), a été inculpé d'assassinats et tentatives d'assassinats par le juge d'instruction, M. François Arlet. Blessé au cou et au foie, Christian Dornier a été dans un premier temps hospitalisé à Besançon, avant d'être transféré à l'hôpital des prisons de Fresnes, dans la région parisienne. Les obèques de ses victimes se sont déroulées devant un millier de personnes dans l'après-midi du 14 juillet; à Lurid, où toutes les festivités avaient bien évidemment été annulées.

● AID EL KEBIR : le SPA accuse le préfet des Alpes-Maritimes. - La Fondation Brigitte-Bardot et plusieurs associations de protection des animaux ont décidé de porter plainte contre l'abattage public de moutons effectué jeudi 13 juillet dans le département des Alpes-Maritimes à l'occasion des fêtes musulmanes de l'Aïd el Kebir. Alors que Marseille avait ouvert pour la circonstance un abattoir désaffecté, les autorités des Alpes-Maritimes n'avaient rien prévu de semblable, les établissements de Nice et de Puget-Théniers étant fermés pour des causes diverses. Cette situation a contraint les croyants à procéder en plein air à l'égorgeage rituel de deux cents moutons.

● AFGHANISTAN : violent incident entre groupes moudjahidines rivaux. - Un violent incident entre groupes de moudjahidines rivaux a fait une trentaine de morts dans la province de Takhar, au nord du pays, a-t-on appris à Peshawar. Plusieurs dizaines de résistants appartenant au Jamiat-I-Islami de M. Burhanuddin Rabbani sont tombés dans un gue-

apens organisé par des partisans du Hezb-I-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar, l'un des partis fondamentalistes les plus radicaux. Une trentaine de personnes ont été tuées, dont cinq commandants qui revenaient d'une rencontre avec le commandant Massoud. (AFP.)

● M^{me} Aquino satisfait de sa tournée européenne. - M^{me} Corason Aquino a effectué, vendredi 14 juillet, une visite de quelques heures en Belgique, où elle s'est entretenue avec le roi Baudouin, le premier ministre, M. Wilfried Martens, et le commissaire européen chargé des relations Nord-Sud, M. Abel Matutes. Ce dernier a signé avec la présidente philippine un accord d'un montant de 10,4 millions d'ECU pour financer un programme de formation agricole. Le porte-parole de M^{me} Aquino a estimé que sa tournée européenne s'était « très, très bien passée ». (Reuter, AFP.)

● Appel à la libération des prisonniers marocains. - Le comité d'action pour la libération des prisonniers d'opinion au Maroc (CALPOM) lance un appel aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Paris, à l'occasion du sommet des pays industrialisés, pour qu'ils interviennent auprès du roi du Maroc en faveur de la libération des prisonniers d'opinion marocains dont Abraham Serfaty, condamné à perpétuité en 1977, et la famille Oufkir. Le CALPOM constate que seuls quelques militants islamistes figurent parmi les bénéficiaires de la récente mesure de grâce royale.

● ATHLÉTISME : record de France du 100 mètres féminin. - Laurence Billy a battu le record de France du 100 mètres féminin en réussissant 11 s 14/100, vendredi 15 juillet à Casablanca, en finale des Jeux de la francophonie. L'ancien record était détenu par Chantal Rega en 11 s 15/100.

● FOOTBALL : Coupe d'Amérique du Sud. - Le Brésil a battu le Paraguay (3-0) et l'Uruguay a dominé l'Argentine (2-0), vendredi 14 juillet à Rio-de-Janeiro, en phase finale de la Coupe d'Amérique du Sud. Le Brésil et l'Uruguay qui comptent deux victoires, devraient se rencontrer dimanche 16 pour l'attribution du titre.

Le numéro du « Monde » daté 15 juillet 1989 a été tiré à 441 226 exemplaires

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

Le Monde
microfilms et index

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

research publications
P.O. Box 45 Reading RG1 9HP Grande-Bretagne
Tél. : 044-734-58247 Telex : 98336 Fax : 044-734-59335

1939/1940

L'ANNÉE TERRIBLE

L'histoire tragique de l'effondrement
de la France

par Jean-Pierre AZÉMA



A LIRE CETTE SEMAINE

LUNDI 17 DATÉ MARDI 18 JUILLET
14 JUILLET 1939 : ÉTAT DE L'UNION

MARDI 18 DATÉ MERCREDI 19 JUILLET
LA FRANCE ET LE PACTE

MERCREDI 19 DATÉ JEUDI 20 JUILLET
LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE
ENTRENT EN GUERRE

JEUDI 20 DATÉ VENDREDI 21 JUILLET
DALADIER DOIT PASSER LA MAIN
VENDREDI 21 DATÉ SAMEDI 22 JUILLET

NARVICK
CHAQUE JOUR DANS

Le Monde

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Semaine du 17 au 23 juillet



Olivier
de Kersauson
aux dossiers
de l'écran :
La carte
d'un tendre

Il y a vingt ans,
la Lune :
La planète
de tous les rêves



Voyage en vidéo manie



Supplément au n° 13830. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 16 Lundi 17 juillet 1989.

ALTERNATIVE MONDIALE LITTÉRAIRE DES JUIVES EN REVUE, leur patrum parvenait

VERONIQUE CAUHAPE.

هكنا من الدليل

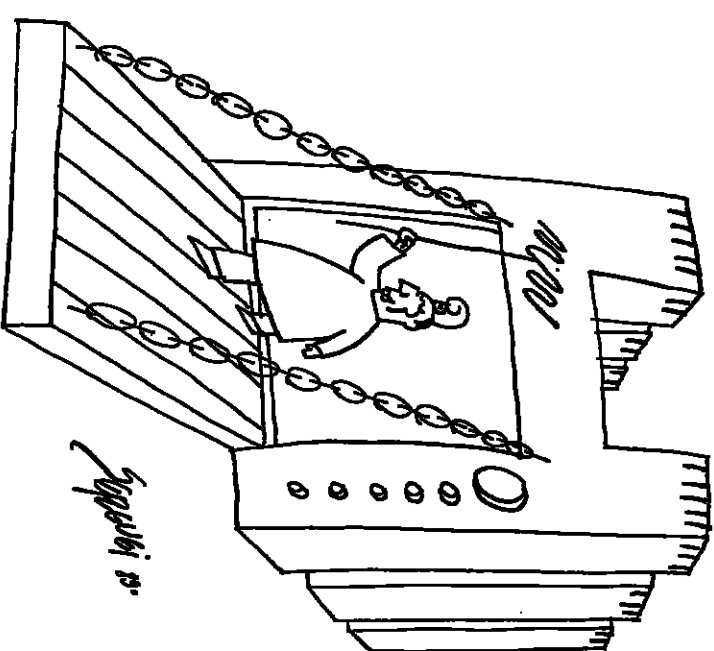
	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
TF	17 juillet	18 juillet	19 juillet	20 juillet
1	20 h 36 FEUILLETON La comtesse de Charny La reine a un secret. 22 h 10 MAGAZINE Super-sensy	20 h 36 CINÉMA Indomptable Angélique □ L'un des plus mauvais de la série. 22 h 05 DOCUMENTAIRE Histoires naturelles Dans la campagne yougoslave. Fénelonne Ingrid Bergman.	20 h 40 FEUILLETON La vengeance aux deux visages Querelles suédoises. 22 h 18 MAGAZINE Désobéissances Fénelonne Ingrid Bergman.	20 h 30 FEUILLETON Orges d'été Avec Annie Girardot. 22 h 15 SÉRIE L'ami Maupassant
2	20 h 36 THÉÂTRE C'est encore mieux l'après-midi Une comédie avec Pierre Mondy. 23 h 10 MAGAZINE Bonjour la nuit 23 h 35 DOCUMENTAIRE Qui est-ce qui se passe avec la culture ?	20 h 36 CINÉMA Les 400 rugissements □ Jacques Perrin en navigateur solitaire. 22 h 45 Dérat Les dossiers de l'écran Olivier de Kersaun.	20 h 36 SÉRIE Romances Un château hanté en Ecosse. 22 h 15 DIVERTISSEMENT La caméra cache 23 h DOCUMENTAIRE Vive la France ! Les technopoles.	20 h 36 CINÉMA Jamais plus jamais □ Le vrai James Bond, drôle et suicidaire. 23 h 18 CINÉMA Local hero □ Le thème de la vie dans la nature. Euphorisant.
3	20 h 36 CINÉMA La loi de la jungle □ Western psychologique avec James Caprey. 22 h 40 MAGAZINE Océaniques La polémique sur la « mémoire de l'eau ».	20 h 36 FEUILLETON L'Apostrophe Des fractures de choc. 22 h 28 CINÉMA Doublets messieurs □ Deux copains d'enfance et la femme d'un troisième. Insolite.	20 h 36 TÉLÉFILM La bonne poitrine Des toiles pour un grand appétit... 21 h 30 MAGAZINE Archipel sonore 22 h 25 MAGAZINE Océaniques Le cinéma, mémoire et témoin de la société britannique.	20 h 36 CINÉMA Ernest le rebelle □ Burlaque d'une déferle irascible. 22 h 18 SÉRIE Chroniques de France Le prestige de la cavalerie, gloire passée d'une ville de l'Est.
CANAL	20 h 30 CINÉMA Tout for du professeur □ Une comédie inédite de Steno. 22 h 55 TAUROMACHIE Novillada Julio Aparicio, à Nîmes le 14 mai.	20 h 30 CINÉMA Allons, le retour □ Des effets spéciaux étonnants ! 22 h 45 CINÉMA Une nuit à l'Assemblée nationale □ Satire politique de mauvais goût.	21 h CINÉMA Fils ou zombie □ Comédie fantastique dérangeante. 22 h 28 CINÉMA La dernière valise □ The Band.	20 h 30 CINÉMA Juliet en septembre □ Une ambivalence de drame psychologique. 22 h 10 CINÉMA Mac Arthur, le général rebelle □ Biographie très respectueuse.
LA 5	20 h 30 TÉLÉFILM Cinq séjours en Amazonie Aventures dans la jungle. 22 h 15 SÉRIE Deux filles à Miami	20 h 30 CINÉMA La conquête de la planète des singes □ Les problèmes du pouvoir. Etonnant. 22 h 15 SÉRIE Deux filles à Miami	20 h 30 TÉLÉFILM Combat Academy Dans une école militaire chargée de rééduquer les délinquants. 22 h 28 SÉRIE Deux filles à Miami	20 h 30 TÉLÉFILM Mon prof est une extraterrestre Un étudiant métamorphosé. 22 h 15 SÉRIE Deux filles à Miami
M 6	20 h 30 TÉLÉFILM L'ange de la vengeance Une jeune biographe sur les traces de son père mort au Vietnam. 21 h 50 SÉRIE Messieurs les Jurets.	20 h 30 FEUILLETON La clinique de la Forêt-Noire Un gros succès en Allemagne. 22 h 05 MAGAZINE Ciné 6	20 h 30 TÉLÉFILM Jane Eyre Le célèbre roman de Charlotte Brontë adapté au petit écran. 22 h 20 FEUILLETON Le comte de Monte-Cristo	20 h 30 TÉLÉFILM Dans l'enfer de la mine La rencontre d'une femme et d'un ancien peblheur reconverti dans le cinéma. 22 h 05 THÉÂTRE Le bon débarras Une comédie de Barillet et Gedy.

Plein la fête

Par BRUNO FRAPPAT

seraient guère affectées dans leur assemblément à venir.

Puis il y aurait le couronnement de l'Opéra-Bastille. L'événement brochant l'édifice nouveau, depuis que l'idée en avait germé dans la tête du président de la République. Mais d'une construction prise et reprise, ambiguë puis diminuée avant d'être confirmée, victime innocente des aléas politiques, des



L'histoire des émotions, si elle pouvait s'écarter, devrait faire figurer en très bonne place la soirée inaugurale de l'Opéra-Bastille. La plus belle brochure de grande soirée qui se puisse rêver sur une scène et, dans la salle, la plus impressionnante brochure de soirée du pouvoir. Pour nous, devant nos petits écrans, l'heure était, pour une fois, au point de son contre l'usage. On se souvient à la fois, ce qui n'est pas facile, les premières, ordonnées, les premières par ce qui nous a été dit. Rien de plus simple que de se souvenir, par plaisir, plaisir rendu encore plus abstrait par le fait qu'on nous suppose à tous une science musicale. Intue, puis que personne n'avait eu l'idée de nous indiquer quel chantait ni ce qu'on chantait. Chacun y reconnaissait les siens, dans les airs et dans les origines ; on n'est pas totalement ignare, mais tout de même, quel élisme, déjà !

Ce petit souci n'était rien à côté de la joie ressentie. On trouve même que les paroles des librettistes, en général pompeuses et ridicules, avaient ce soir-là, un soi-particulier et qu'elles méritaient d'être écoutées, retenues. On en savait au vol quelques-unes, par pur plaisir des mots : « Qui, voilà mon verseau... ma patrilili-eee... » ; « Venez, anges du ciel, soufite de Dieu... » ; « Car l'heure du pardon est peut-être arrivée » ; « Vision lumineuse et toujours pourlante : vision lumineuse, c'est toi qui prends toute ma vie... » ; « Si tu ne m'aimes pas, je t'aime... » ; « Douce flamme, je te garde dans mon âme comme un trésor... » ; « Ah ! lève-toi, soleil, et parmi les étoiles qui dans l'air sans volent... »

On songait alors à une vision, très fugitive aussi, quand on avait cette terrible semence, celle du nouveau « bombardier invisible » que viennent de s'offrir les Américains. Il est positivement laid, pauvre, monstrueux, mais, d'ailleurs, très efficace et discret. Chaque exemplaire coûte 3 milliards de francs ; c'est un peu plus qu'un Opéra-Bastille. Si vous avez 3 milliards devant vous, choisissez...

Sur ce que nous célébrons aujourd'hui, Nietzsche a écrit : « Le texte de la Révolution a disparu et a été dévoré par son interprétation. » Il en va sans doute de même du Bastille. Le texte et le contre-texte ne tarderont pas à disparaître, et ce ne sera pas facile. Il faudra toute la harque des études du futur pour s'interroger, demain, aux misères des polémiques pollicielles qui auront tenté de brouiller les images. Le souvenir, lui, fera son travail d'interprétation. Il conservera la vision d'une foule qui, sans réfléchir, jendit soit, immense et dédoublée, plus que française ou même européenne : mondiale, donna spontanément l'assent à la place de la Bastille, convergent par dix itinéraires, engoulant les rares autos, débordant la canalisation bureaucratiquement l'été, investissant la place pour une fête sans queue ni tête, assourdissant, incontrôlable. On peut prétendre la voix d'un soprano au bruit d'un pétard qui vous claque sous les pieds, il était étonnant, démonstratif, de constater que la Bastille restait magnétique et attirait Paris.

La nouvelle industrie des idées

Vous ne le saviez peut-être pas, mais à deux pas de chez vous se prépare la grande révolution de l'intelligence. Antoine-Léonard Maestrati vous le montre en cinq émissions denses.

PRÉOCCUPÉS à juste titre par le déclin de l'acier, du textile, de la sidérurgie, par la fermeture des usines et le chômage, on n'avait tout simplement pas vu que des cerveaux travaillaient depuis un bon moment déjà à préparer l'avenir et ce qui va constituer, demain, une révolution plus importante que la révolution industrielle. Des responsables locaux, des chefs d'entreprise, des maires, ont compris que l'innovation, l'intelligence artificielle, la haute technologie, la synergie, l'industrie des idées, pouvaient générer des activités rentables et créer des emplois. La nouvelle méthode première, c'est la « matière grise » aujourd'hui. Grâce à elle, on peut mettre en place de nouvelles zones d'activité, redonner vie à des régions.

Antoine-Léonard Maestrati est un réalisateur à l'esprit indépendant. C'est lui qui nous avait donné en 1978 une inoubliable « merveilleuse » série sur la sorcellerie en Corse. Journaliste aussi, mi-poète, mi-grand reporter, il a travaillé pour le magazine « Vendicci », pour « Résistance », il a collaboré à « Molière », à « Choc ». Il s'est toujours méfié des journaux. Aussi est-ce une certaine surprise de le voir s'intéresser à la « France positive » et interroger longuement ces jeunes

PDG, ces universitaires créateurs d'entreprises, ces maîtres tournés vers les technologies de pointe, qui transforment leur environnement pour attirer le futur. Tous ces hommes qui nous peaufinent une nouvelle manière de vivre.

Maestrati est parti en réalité de l'ouvrage de Pierre Miquel et a disposé de l'énorme documentation qui lui avait été fournie par Georges Elsey. Il s'est appuyé sur l'écrit, l'historique, la grande spécialité de la IV^e République, histoire, sur Jean-Michel Gaillard, historien, auteur de di-
fronées études sur la France contemporaine (récentement d'un *Jules Ferry*, chez Fayard).

« Vive la France ! », qui s'est fait avec les conseils des deux derniers, n'a pas grand-chose à voir avec le livre de Miquel, mais c'est grâce à lui que le réalisateur a choisi les différents thèmes qui composent sa série. « Entre la vie et la mort » (première émission, diffusée le 12 juillet) traite des régions touchées par la crise ces quinze dernières années et des conséquences sur les hommes, chômage, reconversion : « Le triangle vertueux » (seconde émission, cette semaine) montre les technologies, ces fameuses villes à la campagne, centres décentralisés, la révolution industrielle, la recherche et l'industrie travaillent ensemble avec des rapports nouveaux ; la troisième émission parle de la culture générée par ces entreprises mutantes ; la quatrième — intitulée « Révolution culturelle » — s'occupe de nouveaux rapports sociaux qui se mettent en place ; la cinquième — « L'école », — du quotidien européen des régions. « Vive la France ! » n'est pas une enquête économique, c'est une étude faite du côté des hommes, qui montre, vérifie, cette drôle de révolution.

G. H.

● A.2, les mardis 19 et 26 juillet, 2 et 9 août, vers 23 h.

Mythologie

Soyons justes : nous n'avons visionné que le premier épisode, ces *Hommes de l'ombre*, qui ouvrent la série pour une mise en jambes qui laisse mal augurer du reste. Les erreurs de date et de style y jouent, il est vrai, plus grave, également les erreurs de fait. Ainsi d'Alan Turing, mathématicien britannique de génie qui, durant la guerre, en collaboration avec les services du chiffre, inventa une machine à décoder qui devait grandement contribuer à l'effort de guerre de son pays. On voit de gloire mais l'homme d'Alan Turing avait choisi de quitter une société souffrante où un tribunal entendait le condamner à un traitement médical pour le « gâcher » de son « inhumanité ». En 1954, il se suicida en croquant une pomme acide de cygne. Trop simple sans doute. Vic-times de leurs fantasmes, les auteurs du film, qui ne souffrent mot du contexte, laissent tout bonnement entendre que le scientifique est mort dans des conditions suspectes, sans doute assassiné.

La deuxième guerre mondiale n'est pas mieux traitée. Le film explique en substance que, si les Allemands ont gagné les premiers rounds, c'est qu'ils étaient parvenus à casser le code des Britanniques et à déchiffrer les messages de Londres. Heureusement pour les Alliés, ce sont les Britan-
niques qui, ensuite, ont réussi à lire les messages

qu'envoyait le Führer à ses généraux, et la victoire a changé de camp. C'est simple, voire simpliste, mais l'explication aura l'avantage de ne pas provoquer d'inutiles migrations.

Les *Hommes de l'ombre* comportent aussi une partie travaux pratiques, confiés à Marcel Payol, Haiduco, ex-agent roumain qui, en 1982, avait fait défection pour ne pas avoir à assassiner les écrivains dissidents Virgil Tones et Paul Goma exilés à Paris. Vais-je vous dire, vous convertis de lunettes noires et visage barré d'une fausse moustache, l'ancien agent de la Sécurité devint apprendra ainsi comment photographier un document avec un simple type à bille, comment faire de la pellicule molle adhérent dissimulable dans la couverture d'un livre, comment découper une filature et d'autres ficelles du métier. Ce n'est pas absolument indigeste, mais cela peut être utile si l'on est clôt de paranoïa et que l'on ne sait plus quoi inventer pour distraire ses soucis.

Bref, on aura compris que, quitte à rester dans la mythologie, autant revoir les classiques du film d'espionnage, ceux-là mêmes que FR 3, justement, diffusait tout récemment au « Cinéma de minuit » le dimanche soir.

GEORGES MARION.

● FR 3, dimanche 23 et suivants, 20 h 35.

Si l'on en juge par le premier numéro, la nouvelle série documentaire consacrée à l'espionnage que propose FR 3 n'est pas à la hauteur de ses ambitions.

EST-CE parce que les espions furent naturellement la lumière et l'image qui sont les conditions mêmes de l'existence de la télévision que celle-ci fait mauvais ménage avec ceux-là ? La série « Services secrets », que FR 3 programme durant six dimanches, à partir du 23 juillet, est une nouvelle illustration de cette incompréhension fondamentale et apparemment insurmontable. Les producteurs, qui avaient l'ambition de présenter un produit de qualité, n'ont pourtant pas négocié sur les moyens : ils ont interviewé une impressionnante quantité de spécialistes, visionné des kilomètres de films, et même embauché Omar Sharif qui, temps bibliques et moustache encore fringante, a accepté de quitter quelques minutes sa table d'écriture pour jouer le M. Loyd de ce théâtre de l'ombre. Pêché perdu : le résultat est affligeant.

SERVICES SECRETS

la semaine

PAR JACQUES SICLER

■ A éviter
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique

Lino Ventura dans *Adieu poulet*.

LUNDI 17 JUILLET

La loi de la prairie ■

Film américain de Robert Wise (1986), avec J. Capra, O. Dubbins, S. Mac Nelly, J. Papas, V. Morrow. FR 3, 20 h 35 (91 min).

En 1873, dans le Wyoming, un fermier autoritaire et violent applique sa propre loi, il se heurte à un jeune homme qui lui a sauvé la vie. Un western, ambivalent à l'origine par son scénario psychologique, mais qui des incidents de tournage et des changements d'interprétation rendent finalement assez banal, malgré le savoir-faire du réalisateur. On en retiendra la composition de James Capra.

MARDI 18 JUILLET

Indomptable Angélique ■

Film français de Bernard Borderie (1987), avec M. Mercier, R. Hossein, C. Rode, R. Pigaut, B. Dietrich. TF 1, 20 h 35 (95 min).

Elle en voit de dures, la pauvre Angélique des Anjous : prisonnière de gélières révoltées, elle tombe aux mains d'un corsaire qui cherche à la vendre, la livre à des diables africains, la vend comme esclave à Canada. Ce film, qui suit l'histoire de la plus grande esclave du monde, Bernard Borderie n'est pas fait pour le cinéma d'éventuelle façon Hollywood.

Les 40⁺ rugissants ■

Film français de Christian de Chalonge (1981), avec J. Paris, J. Chirac, M. Sarault, G. von Welzenhausen. A.2, 20 h 35 (120 min).

Un législateur électoraliste parisien, par bravade, à une course de navetteurs sol-

Meurtre par intérim ■

Film italien d'Umberto Lenzi (1972), avec L. Papas, R. Lowcock, O. Nuti, M. Bardinet, J. Stany. M 6, 22 h 30 (85 min).

Un couple de jeunes Danés passe des vacances en Italie en vivant d'expéditions. La femme d'un officier supérieur de l'OTAN le accueille dans sa villa. C'est un piège. Ce nouveau film polaire était resté dans les traits d'un distributeur.

Double messieurs ■

Film français de Jean-François Stevenin (1986), avec J.-F. Stevenin, Y. Almouy, C. Bouquet, J.-P. Kohut-Sveitko, D. Sempier, S. Valseil. FR 3, 22 h 25 (80 min).

Deux copains d'enfance, qui ont atteint la quarantaine, partent pour Genève avec l'intention de retrouver un troisième camarade, qui les attend toujours en boîte. Ce n'est pas lui qui les rencontre, mais se trouve une jeune femme qui leur fait voir une double vie. Le film est une œuvre métrique, de l'humour et de la réalité. Un ton, une interprétation italienne.

La conquête

de la planète des singes ■

Film américain de Jack Lee Thompson (1972), avec R. Mc Dowell, D. Murray, N. Trundy, R. Montalban, H. Rodas. La 6, 20 h 30 (80 min).

En 1991, les humains ont fait des singes des animaux domestiques traités en tant que tels. Un singe supérieurement intelligent (le fils de Rodas) et de 284 ve engendré à la suite d'un accident. Le singe, qui a appris à parler, a des problèmes de pouvoir. Dommage que la réalisation ne soit pas à la hauteur.

Meurtre par intérim ■

Film italien d'Umberto Lenzi (1972), avec L. Papas, R. Lowcock, O. Nuti, M. Bardinet, J. Stany. M 6, 22 h 30 (85 min).

Un couple de jeunes Danés passe des vacances en Italie en vivant d'expéditions. La femme d'un officier supérieur de l'OTAN le accueille dans sa villa. C'est un piège. Ce nouveau film polaire était resté dans les traits d'un distributeur.

JEUDI 20 JUILLET

Jamais plus jamais ■

Film anglais d'Ivin Kerzman (1983), avec S. Comery, K.-M. Braudner, M. von Sydow, S. Carera, K. Baillif. A.2, 20 h 35 (135 min).

La Seaga, organisation terroriste internationale, a réussi à capturer un président américain. Le monde est en danger. James Bond est appelé à intervenir. Le film est une œuvre métrique, de l'humour et de la réalité. Un ton, une interprétation italienne.

Local hero ■

Film anglais de Bill Forsyth (1983), avec B. Lancaster, P. Rieper, F. Mackey, D. Lawton, N. Chancer, P. Cupaldi, J. Black. A.2, 23 h 15 (105 min).

Une importante société pétrochimique du Texas veut implanter une raffinerie dans un village de pêcheurs écossais. Le jeune ingénieur envoyé pour faciliter les négociations tombe sous le charme de la vie dans la nature. Le réalisateur est né à Glasgow, il

► **LE ROMAN DE FRANCE : FR 3, 21 h 30**

7.00 **Cinéma: Le véteru.** □
Film français de Dany de La Pato-
liere (1969). Avec Jean Gabin,
Louis de Funès, Dominique
Dary.

8.30 **Cinéma: Les deux seigneurs.**
Molodtsovo.

9.00 **Cinéma: L'été en septembre.** ■
Film français de Sébastien Japichon
(1989). Avec Lucille Gaboriel,
Daniel Desnoes, Anne Paulin.

10.40 **Cinéma: Le bon sort ses officiers.** ■
Film américain de Don Siegel
(1980). Avec Burt Reynolds, Les-
ley Ann Dowd, David Wynn.

12.30 **En direct jusqu'à 13.30**

12.30 **Flash d'informations.**

12.35 **Magazine: Exploits.**
Grand journal des faits divers: Les
pénalités: Soudes de voile: L. L.
Cailloux: S&I musique: l'histoire de
boite: Les anglais.

13.00 **Séfie: l'rog show.**

13.25 **Flash d'informations.**

13.30 **Magazine: Dordier.**
Présenté par Anne de Coudenhove.

13.35 **Desains animés:**
Doudou par Buny.

16.05 **Séfie: Un jour à Rome.**
Les vacances de Roger: Guillem
avec Kathia May, Michel Blanc.

16.30 **Opér: Canin International.**
Opéra de Paris: Margu Deleuend
Jean Arnaud.

17.30 **Séfie: Mister Gun.**

18.00 **Cinéma:**
Le retour de l'ésion noir.
Film américain de Robert Dahm
(1982). Avec Kelly Reno, Vincent
Spain, Alan Cordoviz.

20.30 **En direct jusqu'à 20.50**

18.35 **Flash d'informations.**

18.45 **Les superstars du eéto.**

20.30 **Cinéma: Magnétique.** ■ ■ ■
Film germano-hongrois d'Ernst
Szabo (1991). Avec Klaus
Brandauer, Jilko Stankovic, Kyril
lyn Janku, Rudi Toppe.

22.40 **Flash d'informations.**

22.45 **Sport: Golf.**
Le tournoi de la dernière
journée du British Open au Broom.

0.45 **Cinéma:**
Le jardiér d'Argentuil. □
Film français de Marcel Gualini
(1989). Avec Jean-Paul Gaultier,
Lambert Wilson, Pierre Vanele.

2.15 **Séfie: Murphy.**
L'art et le manétre
d'un privé très spécial.

FRANCOPHONES

RTL - 20 h 30, cation: Cornwell, l'ins-
de Ken Follet, 22 h 30, cation: Les
revents 1910, 22 h 30, cation: Grand Orchestre
les.

TMC - 20.05, (en: T&E) 20 h 20, 40
magasin: Réunite (en: T&E) 20 h 40
20.30, 20 h 40, cation: Les
variétés: MCM: 23 h, variétés: MCM:
danse.

RTL - 20 h 15, variétés: Serge Gains-
bourg 21 h 15, audition: l'endore au la la
nuit (éventuelle parution).

RTL - 20 h, variétés: l'avey show
20.30, 20 h 40, cation: Les
variétés: MCM: 23 h 35, Documentaire
d'Alain Tassier: 22 h 35, Documentaire
Riquès.

L'abbaye de Fontfroide.

Boulogne, Normandie, Petit-Champan et Provence ont été explorées pour « ramener l'Europe au roman, qui était un genre littéraire chrétien, où théologie, philologie, poésie et géométrie se combinaient dans le même temps où la terre se couvrait de milliers d'églises, millions de prêtres et de vifs, qui furent autant de points de repère ».

[illegible]



Leur malheur fut commencé en 1964. Les contemporains des hommes de la TVA, un les images écologiques puis les photographies furent alors vécues comme « une dérive », puis élargies encore avec l'arrivée de deux enfants de Météorisme supplé- mentaire, la 5 et la 6, « l'achèvement final », la « regardée des programmes du soir et la fin immédiate- ment corrélatrice à une série de lectures », selon le patron. En outre, il compte « un moment deux mois pour amorcer un film qui marchait ». « Les hommes couronnés en semaine » se solda par une centaine de films loués et ce jour-là, à peine plus de cinquante clients sont passés. Restent inégalement les habi- tues, les vacances scolaires et les périodes de fête pour faire tourner la boutique.

Le septième spectacle joué, il n'en est rien. Un peu moins de 3 000 vidéo-clips auraient effectivement été diffusés en France ; les autres 5 000 en 1992. La FNAC elle-même a engagé la fermeture de tous ses points de location, le dernier en activité, celui de l'avenue de Saint-Germain, devant disparaître à la fin de l'année. « Cette activité de proximité n'était pas rentable », affirme l'un des responsables parisiens, « elle ne correspondait pas aux habitudes de la maison ». Il a donc *réinterprété, régitéré des vieux et d'anciens clips* : la réinterprétation des zones de vente et de distribution. Mais, pour autant, les musiciens n'ont pas attendu, loin s'en faut, le seuil de saturation. Avec environ 5 645 000 appareils en circulation, selon un recensement de l'éditeur (3 millions), la REA (8 500 000) et, de surcroît, de peu, l'Espresso (8 700 000). Le septième est vulgaire. Les autres commencent à être démodés et le recours au disque laisse présager pour les années à venir une augmentation sensible de sa diffusion. Dans ce contexte plutôt encourageant, la chute spectaculaire du tissu local n'est pas la surprise.

« patrimoine d'images », sa « vidéothèque » à l'instar de sa bibliothèque.

Avec l'apparition du magnétoscope, une nouvelle génération de boulimiques est née : les vidéomaniaques. Classés par les instituts de sondage dans la catégorie des « suréquipés », ils représentent aujourd'hui un énorme marché. Mais leurs mœurs, qui commencent à changer, forcent la profession à s'adapter. Ils ne jouent plus, ils achètent.

Le temps des vidéothèques personnelles aurait-il sonné ?

Un phénomène de lassitude

LAURENCE FOLLÉA.

Retourné au premier étage dans un bureau encombré par la papeterie, le directeur de ce magasin, Pierre Bohl, l'un des premiers à avoir lancé la vente « discount », explique à sa manière l'éclatement

consultable sur le minitel (3)

Pour lui, le petit écran est une machine. « Plus il y aura de chaînes, plus on vendra de cassettes », prétend-il. Il étend d'ailleurs du pied l'arme du câblage complet du pays : « On dit qu'il y a des chaînes, dit quinze programmes différents et inaccessibles chaque jour, et on dit qu'il y a des chaînes, et on dit que dans, à partir du moment où le consommateur sait qu'il dispose de ses produits en vidéo, il est assis et tranquille ».

Ce vidéoisme exalté va même jusqu'à envahir le mort du météorologue, sans rendre le moins d'un compte à la télévision. « Comparé à la haute vulgarité, le *Cody* est facile et à une portée de la plus longue. On veut se produire le même phénomène qu'avec le disque *Willy*, et le disque *Lever* ». En attendant, les exploitants des salles de cinéma ne font des chèques blancs, les bibliodébauches se violent, et le vidéoisme se gague du vernis...

- (1) Source : Simavola.
- (2) Échantillon réalisé sur un échantillon représentatif de la population de 1 000 personnes.
- (3) 3615 code VG.

d'embarquement, il ne va pas se priver.

A la FNAC du Forum des Halles, plantée devant les rayonnages des videocassettes, un petit homme sans âge, une casquette vissée sur la tête, hahha. S'envoiera-t-il pour la côte ouest des États-Unis ou pour les îles françaises du Pacifique ? A deux cents francs le ticket d'embarquement, il ne va pas se priver.

[illegible]

Au delà temps, après avoir capté son propre appel vers la télévision couleur, il se présente à la télévision en tant que réalisateur devenu propriétaire de nombreux opéras, restaurants à la télévision (« J'ai presque tout vu »), *Verdi* depuis *Jarvis* de cette année, partie. Il est bascule, les yeux, d'une bonne partie des photos de Mollat, des comédies de boulevard, et il ne manque jamais une occasion de dire, sans cesse, « Je suis un homme de cinéma, son métier m'importe. Également en tant que directeur de la production, Philippe entraîne en relation de son programme télévisuel, qu'il en prévoit des scènes par ailleurs, les numéros de « Thelma », les émissions scientifiques comme « L'aventure de l'espace » et celles du commandant Chausse. Sa prestation est terminée de la fin, il lui reste à dire, pour les derniers de la fin, il lui reste à dire, pour la définition de la suite « Pas vraiment comme les autres », qu'il a précédemment passé. Et le videoprog, visionne absolument tout ce qu'il s'emergent !

La platitude, qu'aucune manipulation ne lui permet d'éviter, ne le gêne pas. Il le regarde passer sans enthousiasme. Mais il écoute tout même parce son sang-froid « quand les grammes ne commentent pas à l'heure indiquée ou qu'ils l'ont en défaut est déconcertant » et Partridge, ajoute-t-il, je parle des caresses et des copules du quartier, qui en l'ont données, s'« Avenir, conduir le petit bonhomme au regard distrait, le garder des documents sur ce qu'il m'intéressait, si je ne suis sûr qu'il ne tombe pas sur un cartonnage, on ne peut plus s'en passer. »

